

هكنا من الامم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12998 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine

- JEUDI 13 NOVEMBRE 1986

## Le Vietnam à la dérive

La monnaie vietnamienne vient d'être dévaluée de 92 % pour tenter de juguler une inflation de quelque 700 % par an. Pour les vieux dirigeants communistes du pays, qui font d'ailleurs preuve d'une étonnante candeur à cet égard, il s'agit là d'un véritable cauchemar qui s'ajoute à l'isolement diplomatique provoqué par l'occupation militaire, depuis près de sept ans, du Cambodge voisin.

En août 1985, soit plus de dix ans après la victoire sur le Sud, l'Etat et le parti avaient lancé un plan important de réformes, escomptant une légère reprise par le biais d'une « libéralisation ». Des erreurs tragiques, notamment sur le plan financier, devaient entraîner une crise encore plus aiguë dont la direction communiste a pris acte, dès février 1986, en limogeant les principaux responsables de l'économie et en reportant le congrès du parti, convoqué maintenant pour décembre.

Depuis cette date, le pays est devenu le théâtre d'un intense débat, notamment dans le cadre des réunions préparatoires au congrès qui se succèdent, cet automne, dans toutes les grandes villes. Comment éviter que le Vietnam - 60 millions d'habitants aujourd'hui, 90 millions au tournant du siècle - ne demeure, en compagnie de ses protégés laotiens et cambodgiens, une poche de pauvreté dans une région qui se développe rapidement ? En dans l'immédiat, notamment s'assurer la pérennité de l'édifice des « pays frères » ? Quelles perspectives en tirer ?

Car le Vietnam, qui est membre du COMECON, fait l'objet de sévères remontrances de la part de ses partenaires socialistes, ainsi que l'a révélé, en octobre, M. Truong Chinh, secrétaire général du PC depuis le décès, en juillet, de Le Duan. Il a en effet reconnu que la « grande assistance » de Moscou et des pays de l'Est - « des dizaines de milliards de roubles » en l'espace de dix ans, « a-t-il dit - « risquait d'être perdue, petit à petit », si le Vietnam ne parvenait pas à redresser son économie.

Les obstacles à une reprise sont nombreux, à commencer par le poids d'une bureaucratie inapte et le coût de l'entretien d'un corps expéditionnaire au Cambodge et de garnisons importantes sur la frontière chinoise, où la tension demeure vive. La population subit ainsi les contrecoups de choix qui mènent le pays au bord du gouffre. Dès 1976, une réévaluation précipitée a paralysé la Sud, région la plus dynamique. Tout en provoquant l'opprobre quasi général à l'étranger, le maintien de troupes au Cambodge rend Hanoi encore plus tributaire de l'aide de ses « frères » socialistes et alimente une grave tension avec la Chine.

Tout cela se fait sous la houlette des anciens lieutenants de Ho Chi Minh, qui ne savent pas passer la main. Et le Vietnam, où l'immobilisme politique et les entreprises guerrières coexistent avec des réformes économiques mal conçues, continue de s'enfoncer.

### Algérie

## Violentes manifestations à Constantine

Lire page 3

## Au conseil des ministres

# M. Mitterrand exprime son désaccord sur le nouveau code de la nationalité

Le conseil des ministres a examiné, mercredi 12 novembre, le projet de loi réformant le code de la nationalité. Selon ce texte, les enfants nés en France de parents étrangers nés eux-mêmes à l'étranger ne seraient plus automatiquement français à dix-huit ans, mais devraient en faire la demande. M. Mitterrand, au cours du conseil, a exprimé son

désaccord. Selon le porte-parole de l'Elysée, le président de la République a déclaré que ce texte « s'inspirait d'une philosophie qu'il ne partageait pas et qu'il déplorait de ce fait plusieurs des mesures prévues. Il a notamment exprimé sa crainte que des dizaines de milliers de jeunes, déjà déchirés entre deux cultures, ne fussent marginalisés ».

## Des « calos » au cœur gros

MONS-EN-BARCEUL  
de notre envoyé spécial

« Mon service militaire, je le ferai peut-être en France, peut-être en Algérie. De toute façon, ici ou là-bas, c'est pareil : on nous considère comme des étrangers. Ce qu'il faudrait, à la limite, c'est se trouver un troisième pays... », Abdelhak Chebira, dit « Coco », hausse les épaules, d'un air las. La répartition ne ressemble pourtant pas à ce garçon batailleur, plein de vie, animateur à la Maison de jeunes de Mons-en-Barœul (Nord), qui s'engage régulièrement avec le chauffeur du bus - « un raciste », - les profits de ses petits frères ou ces messieurs du commissariat.

Né en France de parents algériens, « Coco » devait devenir français à l'âge de dix-huit ans. Il a préféré demander ses papiers des seize ans et demi, comme la loi actuelle l'autorise. « Pour éviter les tracasseries de la police, et pour pouvoir aller en



Belgique sans demander chaque fois un visa. » La Belgique, dans cette zone frontalière, ce sont les voyages scolaires, mais aussi, pour les plus grands, les sorties en boîte. « Des boîtes moins chères qu'en France », explique Mustapha Mhrana, un Marocain. Et qui ne

te ferment pas la porte au nez parce que tu es bronzé. »

Le mot « beur » ne veut rien dire dans cette ZUP du Nord. « Ici, entre nous, on s'appelle « calos ». Mais entre nous seulement. »

ROBERT SOLÉ  
(Lire la suite page 8.)

## Arrangements

par ANDRÉ FONTAINE

A vingt-quatre heures d'intervalle, la France s'approuve une déclaration de solidarité - molle - avec le Grand-Bretagne contre la Syrie et remercie le même Syrie d'avoir permis, de concert avec l'Algérie et l'Arabie saoudite, la libération de deux otages détenus au Liban. Il y a là comme une contradiction, même si elle s'éclaire à la lecture des propos de Jacques Chirac rapportés par le Washington Times, où Claude Cheysson n'a pas tort de voir l'exposé d'une politique française enfin « cohérente » vis-à-vis du Proche-Orient.

Il est vrai que dans ces affaires on n'en est pas à une contradiction près. Contradiction entre le démenti opposé par le premier ministre à la publication d'extraits de ces propos et le silence embarrassé de ses services, lorsque le texte intégral a paru à son tour.

Contradiction entre la vivacité des réactions du CDS à ce qui a pu être dit, il y a une quinzaine de jours, sur les tractations avec la Syrie et son silence aujourd'hui. Contradiction entre la brutalité de certains propos du chef du gouvernement, dans son entretien avec le journal de la secte Moon, et l'extrême discrétion des réactions des capitales mises en cause, et pour commencer de Bonn et même, une fois n'est pas coutume, de Jérusalem. Au point que les esprits les plus imaginatifs en sont à se demander si l'« indiscret » n'a pas été voulu et si elle n'a pas fait partie de l'arrangement, du « deal » comme on dit en français moderne, qui a été conclu sur les otages.

Cet arrangement, nous n'en connaissons pas vraiment pour le moment les termes, et c'est ce qui interdit de porter sur lui un jugement définitif. La seule chose qui paraisse à peu près établie, c'est que l'affaire des otages et celle des attentats de Paris ne sont pas directement liées.

Dans la première, l'interlocuteur privilégié est Téhéran, dans la seconde, Damas. Il est difficile dans ces conditions de ne voir qu'une coïncidence entre la libération de Sontag et de Courdéri et l'annonce de la signature imminente, entre les deux ministres français et iraniens, d'un accord partiel sur le règlement du contentieux concernant le crédit jadis ouvert par le chah à la France pour l'achat, auquel les ayatollahs ont renoncé, de centrales nucléaires. Mais comme le Syrie, dont la situation économique est exécrable, cherche avant tout à l'heure actuelle à se refaire une virginité, on s'est entendu pour lui laisser le beau rôle au moment de la remise en liberté des deux otages.

La comparaison des propos tenus au cours des dernières vingt-quatre heures par Radio-Téhéran, par l'Organisation de la justice (sic) révolutionnaire et par les autorités de Damas est d'ailleurs éclairante. Les Syriens annoncent qu'ils vont faire tous leurs efforts pour obtenir de nouvelles libérations, alors que Radio-Téhéran cherche à exploiter les faiblesses de la cotabation en opposant à la politique jadis suivie par la gauche le réalisme de Jacques Chirac, qui a « rempli plusieurs des conditions posées » par l'Iran à la normalisation des relations.

(Lire la suite page 2.)

## Le sommet franco-africain

Le président de la République et le premier ministre assistent ensemble à la réunion de Lomé

PAGE 4

## « La nouvelle prospérité »

Un article de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie

PAGE 31

## Budget de la défense : les socialistes s'abstiendront

Une décision prise après un débat « dur » et « difficile »

PAGE 36

Le sommaire complet se trouve page 36

## Une nouvelle politique démographique à Singapour

# Naître riche ou ne pas naître

SINGAPOUR  
de notre envoyé spécial

Le meilleur des mondes « made in » Singapour. M. Lee Kuan Yew, premier ministre inamovible de ce petit Etat de 620 kilomètres carrés vient de prendre des mesures démographiques - une relance sélective de la natalité, où seules les personnes diplômées sont encouragées à avoir des enfants - qui semblent inspirées du célèbre roman d'Aldous Huxley. Cette expérience unique au monde ne peut se comprendre sans un bref rappel historique.

Tout commence en 1819, le jour où Sir Stamford Raffles débarque à Singapour. A l'époque, ce n'est qu'un comptoir de 120 Malais et 30 Chinois. Par la suite, au gré des différents courants d'immigration, la population ne va cesser de croître : 53 000 habitants en 1850, 140 000 en 1881. Une ordonnance, en 1883, fixe un quota mensuel de migrants mais ne parvient pas à freiner cette « croissance ». Entre 1901 et 1911, la population de Singapour augmente de 35 %. De 1947 à 1957, chaque année, la croissance démographique est de 4,3 %.

A ce rythme, le seuil de surpopulation était proche. Pour tenter de limiter les naissances fut créée en 1949 la Singapore Family Planning Association. Mais, peu incitatives, les campagnes de planning familial eurent peu d'effets. Aussi, un an après l'indépendance, en 1966, M. Lee Kuan Yew, déjà premier ministre, décida-t-il de prendre le problème à bras le corps en créant un nouvel organisme, le Singapore Family Planning and Population Board.

Le planning familial devenait alors l'affaire du gouvernement. L'objectif était clair : instituer une politique, antinataliste efficace. Les vœux du gouvernement ne tardèrent pas à être comblés. Le nombre moyen d'enfants par femme passa de 6,4 en 1947 à 4,6 en 1965 ; en 1970, il était de 3,1 et, en 1985, de 1,6. Plus intéressante encore, le GRR (Growth Reproductive Rate) c'est-à-dire le nombre moyen de filles obtenu par chaque femme passa de 3,17 en 1947 à 1,5 en 1970 et à... 0,76 en 1985 (soit, il faut le souligner, moins que le taux de renouvellement de la population qui est de 1,025).

Cette extraordinaire chute des naissances s'explique dans les trois grands groupes ethniques (Chinois, Indiens, Malais) d'avoir pu être obtenue grâce à un arsenal de mesures antinatalistes, dont la libéralisation de l'avortement (autorisé depuis 1974 à Singapour jusqu'à la vingt-quatrième semaine). En 1970, la proportion d'interruptions volontaires de grossesse par naissance vivante était de 4,1 %. Elle était de 55 % en 1985.

Cela dit, et c'est bien ce qui inquiète actuellement les autorités de Singapour, les objectifs qui s'étaient fixés le gouvernement, ont été largement dépassés. Il espérait atteindre qu'en 2030 une croissance zéro de la population.

Or c'est seulement dans une vingtaine d'années que cet objectif sera atteint. « Ce qui, explique le professeur S. S. Ratman, un des responsables du planning familial à Singapour, ne manquera pas de créer d'insurmontables problèmes, tant démographiques que socio-économiques. Diminuant en nombre, la population

va vieillir et il sera impossible, à terme, de développer notre essor économique. »

Conscient d'un tel danger, le gouvernement a donc décidé de réagir. Son idée ? Induire une relance sélective de la natalité en incitant les personnes socio-économiquement les plus favorisées à avoir beaucoup d'enfants, et les pauvres... à se faire stériliser.

Qu'il est doux d'être mère si l'on est diplômée à Singapour ! Avoir un enfant vous garantit une augmentation de salaire de 5 % ; de 10 % pour deux enfants, et de 15 % pour trois enfants.

FRANK NOUCH.  
(Lire la suite page 12.)

## FRANÇOIS FEJTŐ

# Mémoires de Budapest à Paris

« A contre-courant de son époque... Fejtő est-il conscient de redonner un sens à l'Histoire ? »

BERNARD LECOMTE / L'ESPRESSO

« Utile contrepoint aux œuvres de Lukacs, ces mémoires permettent de mieux comprendre la tragédie de l'Europe Centrale contemporaine. »

ALEXANDRE ADLER / LIBERATION

« Fejtő est l'observateur irremplaçable. L'historien par excellence de l'après-guerre communiste. L'interlocuteur de tous ceux qui réfléchissent à l'avenir commun. De Raymond Aron à Kolakowski, de J.F. Revel à Djalma. »

PIERRE DAIX / LE QUOTIDIEN DE PARIS

(Gimann-Lévy)

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

#### Irving Penn, au palais de Tokyo

Qu'il photographie Picasso, Truman Capote ou des fruits surgelés, Irving Penn développe le même génie : un art savant d'inventer l'ordinaire.

#### Le retour de Casanova

Les bobines du film d'Alexandre Volkoff, Casanova, étaient dispersées entre Paris, Rome et Prague. Renée Liehtig l'a entièrement remonté.

#### Picasso : un livre, un film

Les carnets de Picasso ne sont pas les brouillons du peintre : ils permettent d'entrer sans effraction dans l'intimité de sa création, tout comme le film de Didier Baussey, excellent prologue à une visite de l'hôtel Salé.

Pages 17 à 19



# Etranger

Après la libération de MM. Coudari et Sontag

## Le gouvernement se montre prudemment optimiste quant au sort des autres otages

Au lendemain de la libération, mardi 11 novembre, de MM. Marcel Coudari et Camille Sontag, le gouvernement fait preuve d'un optimisme prudent quant à la possibilité d'un élargissement rapide des autres otages français du Liban. En sept mois, le gouvernement de M. Chirac a récupéré quatre otages.

Il est convaincu que sa méthode est la bonne et qu'elle doit être poursuivie, en dépit des critiques qu'elle suscite fréquemment à l'étranger. Pour Paris, il s'agit de maintenir un double cap : ménager la Syrie, de la façon la plus attentionnée, parce qu'elle joue un rôle actif au Liban ; et normaliser les relations avec l'Irak, parce que ce pays est en quelque sorte la puissance de tutelle des groupes d'extrémistes chiites libanais qui déclenchent les otages.

Cette politique, le premier ministre et son ministre des affaires étrangères l'ont réaffirmée mardi, alors que MM. Sontag et Coudari, libérés à l'aube, regagnaient Paris après l'étape de Damas.

« J'ai bon espoir, tout nous permet de penser que nous arriverons à libérer les otages qui restent », a déclaré M. Jean-Bernard Raimond. « Le processus que nous avons engagé depuis sept mois, a expliqué le ministre des affaires étrangères sur Antenne 2, consiste à avoir des contacts avec tous les Etats qui peuvent avoir une influence sur les ravisseurs. »

Le prochain contact important aura lieu avec l'Iran. M. Raimond a annoncé qu'il signerait « dans les jours prochains » avec son collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati, l'accord sur le règlement partiel du

contentieux financier opposant Paris et Téhéran, et qui a été paraphé fin octobre au niveau des experts.

Le premier ministre est tout aussi déterminé : « Le gouvernement fait tout, je dis bien tout, ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération des otages qui restent détenus au Liban », a martelé M. Chirac peu avant d'accueillir à Orly MM. Coudari et Sontag.

Comme l'avaient déjà fait avec insistance à la fois le Quai d'Orsay, dans un communiqué, puis M. Raimond, M. Chirac a rendu hommage au rôle joué par la Syrie dans la libération des deux Français. Il y a joint l'Algérie, qui a parfois pu servir d'intermédiaire dans l'affaire des otages, mais aussi, de façon tout à fait inattendue, l'Arabie saoudite.

« Elle a joué son rôle », dit M. Chirac, qui mentionnait ainsi pour la première fois que Ryad avait été mêlé aux efforts de la France dans cette affaire. M. Chirac n'a guère été plus explicite, et les collaborateurs du premier ministre semblaient, pour leur part, tout ignorer de ce qu'avait pu être cette participation saoudienne.

### « Ancien marchandage »

Mais conscients des critiques dont leur politique fait l'objet — beaucoup plus à l'étranger que dans la classe politique française —, MM. Chirac et Raimond se sont efforcés de démentir qu'ils se trouvaient engagés dans un dangereux processus de « marchandage » avec les ravisseurs. Il s'agit pour le gou-

vernement de se défendre d'une critique parfois entendue chez nos alliés européens : la France, engagée dans une négociation par paliers, va devoir payer de plus en plus cher chacune des libérations à venir.

Pour M. Chirac, le gouvernement n'a pas au-delà de ce qui est « compatible avec l'honneur et la liberté de la France (...), qui entend conserver ses liens dans les pays de la région et jouer de cette influence » pour régler le problème des otages.

Pour M. Raimond, ce n'est pas l'affaire des otages qui dicte la politique française au Proche-Orient : il est de l'intérêt général de la France de normaliser ses relations avec l'Irak, du fait de l'importance de ce pays, et d'entretenir de bons rapports avec la Syrie, partenaire obligé de tout règlement au Proche-Orient. Le ministre a assuré que la politique de la France « était tout à fait digne », qu'il n'y avait « aucun marchandage » direct avec les ravisseurs : « Ce n'est pas nous qui négocions, ce sont les Etats qui exercent leur influence sur les ravisseurs », a expliqué M. Raimond, assurant que Paris aurait, en tout état de cause, dû rembourser à l'Irak le prêt que ce pays avait consenti au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974.

Un passage, M. Raimond n'a pu s'empêcher de lancer une pique aux Etats-Unis, qui ne se sont pas privés de faire la morale à certains de leurs alliés accusés de mollesse dans la lutte contre le terrorisme : « Vous n'entendez jamais parler en ce qui concerne la libération de nos otages depuis deux semaines du fait qu'il s'agit d'être libéré. Il a expliqué qu'il avait rencontré des « responsables syriens » peu avant sa libération et que ceux-ci lui avaient fait observer que « la collaboration actuelle entre le gouvernement Chirac et la Syrie était absolument formidable ».

### Deux hommes épuisés

L'optimisme prudent du gouvernement quant au sort des autres otages français du Liban est partagé par M. Coudari : « Des choses vont bientôt se passer pour eux », a-t-il dit à son arrivée, mardi soir, au pavillon d'honneur d'Orly.

M. Sontag et lui ont été accueillis par le premier ministre à la descente de l'avion qui les ramenait de Damas. Les deux hommes avaient l'air épuisés. M. Sontag titubait au bras du premier ministre. Barbus, amaigri, flottant dans des costumes trop grands, ils ont retrouvé leurs proches lors d'une brève cérémonie, à laquelle étaient venus se joindre le journaliste d'Antenne 2 Philippe Rochot — libéré le 21 juin dernier, et qui espérait bien retrouver cette fois ses deux camarades toujours aux mains de l'Organisation de la justice révolutionnaire — et Joëlle Kauffmann — enlevée le 22 mai 1985 — vêtue aussi capotée : « On avance, mais il faut faire vite (...), je sens que les ravisseurs ont envie d'en finir d'une manière ou d'une autre et qu'il faut aller très vite si l'on veut que leurs vies soient sauvées. »

MM. Sontag et Coudari avaient quitté Damas en début d'après-midi, en compagnie de plusieurs émissaires du gouvernement français venus les prendre en charge au ministère syrien des affaires étrangères. D'après le récit qu'ils ont fait de leur odyssée, ils avaient été libérés la veille en fin d'après-midi par l'OJRA.

M. Coudari a raconté que des gardiens étaient venus le chercher et l'avaient emmené en voiture à la prison de M. Sontag. De là, après avoir changé deux fois de véhicule, ils sont arrivés en zone contrôlée par les forces syriennes — et non à l'hôtel Beauvillage de Beyrouth, où les attendait, en vain, l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff. « Du côté de Chataura (à une quarantaine de kilomètres de Beyrouth, sur la route de Damas), on nous a demandé de nous adresser à un mur, puis les gardiens ont disparu et des soldats syriens sont arrivés. Les deux hommes ont alors été conduits, de nuit, de Chataura à la capitale syrienne.

A Damas, lors d'une conférence de presse, M. Sontag, un retraité d'origine alsacienne arrivé le 5 mai dernier, a raconté son calvaire. Il a dit qu'il avait été maltraité par certains de ses geôliers : « des imbéciles qui vous menacent tout le temps », s'est-il exclamé en mimant les coups qu'il avait reçus sur le visage.

Marcel Coudari, disparu depuis février dernier, n'a pas été détenu dans une prison comme M. Sontag, mais dans cinq appartements différents à Beyrouth. Il a assuré avoir été bien traité et tenu au courant depuis deux semaines du fait qu'il allait être libéré. Il a expliqué qu'il avait rencontré des « responsables syriens » peu avant sa libération et que ceux-ci lui avaient fait observer que « la collaboration actuelle entre le gouvernement Chirac et la Syrie était absolument formidable ».

M. Coudari, durant sa détention, n'a pas rencontré d'autres otages français, et c'est, apparemment, aussi le cas de M. Sontag. Ce dernier, selon M. Coudari, était détenu dans une prison souterraine située dans un bastion chiite du sud de Beyrouth, où cinq autres otages occidentaux se trouvaient aussi, chacun dans une cellule séparée.

Les autorités syriennes n'ont évidemment pas caché le rôle qu'elles avaient joué dans ces libérations. « La position de la France à l'égard des otages, en plus des efforts de la Syrie », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Fauriol au Chah. Selon M. Choméri, le chargé d'affaires syrien à Paris, qui était venu, lui aussi, à Orly pour accueillir les otages, « jamais depuis longtemps les relations avec la France n'ont été aussi bonnes ». Pour l'image de marque du régime syrien, ces libérations sont d'autant plus importantes que s'ouvre la semaine prochaine, à Berlin, le procès d'une nouvelle affaire de terrorisme dans laquelle la Syrie pourrait se voir de nouveau placée au banc des accusés, comme ce fut le cas dans l'affaire Hindawi.

AL Fr.



## Arrangements

(Suite de la première page.)

Quant à l'OJRA, qui détenait les deux otages libérés, elle moule à fond le gouvernement français en annonçant que la libération des otages fait suite aux « engagements » dudit gouvernement, et en exprimant l'espoir qu'il ne se « dédita pas de ses promesses », sans quoi elle se verrait « dans l'obligation d'agir d'une manière connue des dirigeants français ».

Ces choses ne pouvaient être dites en termes plus gelés. Il est difficile à un Français de ne pas s'en sentir profondément humilié, surtout lorsqu'il se souvient de la mèche fermée de tant de propos officiels. Difficile aussi de ne pas penser que le jour où l'on voudra nous arracher quelque nouvelle concession, il n'y aura, à supposer que tous les otages aient été libérés entre-temps, qu'à en prendre d'autres. Car à quel fera-t-on croire qu'il n'y a pas eu, de quel que manière, négociations ? Le Figaro n'hésite pas à parler de « chantage », quitte à conclure que le gouvernement pouvait difficilement faire autrement.

Le pouvait-il ? Le fait est que sous Laurent Fabius, déjà, on négociait, au point que le problème des otages occupait une grande partie du temps de plusieurs des principaux hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. Le changement principal, par rapport à la situation qui existait avant les élections, c'est l'accent mis délibérément sur la normalisation des relations avec Téhéran, dont le premier pas a été accompli par l'expulsion de France de leur bête noire, Massoud Radjavi et ses Moudjahidines du peuple. La question est de savoir jusqu'où les ayatollahs veulent aller et si ce qui est en question en dernière analyse, n'est pas le soutien donné par la France à l'Irak en guerre contre l'Iran. Jacques Chirac, qui a joué un rôle essentiel jadis dans le rapprochement avec Bagdad, ne peut évidemment céder là-dessus sans se dégrader et sans

provoquer une crise entre la France et les nombreux pays du Proche-Orient qu'inquiète la montée du fondamentalisme chiite.

### L'hypocrisie ambiante

De toute façon il n'y a pas que les Français qui négocient. La presse américaine est pleine ces jours-ci de révélations sur les tractations secrètes du Rambo de la Maison Blanche avec l'Iran, auquel il n'hésite pas, lui, pour faire libérer ses propres otages, à faire livrer des armes par... Israël. Quel monde ! Le premier ministre a peut-être eu tort de faire des déclarations au journal de la secte Moon, mais lorsqu'il y dénonce l'hypocrisie ambiante il est difficile de ne pas le suivre.

Reste que la question de fond est posée devant l'opinion, française et internationale. Un gouvernement, quel qu'il soit, ne pourrait se permettre de refuser abjectement toute négociation sur des otages, que s'il savait, sans contestation possible, qu'il bénéficierait pour ce faire du soutien de l'immense majorité de son peuple. Est-ce le cas ? Il est autrement plus facile en fin de compte de refuser le chantage à la bombe qu'à l'aboutir à prendre en otage toute la nation, suscite chez elle, comme on l'a vu en septembre, une détermination exemplaire, que d'abandonner de sang-froid quelques innocents normalement désignés. Les démocrates sont encore bien loin d'avoir trouvé à cet égard d'un nouveau genre une parade efficace.

Il y a certainement beaucoup à faire pour y parvenir, encore qu'il faille bien se dire que la seule parade qui puisse être efficace à 100 % serait celle qui découlerait d'un vrai règlement politique au Proche-Orient. Rien de plus pour continuer obstinément à le rechercher.

ANDRÉ FONTAINE.

### Le Quai d'Orsay remercie la Syrie

Le ministère des affaires étrangères a remercié, mardi 11 novembre, la Syrie pour le rôle qu'elle a joué pour la libération des deux otages.

Voici le texte du communiqué publié ce mardi par le Quai d'Orsay :

« Deux de nos compatriotes retenus en otage au Liban ont été libérés. Il s'agit de M. Camille Sontag, quatre-vingt-quatre ans, et de M. Marcel Coudari, cinquante-quatre ans. Ils ont été remis par les autorités syriennes à une délégation envoyée par le gouvernement à Damas. Ces nouvelles libérations s'inscrivent dans le cadre des contacts réguliers que le gouvernement entretient avec les divers pays de la région.

« Le gouvernement, qui se réjouit très vivement de cet heureux dénouement et remercie les autorités syriennes pour la part qu'elles y ont prise, poursuit les efforts qu'il a entrepris dès sa constitution en vue de la libération la plus rapide possible de nos autres compatriotes encore détenus. »

### Marcel Coudari croit à la « mort naturelle » de Michel Seurat

Marcel Coudari estime que le sociologue Michel Seurat est bien mort durant sa détention au Liban. Citant « une source crédible assez officielle », il a indiqué, de retour à son domicile de Saint-Maur, mardi 11 novembre, que le chercheur était « probablement mort de mort naturelle ».

« Je ne pense pas qu'il soit vrai qu'il ait été tué Seurat quand il est dit qu'il l'avaient fait », c'est-à-dire le 5 mars dernier, a-t-il expliqué, ajoutant : « Nous sommes autorisés à lire des livres en captivité et l'un des livres qu'on m'a donnés portait l'inscription « Je suis Michel Seurat » avec la date du 5 avril : c'est après la date à laquelle il est dit qu'il était mort : je pense qu'il est mort plus tard, de mort naturelle. »

Comme on lui demandait si le sociologue avait pu être victime d'une attaque cardiaque, M. Coudari a répondu, en silence, de la tête.

Thierry Pfister  
La vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche



A Matignon, la vie n'est jamais triste, et les relations avec le Président jamais simples.

folio d'actualité

## Ceux qui restent détenus

Près d'une vingtaine d'étrangers sont encore détenus ou portés disparus au Liban, après la libération de David Jacobson.

Sept Américains :

• William Buckley, cinquante-huit ans, diplomate, enlevé le 16 mars 1984, dont la mort a été annoncée depuis par les ravisseurs sans qu'ils en aient fourni la preuve ;

• Terry Anderson, trente-huit ans, directeur régional de l'agence Associated Press (16 mars 1985) ;

• Thomas Sutherland, cinquante-cinq ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'Université américaine de Beyrouth (9 juin 1985) ;

• Frank Reed, cinquante-trois ans, directeur de la Lebanese International School (LIS) (9 septembre 1986) ;

• Joseph Ciampelli, cinquante-six ans, comptable à l'Université américaine de Beyrouth (12 septembre 1986) ;

• Edward Austin Tracy, cinquante-cinq ans (21 octobre 1986) ;

• Fak Warah, soixante-deux ans, d'origine syrienne, disparu le 29 juin 1986.

Six Français :

• Marcel Carton, soixante-trois ans, et Marcel Fontaine,

quarante-quatre ans, diplomates, enlevés le 22 mars 1985 ;

• Michel Seurat, trente-neuf ans, chercheur au CNRS — dont des photos censées le montrer mort ont été rendues publiques par le Jihad islamique, — et Jean-Paul Kauffmann, quarante-quatre ans, journaliste, tous deux enlevés le 22 mai 1985 ;

• Aurel Corné, cinquante-quatre ans, et Jean-Louis Normandin, trente-cinq ans, journalistes à Antenne 2, enlevés le 8 mars 1986.

Deux Britanniques :

• Alec Colet, soixante-deux ans, fonctionnaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés (UNRWA), enlevé le 25 mars 1985, dont la mort a été annoncée par ses ravisseurs ;

• John MacCarthy, vingt-neuf ans, cameraman (17 avril 1986).

• Un diplomate sud-coréen :

Choe Sung Do, quarante-trois ans (31 janvier 1986) ;

• Un enseignant irlandais : Brian Keenan, trente-cinq ans (11 avril 1986) ;

• Un Italien : Alberto Molinari, âgé d'une soixantaine d'années (11 septembre 1985).

— (A.F.P.)

## Les réactions

• M. Louis Mermoz : à quel prix ? — M. Mermoz, député socialiste de l'Aisne et ancien président de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mercredi 12 novembre à France-Inter, à propos de la libération de deux otages : « Quel est le prix de la libération des otages, même si notre joie est sans partage ? (...) Il y a un risque de dérapage. Que la France reconnaisse le rôle évident que joue la Syrie dans cette région du monde, c'est normal. Il faut être réaliste, c'est ce que l'on doit à partir de là donner l'impression de payer un prix excessif avec des Etats qui, directement ou indirectement, participeraient à une opération de chantage. Nous souhaitons la libération [des autres otages], mais il ne faut pas que les choses interviennent de telle manière qu'à l'avenir il n'y ait pas un seul Français à travers le monde qui ne soit menacé, qui ne soit en danger, parce qu'on aurait qu'à partir du moment où on détiendrait un otage français la France paiera le prix fort, voire excessif, pour le récupérer. »

• M. Jean-Claude Gaudin (UDF) : éviter les coups. — Dans un entretien à Jours de France, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, se plaint que le gouvernement n'informe pas suffisamment sa majorité de l'évolution des dossiers inter-

nationaux. « Le gouvernement, déclare-t-il, doit être en phase avec ceux qui le soutiennent. Si nous avions les éléments d'appréciation de sa politique à temps, cela éviterait les distorsions violentes et l'impression d'un coup de dans la majorité. Si le gouvernement avait dit qu'au Conseil de Luxembourg nous avions approuvé neuf propositions sur les douze formulées par la Grande-Bretagne, cela aurait évité son procès à propos de l'absence de solidarité avec Margaret Thatcher. »

• L'Humanité : « L'espoir retrouvé ». — Sous le titre « L'espoir retrouvé », l'Humanité consacre deux pages à la libération de deux des otages français et publie une déclaration faite au nom du PCF par M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, selon laquelle « ces libérations montrent que l'espoir est bien vivant et que la possibilité existe de voir délivrer tous les otages ». « Sans céder ni au terrorisme ni aux dangereuses pressions de l'extérieur, en utilisant toutes les possibilités de négociation appropriées, aucun effort ne doit être négligé pour obtenir la libération de tous les Français encore prisonniers aujourd'hui », souligne M. Gremetz. De son côté, Claude Cabanis signe un éditorial qui assure que « la vie de chacun des otages méritait que toutes les voies soient explorées dans la négociation pour les sortir de cet enfer ».

هكمانه المرحوم



مكتبة المشرق

# Proche-Orient

## ÉGYPTE

### Les changements au sein du nouveau gouvernement portent essentiellement sur les ministères « économiques »

Le Caire (UPI-APF). — La composition du nouveau gouvernement égyptien, dirigé par M. Anwar Sadat, a été rendue publique mardi soir 11 novembre, au terme de quarante-huit heures de consultations. Le nouveau cabinet compte comme le précédent trente-deux ministres. Outre le premier ministre, dix nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement. Le changement porte essentiellement sur les ministères « économiques ».

Ainsi, parmi les nouveaux ministres, on note l'arrivée de M. Mohamed Ghaleb el-Dahab (approvisionnement et commerce intérieur), Youssouf Ali Moustafa (économie et commerce extérieur), Mohamed Ahmed El Razzaz (finances), Adel Abdel Hamid El Zaki (ministère d'Etat pour les affaires de la recherche scientifique) et Mohamed Ragheb Douidar (santé).

L'ancien premier ministre, M. Ali Loutfi, a, pour sa part, été nommé président du Conseil consultatif (Maglis el Choura), qui ne dispose d'aucun pouvoir législatif. Son départ fait l'objet de nombreux commentaires des journaux, qui s'accordent pour constater que l'ancien chef du gouvernement n'a pas démissionné mais a plutôt été « limogé » par le président Moustarak. Les journaux égyptiens à ce propos une récente allocation du chef de l'Etat devant le Parti national démocratique (au pouvoir), dans laquelle ce dernier affirmait que le nouveau remaniement avait été planifié longtemps à l'avance et rendu public « en temps opportun ».

Le célèbre commentateur du journal Al Akhbar, Mustafa Amine, écrit à ce propos : « Nous ne savons pas pourquoi Loutfi est parti et pourquoi Sedki l'a remplacé. Tout ce que nous savons, c'est que nous avons été surpris par sa démission, et nous ne pouvons pas espérer que lui ou moi n'a pas été surpris ».

Le commentateur indépendant Ahmed Bahadine écrit pour sa part dans Al Akhbar que le remaniement ministériel a été rendu nécessaire par « la totale absence d'harmonie entre les membres du gouvernement sortant ». L'hebdomadaire de l'opposition Al Chaab se montre plus précis : « Il est à noter, écrit-il, que tous ceux qui au sein du gouvernement s'opposaient à Ali Loutfi ont été maintenus dans leurs fonctions ». Il ajoute aussi que l'opposition à Ali Loutfi s'était récemment renforcée par suite de l'adhésion du ministre de l'Intérieur, M. Zaki El Badr, et du ministre de l'Information, M. Safout El Cherif. Le journal attribue l'échec de M. Loutfi en partie au fait qu'il n'avait pas été autorisé à choisir ses collaborateurs, mais avait dû subir la présence de la plupart des ministres légués par son prédécesseur, M. Kamel Hassan Ali. Les observateurs du Caire notent avec pessimisme que M. Anwar Sadat se trouve dans une situation identique et qu'il existe peu d'espoir qu'il puisse susciter un consensus au sujet des moyens qui doivent être utilisés pour résoudre les graves problèmes économiques auxquels le pays fait face.

● **Raid israélien sur un camp pétrochimique iranien.** — L'armée de l'air israélienne a attaqué mardi 11 novembre le complexe pétrochimique (en voie de construction) de Bandar-Khomeini, dans le sud de l'Iraq, tout à fait au nord du Golfe, tentant ainsi d'une action de plusieurs jours contre les raids aériens contre des objectifs industriels iraniens. Selon l'agence irannienne Irs, un Mig-23 israélien a été abattu dans la région du raid. Mais le porte-parole israélien a affirmé que tous les avions engagés ont regagné leur base sans encombre. Il a ajouté que d'autres chasseurs-bombardiers israéliens avaient attaqué des installations pétrolières de la même région, ainsi que des unités de défense antiaérienne à Bandar-Khomeini. — (Reuters).

● **Raid israélien sur un camp pétrochimique iranien.** — L'armée de l'air israélienne a attaqué mardi 11 novembre le complexe pétrochimique (en voie de construction) de Bandar-Khomeini, dans le sud de l'Iraq, tout à fait au nord du Golfe, tentant ainsi d'une action de plusieurs jours contre les raids aériens contre des objectifs industriels iraniens. Selon l'agence irannienne Irs, un Mig-23 israélien a été abattu dans la région du raid. Mais le porte-parole israélien a affirmé que tous les avions engagés ont regagné leur base sans encombre. Il a ajouté que d'autres chasseurs-bombardiers israéliens avaient attaqué des installations pétrolières de la même région, ainsi que des unités de défense antiaérienne à Bandar-Khomeini. — (Reuters).

● **Raid israélien sur un camp pétrochimique iranien.** — L'armée de l'air israélienne a attaqué mardi 11 novembre le complexe pétrochimique (en voie de construction) de Bandar-Khomeini, dans le sud de l'Iraq, tout à fait au nord du Golfe, tentant ainsi d'une action de plusieurs jours contre les raids aériens contre des objectifs industriels iraniens. Selon l'agence irannienne Irs, un Mig-23 israélien a été abattu dans la région du raid. Mais le porte-parole israélien a affirmé que tous les avions engagés ont regagné leur base sans encombre. Il a ajouté que d'autres chasseurs-bombardiers israéliens avaient attaqué des installations pétrolières de la même région, ainsi que des unités de défense antiaérienne à Bandar-Khomeini. — (Reuters).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-86-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, M. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta.  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Solas.

ABONNEMENTS  
RP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par mandat)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
289 F 567 F 800 F 1 060 F  
E - SUISSE  
384 F 727 F 1 044 F 1 360 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse : nous adresser une ancienne et une nouvelle adresse avec la dernière bande d'envoi à votre correspondance.  
Veuillez adresser l'abonnement à l'adresse ci-dessous.  
Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 30-15 - Type LEMONDÉ

Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde s.a. 7, rue des Italiens, 75427 Paris, France. L.E.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s.a. 7, rue des Italiens, P.M.C., 45-46 30th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

# Afrique

## Le président Pieter Botha dans la Somme

### « Etat de siège » à Longueval

LONGUEVAL  
de notre envoyé spécial

Morne plaine, sous un soleil blanc. Le village, encore assoupi, est déjà en quarantaine. Sur les routes et les chemins boueux, le « cordon sanitaire », dès l'aube, a été mis en place, à 5 kilomètres à la ronde. Gendarmes, camionnettes, barrières métalliques, Longueval, village modeste planté dans cette terre picarde parfois si désespérante, mérite-t-il cet excès d'honneur ? « Vous êtes ici chez vous », dira plus tard le maire, M. Gaston Duclercq, à son hôte illustre, le président Pieter W. Botha. Longueval a choisi, depuis longtemps.

M. Guy Fontaine, lui, n'a rien choisi du tout, mais il ne le laisse pas voir. Il est là, le jeune sous-préfet, en service commandé et en grand uniforme, avec M. la sous-préfète, tous deux aimables, courtois, comme pour faire oublier que le gouvernement français, en le désignant, a fait le strict minimum.

Il remplira donc son rôle, M. Fontaine, comme le général Guichard, commandant de la II<sup>e</sup> région militaire, et, à l'issue de la cérémonie, coupe de champagne et petits fours en main, il échangera quelques mots avec le président sud-africain. Et peut-être aussi pour oublier les sifflets et les huées qui l'ont accompagné lorsque, les drapeaux des anciens combattants inclinés au sol, l'émotion enfin présente, il a déposé une gerbe de fleurs devant le mémorial des soldats sud-africains tombés au bois de Delville, lors de la Grande Guerre. « La honte ! », « Pauvre France ! », lancèrent quelques combattants français, anciens ou pas, surtout les journaux à gants de cuir du Front national.

Jérôme Perrin, lui, avait tout décidé, tout prévu. Alors, après s'être infiltré dans la tribune officielle en se fondant dans le masse des villageois de Longueval, un beau milieu du discours du président Botha, il se leva et cria ses convictions anti-apartheid. Il ne cria pas longtemps. Tabassé par ses voisins (français), par des membres du service d'ordre sud-africain, enfin par des agents de sécurité français, il fut emmené, bras torchu et tiré par les cheveux, dans un car de gendarmerie, où il ne resta cependant que quelques heures.

Jean-Claude Deceux, plâtrier de son état, était là aussi. Sa camionnette eut la malchance de rencontrer quelques centaines de manifestants. Les vitres volèrent en éclats et les éclats au chocolat se répandirent sur la pavé, devant les gendarmes impassibles. Le plâtrier, le crâne ensanglanté, raconta peu après sa mésaventure sous une des tentes qui abritaient le cocktail (trois mille invités).

### Un impossible dialogue

Pour le reste, Longueval connaissait sa leçon par cœur. En juin 1984, le village avait déjà accueilli le président sud-africain. Deux ans ont passé et... plusieurs centaines de Noirs sud-africains sont morts ? « Ce n'est pas le problème », affirmait, en substance, M. Roger Holsinger, député du Front national et président du Cercle national des combattants.

M. Botha arriva, avec son chapeau rond, à bord de son hélicoptère, accompagné de M. Botha, de M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, et de sa suite d'environ trois cents personnes, parmi les

quelles plusieurs Noirs. Les anciens combattants sud-africains, béret vert, visage bruni, le torse couvert de médailles, cotoyaient d'autres anciens combattants, français ceux-là, et les « paras » de l'UNFP (Union nationale des parachutistes), qui étaient prêts à en découdre, pour ces derniers, avec la « racaille communiste » venue manifester, voire avec la « presse pourrie ».

M. Botha adressa son message (« En ces temps où des vertus admirables tels le courage, le sacrifice de soi, la loyauté et l'amour de son pays sont méprisés par nombre d'individus, il est juste que nous nous souvenions des milliers de Sud-Africains qui, au cours des ans, sont morts pour leur patrie. ») sous la protection agressive des quatre cent cinquante gendarmes, gardes mobiles et militaires français mobilisés pour l'occasion. Dans le ciel de Picardie, les hélicoptères de la gendarmerie tournoyaient pour repérer les infiltrations de manifestants.

Ils virent quand même, à travers champs, par petits paquets, ou tassés dans des voitures, mais ne purent s'approcher du lieu où on célébrait la mémoire des morts. PC, CGT, PSU, MRAP, SOS-Racisme, LCR, etc. Brèves rencontres avec les gardes mobiles... L'après-midi se passa à attendre une autre manifestation, entrecompée de timides échauffourées, de quelques bras d'ouvrier. Impossible dialogue entre les membres de l'Association d'amitié avec les communautés d'Afrique du Sud, les CRS et les accusateurs de « Botha nazi ».

Plus tard, bien plus tard, alors que les forces de sécurité avaient défilé Longueval de son quasi-état de siège, quelques dizaines de manifestants de la gauche non communiste se regroupèrent près de l'église pour planter deux arbres « à la mémoire des victimes de l'apartheid ». Deux érables contre les milliers de chênes sud-africains qui rebouissent aujourd'hui la forêt de Delville. Cette cérémonie n'était pas plus gaie que la première.

LAURENT ZECCHINI.

● **RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE :** attentats à Newcastle. — Au moins dix-neuf personnes ont été blessées, mardi 11 novembre, à Newcastle, une ville minière du nord-ouest de la province du Natal. Les cibles de ces explosions étaient apparemment un petit magasin et le tribunal de Newcastle. Selon la direction de l'hôpital de la ville, sept personnes ont été grièvement blessées, douze autres souffrant de blessures légères. Ces attentats n'avaient pas encore été revendiqués mercredi 12 novembre. — (AFP, Reuters).

## TUNISIE

### La queue pour les visas au consulat de France

TUNIS  
de notre envoyé spécial

À partir du 14 novembre, les Maghrébins entrant en France devront présenter un visa délivré dans leurs pays d'origine. Pendant une période intermédiaire, ils pourront obtenir ce visa en arrivant à la frontière. À Tunis, les mesures de contrôle décidées par Paris ont donné un surcroît de travail à l'administration française, mais sans susciter de difficultés majeures.

Tous les matins, une longue queue se forme devant le consulat de France. En effet, avant même l'annonce fatidique, de nombreux Tunisiens préféraient régulariser leur situation sur place plutôt que d'attendre à Marseille ou à Orly. Depuis octobre, quelque trois cents dossiers étaient instruits chaque jour. Deux cent cinquante avaient une suite favorable dans les vingt-quatre heures. Avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, le consulat délivrait deux mille visas par an à des étrangers. Depuis que les Tunisiens ne peuvent plus entrer en France avec un simple passeport, on s'attend à devoir traiter cinquante mille demandes en six mois.

Douze vacataires ont été recrutés sur place pour cette tâche supplémentaire. Ce sont souvent des Françaises, mariées à des Tunisiens, heureuses de pouvoir arrondir ainsi leurs fins de mois avec un salaire versé sur place en dinars.

Chaque candidat au voyage doit produire un certificat d'hébergement légalisé par la mairie et un billet de retour. Il faut remplir une demande par laquelle on s'engage à « accepter aucun emploi rémunéré ou non pendant le séjour en France et à ne pas chercher à s'installer définitivement ».

Il existe aussi des visas spéciaux valables pour plusieurs entrées et délivrés à des personnalités politiques ou des hommes d'affaires. Les demandes sont nombreuses, car la possession d'un passeport muni d'un tel visa est devenue du dernier chic dans la haute société tunisienne.

Les visas ordinaires sont accordés sur place, sans consultation préalable d'un quelconque fichier central à Paris. En revanche, une liste d'indésirables a été fournie au consulat. Les fonctionnaires concernés, tenus au devoir de réserve, refusent de se prononcer sur l'efficacité des nouvelles mesures contre le terrorisme. Ils sont unanimes pour reconnaître qu'elles permettront au moins de se faire une idée précise sur les flux migratoires en provenance du Maghreb et que cela est déjà un résultat non négligeable.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### Selon le journal « Le Temps »

### M. Mzali serait accusé de détournement de fonds publics

TUNIS  
de notre correspondant

Les autorités de Tunis se montrent de plus en plus irritées des déplacements que l'ancien premier ministre Mohamed Mzali effectue en France pour y accorder des interviews à la presse internationale. C'est très probablement ce mécontentement qui a fait écrire mardi 11 novembre au journal Le Temps qu'une demande d'extradition allait être adressée au gouvernement français.

L'information, qui n'a été ni confirmée ni démentie par les milieux gouvernementaux, paraît pour le moins prématurée. M. Mzali ne fait en effet que de brefs passages en France pour y rencontrer, entre autres, des journalistes et, depuis sa fuite, réside en Suisse, où il a été pris de s'abstenir de toute déclaration à la presse. Les dirigeants tunisiens apprécieraient, semble-t-il, que

Paris lui recommande la même réserve.

Les déclarations de M. Mzali multipliées depuis deux mois, critiquant le régime tunisien et accusant de « complot » l'entourage actuel du président Bourguiba, vont très certainement lui valoir un nouveau procès après une condamnation à un an de prison pour « franchissement illégal de la frontière » (Le Monde du 4 octobre). Selon Le Temps, il aura prochainement à répondre de « diffamation » et de « propagation de fausses nouvelles », puis dans une phase ultérieure de « manœuvre gestion et détournement de fonds publics ». Le journal précise que l'ancien premier ministre aurait détourné environ un million de francs pour la décoration de sa résidence personnelle et plusieurs « autres sommes importantes » en devises qu'il aurait transférées lorsque ses fonctions l'appelaient à l'étranger.

MICHEL DEURÉ.

## ALGÉRIE

### Les manifestants arrêtés à Constantine seront jugés par des tribunaux d'exception

Alger (AFP). — La plupart des responsables des violentes manifestations qui ont eu lieu du samedi 8 au lundi 10 novembre à Constantine, principale ville de l'Est algérien, ont été arrêtés et seront traduits devant des tribunaux d'exception, a annoncé, mardi 11 novembre, la télévision algérienne.

Celle-ci a diffusé, au cours de son bulletin de 20 heures, des images du centre-ville complètement dévasté et a indiqué que le siège local du FLN (parti unique), de l'agence de presse officielle APS, ainsi que celui de plusieurs sociétés d'Etat, banques et établissements publics, avaient été saccagés.

Elle n'a pas donné d'indications sur le nombre de manifestants arrêtés, mais elle a présenté une vingtaine d'entre eux, dont trois interviewés, ont déclaré être des repris de justice.

Ces manifestations avaient commencé à l'initiative d'étudiants mécontents de leurs conditions de vie et de travail. Ils avaient été rejoints par des lycéens qui, malgré un démenti officiel, s'inquiétaient de rumeurs sur la modification des épreuves du baccalauréat. Rejoints par des personnes « qui n'ont rien à voir avec le milieu universitaire », selon la télévision, les étudiants, dont les médias algériens exhortent la responsabilité dans les pillages, ont envahi le centre de la ville où des dizaines de défilantes ont été saccagées, des bus et des voitures détruits ou brûlés.

Les manifestations au centre et dans la périphérie de Constantine ont rapidement dégénéré, pour connaître leur point culminant dimanche après-midi et lundi matin, donnant lieu à de violents affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

# JOHN HAWKES

Le roman le plus impressionnant, le plus « américain » et le plus classique qui ait traversé l'Amérique depuis longtemps.  
Gilles Barbedette  
Le magazine littéraire  
Une splendide réminiscence rêvée.  
François Landon  
L'Événement du jeudi

Picton & Co

John Hawkes  
Aventures dans le commerce des peaux en Alaska  
roman



Collection  
Picton & Co  
99 F

# S E U I L

HOUPOHOUET :  
L'APOTHEOSE  
MAURITANIE :  
Demain  
La révolte Noire ?  
GABON  
Le Congrès des Barons  
TOGO :  
Un ex-ami d'Olympio  
accuse  
FRANCE-AFRIQUE  
Mitterrand ou Chirac  
SENEGAL :  
Féministes  
contre Intégristes  
DOCUMENT :  
L'aide qui nous affame  
UMOA :  
L'évolution  
des taux d'intérêts  
Dans le mensuel d'Afrique  
noire, AFRICA International,  
(novembre n°188), enfin en  
vente en France dans tous  
les kiosques. Également  
en Suisse et Belgique.  
Abon. annuel : 150 FF, 1st  
AFRICA BP 1826 Dakar ou  
10, rue des Pyramides,  
75 001 Paris.

## Afrique

MM. Mitterrand et Chirac au sommet franco-africain de Lomé

### La coopération cogérée

M. François Mitterrand est attendu en fin d'après-midi, ce mercredi 12 novembre, à Conakry, où il se rend en visite officielle avant le sommet franco-africain de Lomé. Celui-ci s'ouvrira officiellement vendredi 14 novembre, mais sera précédé, jeudi soir, d'un dîner des seuls chefs d'Etat francophones. M. Chirac, qui participe avec M. Mitterrand à ce treizième sommet franco-africain, devrait y assister.

La cohabitation avait pris le large pour la première fois lors du sommet des pays industrialisés à Tokyo, du 4 au 6 mai, marqué par une certaine fébrilité dans les préparatifs du voyage et par une formule vite apparue comme une évidence : « La France parlera d'une seule voix. » Il y avait eu le conseil européen de La Haye, les 26 et 27 juin, où la rencontre des deux porte-parole

— M<sup>me</sup> Michèle Gendreau-Massaloux pour l'Elysée et M. Denis Baudouin pour Matignon — chargés de faire entendre cette « voix » avait failli produire un choc. Le sommet franco-africain de Lomé, les 14 et 15 novembre, est la troisième étape du tour du monde en tandem entrepris par MM. François Mitterrand et Jacques Chirac.

Un sommet en double ? On commence à s'habituer. Franco-africain ? Gare ! S'il est une région au monde où la dualité du pouvoir à Paris suscite de l'appréhension, c'est l'Afrique francophone, dont les dirigeants sont accablés depuis bientôt trente ans aux rapports personnels avec un interlocuteur disposant, en France, d'une autorité inconditionnelle. MM. Guy Penne, conseiller du président de la République, et Jacques Foccart, conseiller du premier ministre, s'étaient employés, un lendemain du 16 mars, à rassurer leurs visiteurs ou leurs hôtes africains : il n'y avait aucun désaccord à redouter, entre l'Elysée et l'Hotel Matignon, sur la politique de coopération ; il n'y aurait pas, non plus, assurément-ils, de concurrence entre les deux maisons.

Le fait est que sur les deux sujets politiques qui ont le plus de chances d'être évoqués à Lomé — le Tchad et l'Afrique du Sud — les divergences se sont résorbées. A N'Djamena, la France soutient M. Hissène Habré, tout en le dissuadant de tenter une opération contre les Libyens au nord du 16<sup>e</sup> parallèle (bien que le ministre de la défense, M. André Girard, se fût montré, dans un premier temps, favorable à une telle opération). Quant à l'Afrique du Sud, après l'accord des Douze, à La Haye, sur les sanctions à lui appliquer, son président, M. Pieter Botha, est venu en France le 11 novembre, sans rencontrer aucun responsable gouvernemental. M. Chirac estime qu'une telle rencontre aurait pu être utile, mais qu'elle aurait été ressentie en Afrique, à la veille du sommet de Lomé, comme un manquement à la solidarité franco-africaine.

Le premier ministre peut dire que, sur aucune des questions qui seront abordées à Lomé, il n'existe de divergence entre le président de la République et lui-même. Depuis huit mois, « le dessein n'a pas changé », observe, de son côté, M. Mitterrand. Que l'Afrique soit un terrain fermé à la rivalité entre les deux têtes de l'exécutif, c'est une autre histoire.

#### « L'affaire »

D'abord, il y a « l'affaire ». Le Carrefour du développement, et les soupçons qu'il fait naître à propos de socialistes se livrant à des combines financières sur le dos de la coopération, devraient trop à gauche pour que l'on soit tenté à fait sincère, à l'Hotel Matignon, lorsqu'on affirme déplorer seulement le fait ainsi fait à la réputation de la France en Afrique. On souligne, sans trop y insister, que la préparation matérielle du sommet de Lomé contraste fortement avec celle du sommet de Bujumbura, en 1984, dont les dépenses font l'objet des investigations minutieuses du juge d'instruction.

Il est vrai que les malversations auxquelles est associé le nom de M. Yves Châlier, ancien chef de cabinet de M. Christian Ntsu, se sont produites dans une période où l'Elysée était revenu à une politique africaine traditionnelle, après le départ de M. Jean-Pierre Cot du ministère de la coopération. Le gouvernement doit tenir l'équilibre entre l'approbation de cette politique, qu'il continue, et la mise en cause, à partir de l'enquête judiciaire, de certains de ses exécutants. Ainsi le départ de l'Elysée, dans ce climat, de M. Penne, a-t-il été « regretté » par M. Foccart.

Les relations avec certains chefs d'Etat africains, ensuite, peuvent donner prise à une certaine compétition entre l'Elysée et l'Hotel Matignon. M. Chirac avait réservé à M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République ivoirienne, l'une de ses premières visites à l'étranger après le 16 mars. Mécontent depuis la publication d'un article de l'Unité, hebdomadaire du PS,

mettant en cause sa politique, M. Houphouët-Boigny, qui en fait grief à M. Mitterrand, menaçait de ne pas paraître à Lomé. M. Chirac, tout en insistant auprès du chef de l'Etat ivoirien pour qu'il participe au sommet, a décidé de lui rendre une visite privée aussitôt après le sommet. Le premier ministre apparaît comme celui qui recueille les morceaux.

Sans céder au démon de la symétrie, il semble que les rapports avec le président sénégalais, M. Abdou Diouf, soient marqués également par une certaine défiance vis-à-vis de Matignon. M. Diouf avait été reçu à déjeuner par M. Chirac, mais, lorsqu'un journal lui prête une réaction défavorable au retour de M. Foccart aux affaires, il juge prudent d'appeler au téléphone le conseiller du premier ministre pour démentir. A l'inverse, lorsqu'un bulletin proche du PS présente M. Foccart comme hostile à M. Diouf, c'est l'ancien compagnon de de Gaulle qui prend son téléphone pour faire savoir au chef de l'Etat sénégalais qu'il ne doit accorder aucun crédit à ces ragots. MM. Chirac et Diouf, qui doivent déjeuner ensemble à Lomé le 14 novembre, auront l'occasion de dissiper ces images.

#### Continuité

##### au moins apparente

La répartition des responsabilités entre l'Elysée, l'Hotel Matignon et le ministère de la coopération a pu donner lieu à quelques fausses notes. Ainsi, lorsque le général Eyadéma, chef de l'Etat togolais, a demandé par téléphone à M. Mitterrand

l'aide de la France face à la tentative de coup de force militaire qui le visait, en septembre dernier, une déclaration de M. Foccart à l'AFP, annonçant l'intervention militaire française avant qu'elle n'ait été décidée officiellement, a déçu à l'Elysée. S'agissant, à la fin, des relations avec un Etat africain et d'action militaire, le président de la République estimait que l'initiative lui appartenait.

A ces détails près, la coopération s'impose dans le domaine africain. Le sommet de Lomé le montrera, les Togolais ayant prévu que M. Chirac s'installera à côté de M. Mitterrand parmi les chefs d'Etat. C'est le président de la République qui prononcera le discours d'ouverture après l'allocution du général Eyadéma. Le premier ministre interviendra dans les débats.

Cogestion, donc. Les ambassadeurs, à deux exceptions près, sont les mêmes, les directeurs de la coopération aussi, mais cinq chefs de mission de la coopération ont été remplacés. La continuité s'exporte, au moins dans les apparences.

PATRICK JARREAU.

#### M. Le Ministre de la Coopération,

Les experts de la Coopération française au Zaïre viennent d'apprendre que le Ministère s'apprêtait à diminuer leur indemnité d'expatriation de 14,1 %, non pas sur la base de l'indice du coût de la vie, tel qu'il ressort des enquêtes officielles de l'I.N.S.E.E. comme cela s'est toujours fait depuis 1978, mais sur des projections qui n'ont aucun lien avec les indices publiés ou les réalités et qui relèvent du plus pur arbitraire.

Les experts en coopération qui exercent leur activité dans un environnement difficile et à haut risque pour leur santé, comme l'a prouvé récemment la rythmée accu des évacuations sanitaires, s'étonnent que l'Etat français qui les emploie ne s'astreigne pas aux règles qu'il édicte, et par des décisions arbitraires d'un autre âge, s'ingénie à démotiver ceux qui sont les représentants à l'étranger de la technologie et du savoir faire français.

Une telle mesure, en contradiction complète avec la volonté affichée du Gouvernement d'encourager les Français à porter à l'extérieur l'image de notre pays, relève, pour le moins, de l'incohérence.

Nous voulons être persuadés que ces mesures sont prises à votre insu par quelques éléments de votre administration, dont vous aurez à cœur de redresser les erreurs.

Veuillez agréer, M. le Ministre, nos très respectueuses salutations.

L'Association des Experts français du Zaïre

## CHEZ ECS, C'EST DÉJÀ NOËL

VOUS LOUEZ (1)  
OU VOUS ACHETEZ  
UN MICRO-ORDINATEUR  
(IBM, Compaq ou Bull équipé d'un 80286\* ou 80386\*,  
d'un disque dur et d'un écran graphique).

Aider, conseiller, mettre notre expérience à votre service, c'est le métier d'ECS.  
Et en vrai professionnel ECS sait aussi évaluer vos besoins, mettre en place les matériels qui vous conviennent et en assurer le support technique.

ECS, un loueur d'ordinateurs et un partenaire conseil.

(1) Pour une durée minimale de 24 mois.



ECS VOUS OFFRE  
LE LOGICIEL MICROSOFT  
WINDOWS ET SA SOURIS (2)

Ce logiciel, soigneusement sélectionné par ECS, est une extension de MS-DOS. Avec sa souris, il apporte un niveau de convivialité exceptionnel et facilite les manipulations. Il permet un gain de productivité ainsi qu'une utilisation optimale de votre configuration (visualisation, impression laser, ergonomie).

(2) Offre valable à partir du 07.11.86 sur les 1000 premières livraisons de micro-ordinateurs.

LE PERE NOEL ECS EST DANS VOTRE CENTRE ECS.  
TELEPHONEZ-LUI !

05.32.73.27

**ECS**

مكتبة الأمل



## Amériques

**BRÉSIL : le scrutin du 15 novembre**

### Le projet de Constitution vise à renforcer la participation populaire dans les affaires de l'Etat

Les 60 millions d'électeurs du plus grand pays d'Amérique latine sont appelés à un vote obligatoire — sous peine d'amende — pour désigner 487 députés fédéraux, 49 sénateurs — les deux tiers de la Chambre haute, — 953 députés des assemblées d'Etat et 23 gouverneurs, parmi les candidats présentés par 30 partis. Ce scrutin du 15 novembre désignera les parlementaires chargés d'élaborer, dès la nouvelle législature de mars 1987, une Constitution démocratique en lieu et place de la charte de style autoritaire décrétée par le régime militaire en 1969.

**RIO-DE-JANEIRO**  
de notre correspondant

Aucun texte, aucune loi n'a été encore adopté, mais la polémique est déjà ouverte. C'est un ancien ministre des finances du régime militaire, M. Mario Henrique Simonsen, qui vient de la déclencher. On veut faire fuir le capital étranger, dit-il en substance, dans le quotidien de Rio, *O Globo*. On veut condamnait le pays à un appauvrissement généralisé. Ces deux accusations, M. Simonsen les adresse à la cinquantaine de personnalités — parmi les plus prestigieuses du Brésil — qui ont élaboré pendant un an un avant-projet de Constitution : quatre cent trente-six articles composent un gros volume, qui a été remis au président Sarney, il y a environ un mois, et qui servira de base de discussion aux parlementaires élus le 15 novembre prochain.

pour former, à partir du 1<sup>er</sup> février 1987, une Assemblée constituante. Ce que l'ancien ministre reproche aux auteurs de l'avant-projet, c'est d'avoir péché par nationalisme archaïque et progressisme utopique. Pourtant, la commission comptait parmi ses quarante-huit membres nombre de chefs d'entreprise et de politiciens ou intellectuels conservateurs. Son président, M. Afonso Arinos, était lui-même une garantie contre toute déviance. Juriste de renom, il appartenait à un courant de pensée qui a combattu avec vigueur les extrémismes populistes d'avant 1964, et qui s'est identifié avec le régime des généraux avant d'en dénoncer le comportement dictatorial.

Les éléments progressistes ne manquaient pas pour autant : entre autres, le romancier Jorge Amado et l'économiste Celso Furtado, sans compter nombre de sociologues, d'universitaires et de juristes qui ont en tout le loisir, pendant les années d'autoritarisme, d'étudier les mérites des démocraties politiques et sociales avancées. Beaucoup avaient été choisis par Tancredo Neves, président mort en avril 1985 sans avoir assumé ses fonctions.

Actuellement, le Brésil est régi par la Constitution promulguée en 1967 par le gouvernement du maréchal Castello Branco, et amendée deux ans plus tard par la junte militaire, qui gouverna pendant quelques mois et donna force de loi à la tutelle exercée par l'armée sur les institutions du pays. Ce texte a été démantelé par plusieurs lois votées l'an dernier par le Parlement de la « nouvelle République ». L'actuel avant-projet ouvre la voie à une nouvelle charte digne d'une démocratie moderne, mais, ses détracteurs le jugent irréaliste, inadapté aux conditions réelles du pays.

Autres avancées démocratiques : le droit pour les électeurs de conscience de faire un service civil et l'institution d'un « ombudsman », appelé ici « défenseur du peuple », comme en Espagne.

La commission s'est beaucoup interrogée sur les avantages et les inconvénients du régime présidentiel en vigueur. Elle préconise un système mixte proche des systèmes français et portugais : un président de la République élu au suffrage universel, qui choisit, après avoir consulté les principales formations parlementaires, un président du conseil investi après un vote de la Chambre des députés. Tirant les leçons du passé, la commission a jugé qu'un dédoublement de l'exécutif préserverait la fonction présidentielle et la mettrait mieux à l'abri des prononcements.

Mais c'est en innovant dans le domaine économique et social que la commission a provoqué une levée de boucliers. Le projet prévoit, en effet, que la semaine de travail sera de quarante heures au lieu de quarante-huit actuellement. Or, bien des hommes d'affaires ou responsables de l'économie estiment une telle réduction prématurée : le Brésil

n'est pas un pays d'Europe occidentale, disent-ils. Son degré de développement le met en concurrence avec des nations comme la Corée du Sud ou Taiwan, où l'on travaille beaucoup.

**Utopie**  
« pré-marxiste »

M. Simonsen voit se profiler dans l'avant-projet une société, où « chacun pourra travailler moins et où l'on n'accumulera pas de capital ». Tout le monde aura droit à tout, dit-il en substance, « y compris au paysage ». Cela lui semble utopique, inspiré par « un socialisme romantique et pré-marxiste ». L'ancien ministre des finances s'en prend surtout aux aspects nationalistes du texte. Celui-ci prévoit en effet que toutes les banques de dépôt devront être brésiliennes et que les ressources minérales et hydrauliques ne pourront être exploitées que par des entreprises nationales. Or, pour être considérée comme telle, une entreprise devra non seulement avoir son capital contrôlé par des Brésiliens mais aussi son siège et son centre de décision au Brésil. Autrement dit, seraient écartées d'un secteur important de l'activité économique les

sociétés multinationales qui, jusqu'à présent, « brésilianisaient » leurs filiales en s'associant avec des capitaux locaux.

M. Simonsen voit dans cette disposition, qu'il rapproche du protectionnisme déjà existant (par exemple dans l'informatique), une marche à contre-courant de l'histoire. « Rien d'étonnant, écrit-il, que les capitaux étrangers abandonnent en ce moment le Brésil, à la recherche de pays moins hostiles. » Et de citer, par contraste, le réalisme de M. Mitterrand, voire de M. Gorbatchev ou des dirigeants chinois, qui, malgré leurs différences idéologiques, n'ont pas hésité à faire appel aux investissements étrangers.

Les réactions suscitées par l'avant-projet ne surprennent pas M. Mauro Santayana, secrétaire de la commission : « En offrant une possibilité de participation populaire dans le fonctionnement de l'Etat, notre texte entend briser la domination des oligarchies traditionnelles et de celles de caractère technocratique, qui ont surgi ces vingt dernières années », dit-il. Que certaines dispositions puissent paraître utopiques, M. Santayana ne le nie pas. « Toute constitution est théologique, dit-il, La Déclaration des droits de l'homme de 1789

l'était aussi. Il n'empêche qu'elle reste pour les Français l'idéal à atteindre. » Si nous, Brésiliens, n'affirmions pas notre idéal, il deviendrait plus difficile d'y prétendre ».

CHARLES VANHECKE.



**CAPEL met l'homme fort à son aise**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République 69001 LYON

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Corée du Sud Nouvelles mesures de répression

La plus en vue des dissidents sud-coréens, M. Kim Doo Jung, a été placé, mardi 11 novembre, sous résidence surveillée après avoir, la veille, tenté de participer à un rassemblement de protestation contre la répression.

La police a, d'autre part, opéré ce mercredi une descente au siège d'une organisation dissidente, le Mouvement populaire uni pour la démocratie et l'unification, dont la dissolution avait été ordonnée samedi, et a arrêté une personne dont l'identité n'a pas été révélée. — (AFP, Reuters.)

##### Pologne

##### Manifestation à Varsovie pour l'anniversaire de l'indépendance

Varsovie. — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté mardi soir 11 novembre dans le centre de Varsovie à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Pologne, le 11 novembre 1918.

Après une messe, la plupart des sept mille membres de l'assistance ont commencé à scander « Solidarność ! », tandis que des tracts étaient lancés et qu'étaient déployées devant la cathédrale des bannières du syndicat dissous et de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN).

Les manifestants ont ensuite tenté de se rendre en cortège au tombeau du Soldat inconnu malgré la présence dans le centre de Varsovie de très nombreuses forces de police disposant de canons à eau.

Criant « Indépendance ! », « Nous sommes la vraie Pologne ! » et même « Afghanistan ! », les manifestants de tous âges ont pu parcourir plusieurs centaines de mètres, se reformer après avoir passé individuellement les barrières de policiers qui cherchaient à disperser la manifestation sans toutefois utiliser leurs matraques. — (AFP.)

#### Ni amnistie ni prescription

Au chapitre des « droits individuels », le projet définit la torture comme « un crime, qui n'est susceptible ni d'amnistie ni de prescription ». S'il ne condamne pas explicitement l'activité des services secrets, il reconnaît le droit à chaque citoyen d'accéder aux informations qui sont recueillies sur lui et souvent contre lui et, éventuellement, d'en demander la rectification. De même, il interdit l'enregistrement informatique de renseignements sur les convictions personnelles, les activités politiques et la vie privée des gens. C'est exactement ce que fait le Service national d'informations, créé en 1964 par les militaires et devenu entre leurs mains un puissant réseau d'espionnage, doté d'un droit de veto sur les principaux emplois de la fonction publique.

Les auteurs de l'avant-projet ne se font pas d'illusions : ils savent qu'aucun régime ne peut se passer de services secrets et que ceux-ci ne peuvent pas se dispenser d'ordinateurs. Mais ils ont voulu fixer une norme éthique et, surtout, se prémunir contre les abus. Même préoccupation dans leur façon de traiter d'une plaie déjà ancienne, mais qui s'est beaucoup développée sous le règne des généraux : la corruption. Ils prévoient en effet que ceux qui s'enrichissent de façon illicite dans l'exercice d'une fonction publique



**L'homme le plus long s'habille chez CAPEL**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République 69001 LYON

### TWAIRPASS TWA : 2000 F\* L'Amérique sans y laisser sa chemise.



Vous partez pour les Etats-Unis avec TWA, faites une bonne affaire : profitez-en pour acheter votre TWAIRPASS TWA. TWAIRPASS, c'est un billet vous donnant droit à 4 escales américaines, où vous voulez aux USA, valable 60 jours. Sachez que TWA dessert 100 villes aux USA, ça vous fait du choix. Vous avez tout votre temps pour visiter les USA de long en large, et vous êtes riche, puisqu'un TWAIRPASS ne coûte que 2.000 francs\*. Bon voyage.

\* Achat du billet : 7 jours à l'avance.  
Date limite d'achat : 31 mars 1987.

TWA ouvre la voie vers les USA.

**TWA**

### ILS ONT AIMÉ "DOUBLE MESSIEURS" PASSIONNÉMENT

Michel Boujut (Evénement du J.)	Henri Chapier (Evénement du J.)	D. Charroix (Evénement du J.)	M. Ciment (Evénement du J.)	J.-L. Douin (Evénement du J.)	J.-M. Frodon (Evénement du J.)	S. Dancy (Evénement du J.)	G. Lénis (Evénement du J.)	L. Mercorelles (Evénement du J.)	M. Mardore (Evénement du J.)	F. Maupin (Evénement du J.)	M. Perez (Evénement du J.)	S. Toubiana (Evénement du J.)
------------------------------------	------------------------------------	----------------------------------	--------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------------	---------------------------------	--------------------------------	-------------------------------	----------------------------------

DOUBLE MESSIEURS, UN FILM DE JEAN-FRANÇOIS STEVENIN AVEC CAROLE BOUQUET, JEAN-FRANÇOIS STEVENIN ET YVES AFONSO

## Amériques

PÉROU : le scrutin du 9 novembre

## Les opposants de droite et de gauche dénoncent les irrégularités

LIMA  
de notre correspondant

Les accusations de fraude se multiplient après les élections municipales du dimanche 9 novembre. La coalition de la Gauche unie (IU), deuxième force politique du pays après l'APRA, le parti au pouvoir, le Parti populaire chrétien (PPC, conservateur) et les indépendants contestent les résultats du scrutin.

Si les « irrégularités » de cette élection ne remettent pas en cause le triomphe global de l'APRA — avec tout de même un recul de 20 points par rapport à l'élection présidentielle d'avril 1985 — elles ternissent les résultats, surtout dans la capitale, où vit plus du tiers de la population.

« Une victoire du parti officiel serait une victoire bâtarde », nous explique le maire de Lima, M. Alfonso Barrantes, bâtarde parce qu'illegitime. La loi électorale a été violée à maintes reprises. Le quotidien Hoy, lié à l'APRA, a fait ouvertement de la propagande, dimanche, en publiant la « une » un bulletin de vote coché face à l'étoile, le symbole du parti. Le jury ne l'a pas censuré. Une chaîne de télévision a commenté le triomphe supposé de Del Castillo une heure seulement après l'ouverture des principaux bureaux de vote. Le jury n'est pas non plus intervenu. De son côté, le gouvernement a fait campagne sur le thème de la construction d'un métro, un thème de grand intérêt politique, alors que la propagande était interdite. (...) Ces trois

facteurs font que les élections perdent leur légitimité. La gauche a fait appel auprès du Jury national, le recours d'annulation des élections pour Lima ayant été rejeté par le jury de la capitale.

Y a-t-il eu fraude, — comme l'estime M. Pablo Gutierrez, un indépendant élu deux fois à la mairie de Chorillos et battu dimanche par le candidat de l'APRA ?

« Je ne voudrais pas anticiper sur le résultat de l'enquête », répond-il. Mais ce qui est sûr, c'est que l'effort démocratique a été terni par ces manifestations qui violent les normes légales. L'agence de sondages POP affirme que l'intervention du président Garcia pendant les trois derniers jours précédant l'élection, alors que la propagande électorale était interdite, a fait gagner quatre points au candidat gouvernemental.

Le rôle de premier plan joué par le président Alan Garcia dans le triomphe de l'APRA domine-t-il la consultation une valeur de plébiscite ? « Je ne le crois pas », répond M. Barrantes. Ce régime a dix-huit mois. Il est prématuré de le remettre en cause. Le président jouit encore de l'appui populaire. Mettons un instant les chiffres entre parenthèses. L'important est que deux forces populaires parfaitement définies, la IU et l'APRA, défendent ensemble de grandes causes comme la lutte nationaliste et anti-impérialiste. Sans l'appui de la Gauche unie, cette idée-force ne mobiliserait qu'un tiers de la population, et non pas deux tiers.

Pour l'instant, l'APRA, qui a mené bataille pendant plus de cinquante ans pour arriver au pouvoir, rêve de l'avenue de ses dirigeants, d'y rester pour une période d'une aussi longue durée. Le parti a conquis le pouvoir exécutif, la majorité du pouvoir législatif et, depuis dimanche, la plupart des mairies ; il lui reste à gagner la direction des syndicats et des universités. Une perspective que la gauche appréhende.

NICOLE BONNET.

## « Attendre le verdict du jury »

« Je n'ai pas encore perdu », déclare M. Barrantes. Selon nos calculs, nous avons un avantage de trois points. Il faut attendre le verdict du jury. La victoire de Del Castillo est pour le moins prématurée. S'il avait emporté haut la main la consultation, j'aurais été le premier à renouveler mon geste à l'égard d'Alan Garcia à l'élection présidentielle. Je l'aurais félicité.

Le candidat du PPC a annoncé, de son côté, qu'il allait lutter contre « l'attitude antidémocratique du président » et l'autoritarisme du gouvernement.

« L'exécutif », dit encore M. Barrantes, cherche à s'imposer à tous les niveaux. C'est mauvais pour l'APRA, mais c'est encore plus mauvais pour la consolidation de la démocratie dans le pays.

## Le conflit des Malouines

## L'OEA adopte une résolution favorable à l'Argentine

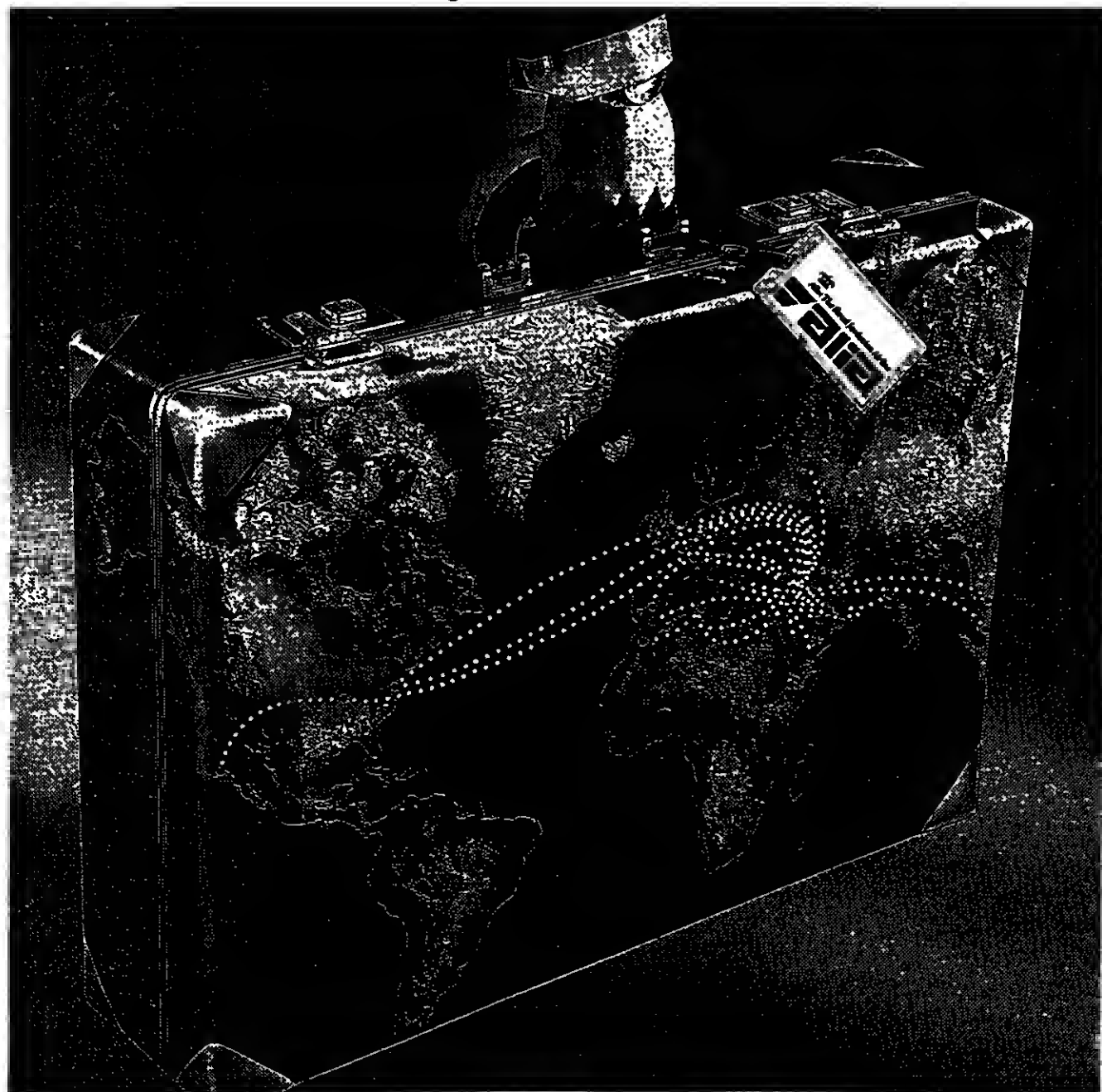
Guatemala (AFP). — L'Argentine a obtenu, mardi 11 novembre à Guatemala, après de longs et difficiles débats au sein du Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'adoption par consensus d'une résolution appuyant sa position face à l'initiative britannique d'étendre à 200 milles sa zone de pêche autour des îles Malouines.

Malgré les réserves de plusieurs pays anglophones des Caraïbes, toujours très proches de Londres, et la position prudente des Etats-Unis, les pays latino-américains ont réussi à faire adopter une résolution qui exprime leur « profonde préoccupa-

tion face à ce nouvel élément de tension et de conflit potentiel ».

Le texte demande aux deux parties d'éviter d'engager des actions qui introduiraient des changements dans la déjà délicate situation existante, ce qui, implicitement, revient à inviter les Britanniques à ne pas appliquer l'extension de leur zone d'exclusion, qui devrait intervenir le 1<sup>er</sup> février 1987. Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo, a surtout insisté sur le respect du droit international et a estimé que « face à ce qui est une agression dans les faits, nous avons choisi la réponse de la diplomatie active ».

## La meilleure liaison entre vous et le Moyen-Orient.



« Royal Jordanian », c'est d'abord une liaison aérienne directe avec Amman et le Moyen-Orient — trois fois par semaine au départ de Paris.

Mais aussi avec l'Extrême-Orient.

La vaste gamme d'appareils de notre flotte, la traditionnelle hospitalité Jordanienne à bord de nos avions aménagés en 3 classes, ainsi que des horaires adaptés aux besoins de chacun, créent un lien entre vous et plus de 40 points du globe — et cela, tous les jours de la semaine.

Ainsi, lors de votre prochain voyage d'affaires au Moyen-Orient — ou à peu près partout ailleurs dans le monde — vous pouvez compter sur de bonnes communications.

**Alia**  
Alia: The Royal Jordanian Airline  
Votre moyen de communiquer avec le monde entier.

AMMAN • ABU DHABI • AMSTERDAM • AQABA • ATHINES • BAGDAD • BAHREIN • BANGKOK • BELGRADE • BEYROUTH • BRUXELLES • BUCAREST • CASABLANCA • CHICAGO • COPENHAGUE • DABHAN • DAMAS • DOHA • DUBAI • FRANCFORT • GENÈVE • ISTANBUL • JEDDAH • KARACHI • KOWEIT • KUALA LAMPUR • LAHORE • LE CAIRE • LONDRES • LOS ANGELES • MADRID • MASCATE • MOSCOU • NEW YORK • PARIS • RIYAD • ROME • SANAA • SINGAPOUR • TRIPOLI • TUNIS • VIENNE

## Europe

ESPAGNE

## Les musulmans de l'enclave de Melilla se prononcent pour le rattachement au Maroc

MADRID  
de notre correspondant

La tension monte à nouveau à Melilla, cette enclave espagnole sur la côte nord-africaine revendiquée par le Maroc. Pour la première fois, les membres de la communauté musulmane de la ville, réunis en assemblée, se sont implicitement prononcés, le samedi 8 novembre, en faveur du rattachement de Melilla au royaume chrétien.

Il s'agit là d'un nouveau rebondissement d'une crise qui dure depuis plus d'un an. Sur les vingt-cinq mille musulmans vivant à Melilla (un tiers de la population de la ville), trois à quatre mille seulement disposent de la nationalité espagnole. Quant aux autres, ils sont pour la plupart apatrides, bien que souvent nés sur place ou y vivant depuis de nombreuses années. Aussi, à partir de 1985, les musulmans, conduits par leur leader, M. Aomar Mohamedi Duda, ont-ils multiplié les manifestations et les actions de protestation pour se voir reconnaître la nationalité espagnole. Cette revendication se heurte à la ferme opposition des chrétiens de Melilla, qui craignent de se retrouver progressivement en minorité.

Après plusieurs accrochages avec les forces de l'ordre, on était finalement parvenu à un accord en juin dernier. Le gouvernement de Madrid s'engageait à accorder la nationalité espagnole à tous les musulmans qui pouvaient légalement y prétendre et à reconnaître le droit de résidence aux autres. Une commission mixte était créée pour réaliser rapidement les démarches nécessaires. M. Duda était même nommé « conseiller » du ministre de l'Intérieur.

L'apaisement aura été de courte durée. Les musulmans reprochent aujourd'hui au gouvernement de n'avoir pas respecté ses promesses de célérité : seules quatre cents naturalisations ont été jusqu'ici accordées. Aussi, débordé par les radicaux de sa communauté qui l'accusent de s'être « vendu à Madrid », M. Duda a-t-il menacé de démissionner de ses nouvelles fonctions, tandis que les représentants musulmans abandonnaient la commission mixte.

Lors d'une assemblée générale, le 8 novembre, les musulmans ont franchi un nouveau pas dans l'escalade, en adoptant une résolution qui affirme « le caractère arabe et maghrébin de Melilla ». Aujourd'hui, ils menacent de créer une « administration parallèle » qui émettrait elle-même des cartes d'identité. Le maire (socialiste) de Melilla, M. Hernandez, a réagi en demandant que M. Duda soit incriminé pour « incitation à la rébellion », tandis que le délégué du gouvernement central à Melilla, M. Céspedes, traitait le leader musulman (soudanais, il est vrai, aux foudres des plus imprévisibles) d'« irresponsable » et d'« hystérique ».

L'escalade n'est, pour le moment, que verbale, mais pourrait ne pas le rester. Les musulmans ont, en effet, annoncé une série de manifestations pour la fin de novembre. L'augmentation de la tension inquiète d'autant plus les responsables espagnols que ses implications internationales sont évidentes : faut-il de trouver à Madrid une solution à leur problème, les musulmans de Melilla ne risquent-ils pas de considérer bientôt qu'elle ne peut venir que de Rabat ?

THÉRY MALINIAK.

ITALIE

## Le procès contre la Mafia : trois ministres entendus par la cour

ROME  
de notre correspondant

La cour d'assises de Palerme, qui juge depuis désormais neuf mois 475 membres présumés de la Mafia, s'est déplacée mardi 11 et mercredi 12 novembre à Rome pour entendre d'importantes personnalités : MM. Spadolini, Rognoni et Andreotti, respectivement ministres de la défense, de la justice et des affaires étrangères.

L'objectif est d'établir le degré de véracité de certaines affirmations selon lesquelles le général Dalla Chiesa, envoyé en Sicile au printemps 1982 pour coordonner la lutte contre la Mafia et assassiné en septembre, n'a pas bénéficié de tout le soutien qu'il aurait pu attendre de l'Etat italien. Les trois hommes politiques entendus par la cour occupaient déjà de hautes fonctions à l'époque : M. Giovanni Spadolini, par exemple, était président du conseil. M. Andreotti n'était pas membre du gouvernement, mais il est de longue date le leader le plus influent d'une démocratie chrétienne sicilienne dont les liens organiques avec la Mafia ont été révélés au grand jour.

D'autre part, 400 avocats de Naples ont fait une grève d'une heure, lundi 10 novembre, par soli-

darité avec leurs collègues du « maxi procès » de Palerme, qui, il y a une semaine, ont réclamé la lecture de la totalité des pièces rassemblées par l'instruction contre les 475 inculpés. Des milliers de pages dont il faudrait plusieurs années pour venir à bout ! Les juges d'instruction du « pool anti-Mafia » et le ministre de l'Intérieur, M. Scalfaro, ont estimé qu'il s'agissait d'une tentative d'obstruction, destinée à allonger le procès pour que certains accusés puissent être libérés au bout de l'année légale de détention préventive. Le ministre de la justice a pris des dispositions devant aboutir à un allongement de cette détention. Le parlement devra se prononcer sur leur validité. Pour sa part, le juge Giovanni Falcone, le plus connu des membres du « pool anti-Mafia », vient d'affirmer que ce qui est en jeu est rien moins que « la crédibilité de l'Etat ».

Pour ce magistrat, seule la formule des « maxi procès », contestée par les avocats, permet de mettre en relief, au sein de l'inextricable réseau de complicités mafieuses, le rôle plus éminent des chefs. Elle serait en outre la seule réponse pratique possible face à une « criminalité de masse » comme celle pratiquée par l'Honorable Société.

JEAN-PIERRE CLERC.

## AVEZ-VOUS VU LA CAMPAGNE D'AFFICHAGE POUR L'ARMAGNAC ?

L'ARMAGNAC EST INCROYABLE. MAIS VRAI.

L'amateur d'Armagnac sait apprécier ce que d'autres ne voient pas. Il sait préférer la saveur subtile à la séduction tapageuse. Sachez apprécier et consommer avec modération.

مكتبة الشرق



مكتبة الأمل

## Europe

### AUTRICHE : le passé de M. Kurt Waldheim Un dossier accablant de la commission d'enquête yougoslave sur les crimes de guerre

Une pièce essentielle du dossier Waldheim vient d'être rendue publique par le Congrès juif mondial. Il s'agit du rapport complet de la commission d'enquête yougoslave sur les crimes de guerre, dont un résumé était conservé dans les archives des Nations unies.

Ce dossier contient l'ensemble du rapport sur le cas Waldheim établi par la commission d'enquête yougoslave. En annexe, on trouve reproduits des documents émanant de l'état-major du groupe d'armée sud-est de la Wehrmacht, commandé par le général Loehr, fusillé pour crimes de guerre en 1947, ainsi que les témoignages des prisonniers de guerre incriminant Kurt Waldheim. Ces documents, il faut le noter, n'ont pas été transmis au CDM par le gouvernement de Belgrade, mais par des particuliers.

### RFA : après la défaite des sociaux-démocrates à Hambourg

#### Remous au sein de la direction du SPD

Il régnait, lundi soir 10 novembre, une ambiance électrique au siège central du Parti social-démocrate, à Bonn. Les diverses instances dirigeantes du SPD étaient en effet réunies pour analyser la situation après la sévère défaite subie par le parti aux élections régionales de Hambourg (le Monde du 11 novembre).

La stratégie électorale du candidat chancelier, M. Johannes Rau, devait-elle être modifiée ? Certains membres de la direction du SPD allaient même jusqu'à évoquer un retrait pur et simple de la compétition de M. Johannes Rau, argument du fait que sa position en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, land dont il est ministre-président, pourrait être affaiblie par un échec lors des élections législatives du 25 janvier prochain.

Deux des plus proches conseillers de M. Rau, M. Wolfgang Clement, porte-parole du parti, et M. Bodo Hombach, l'artisan de sa victoire aux élections régionales, ont tiré les conséquences de leurs divergences avec la majorité de la direction :

M. Clement a démissionné de ses fonctions, et M. Hombach s'est retiré du groupe central de préparation des élections au Bundestag pour se consacrer uniquement à la campagne en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

L'objectif du parti présidé par M. Willy Brandt n'est plus aujourd'hui de parvenir seul à la majorité des sièges au Bundestag, mais, simplement, d'empêcher une majorité absolue des chrétiens-démocrates.

Une question est également en débat dans le parti : l'attitude à adopter à Hambourg compte tenu des résultats électoraux : la reconduction du bourgeoisisme sortant ne peut se faire qu'avec le soutien des Verts ou dans le cadre d'une grande coalition avec les chrétiens-démocrates. Quelle que soit la solution choisie, elle mettra M. Rau en difficulté : son intention affichée de parvenir seul à la majorité suscitait déjà le scepticisme des électeurs, elle en deviendrait alors ridicule.

L. R.

général Schmidt-Richberg, commandant en chef du QG (...). Je voudrais indiquer que les cas de représailles en Macédoine et en Bosnie ont été exécutés à la suite d'instructions directes des officiers autorisés, Waldheim et Warnstorff.

Le rapport donne le détail de ces représailles : exécution de dix otages civils pour un membre de la Wehrmacht tué ou blessé, destruction de villages entiers, amoncelés et emprisonnement.

L'arrestation de ce criminel, concluait le rapport, est obligatoire selon l'article 4, paragraphe 3 de la loi yougoslave sur les actes criminels contre le peuple et l'Etat, et son extradition et sa remise, pour procès, aux autorités yougoslaves est obligatoire, selon les décisions de la déclaration de Moscou en date du 30 octobre 1943.

Comment Kurt Waldheim a-t-il pu échapper à l'extradition demandée par Belgrade ? Sa position - il était alors fonctionnaire au ministère des affaires étrangères autrichien - aurait-elle protégé ? On bien, comme l'affirmait récemment le Washington Post, aurait-il été jugé « utilisable » par les autorités soviétiques d'occupation à Vienne ?

Seuls le président Waldheim et les Soviétiques sont en mesure de lever définitivement le voile sur ces interrogations. Et telle ne semble pas être, pour l'instant, leur intention.

LUC ROSENZWEIG.

M. Kurt Waldheim renonce à tout voyage à l'étranger pendant un an. - M. Waldheim, a déclaré qu'il avait renoncé à tout voyage à l'étranger pendant un an, dans une interview publiée ce mercredi 12 novembre par le New York Times. Dans cet entretien accordé la semaine dernière à Vienne, il précise que ses priorités ne consistent pas à faire des visites à l'étranger, mais à se consacrer aux affaires de son pays. Il estime également que son « oubli » concernant sa présence dans la Kasern en 1942, région de Yougoslavie où une offensive hitlérienne s'était soldée par des milliers de morts, peut expliquer le peu d'empressement des chefs d'Etat étrangers à l'inviter. - (AFP.)

## Asie

### PHILIPPINES

### Situation tendue à Manille alors que M<sup>me</sup> Aquino est en visite au Japon

Arrivée lundi 10 novembre à Tokyo pour une visite officielle de quatre jours au Japon, la présidente Aquino y a été reçue par l'empereur Hirohito, et a obtenu du premier ministre, M. Nakasone, des crédits d'un montant de 250 millions de dollars pour la construction d'une centrale thermique. Cet engagement japonais est d'autant plus opportun que les discussions, à New-York, sur le rééchelonnement de 8,5 milliards de dollars de crédits commerciaux aux Philippines, ont été suspendues, vendredi, en raison de l'insécurité d'un seul créancier - (selon les Philippines), qui serait la Citibank.

Les grandes maisons de commerce japonaises, dont M<sup>me</sup> Aquino a rencontré mardi les représentants, se sont engagées, pour leur part, à accroître de 25 % le volume de leurs importations de produits philippins, les portant à 1,1 milliard de dollars en 1987, et ont exprimé leur intérêt pour des investissements industriels aux Philippines, selon un porte-parole de la présidente.

M<sup>me</sup> Aquino avait maintenu sa visite officielle au Japon en dépit de rumeurs persistantes de coup d'Etat à Manille, où l'armée a été placée en état d'alerte maximale. De nuit, des unités militaires protègent le palais présidentiel. Lundi, à l'issue d'une réunion avec les principaux chefs militaires, M. Enrile, ministre de la

défense, et le général Ramos, chef d'état-major général, ont fait savoir, chacun de son côté, qu'ils s'étaient entendus « pour observer une vigilance accrue afin de contrer tout effort des ennemis de l'Etat pour exploiter l'atmosphère apparemment tendue qui règne dans le pays ».

Le général Ramos, qui avait mis en garde les militaires contre toute tentative de putsch la semaine dernière, a cependant lancé mardi un nouvel appel à l'unité pour que cessent les « querelles personnelles » au sein du gouvernement. Des porte-parole de la guérilla communiste ont déclaré à des journalistes philippins

que les insurgés s'engageaient à défendre M<sup>me</sup> Aquino en cas de tentative de coup d'Etat afin de « préserver les gains » acquis depuis la chute du régime de M. Marcos.

Entre-temps, une longue session de travail, tenue dans un lieu secret à Manille, entre représentants du gouvernement et délégués de la guérilla communiste n'a pas abouti à un accord sur une trêve. Le gouvernement a cependant fait état de « progrès réels » à l'issue de cette réunion. Les deux parties sont convenues de « se retrouver dans les prochains jours pour tenter de régler les points de contentieux ». - (AFP, Reuter.)

### SINGAPOUR : à la suite d'une condamnation

### L'un des deux députés de l'opposition perd son siège au Parlement

#### BANGKOK correspondance

L'un des deux députés de l'opposition, M. Joshua B. Jeyaretnam, a été condamné, mardi 11 novembre, à un mois de prison et à une amende de 2 500 dollars par la Haute Cour de justice, ce qui lui fait automatiquement perdre son siège au Parlement.

M. Jeyaretnam, un avocat de soixante ans, membre du Parti des travailleurs (Workers Party ou WP), était entré à la Chambre en octobre 1981, à la faveur d'un scrutin partiel dans la circonscription à prédominance ouvrière d'Anson. Premier représentant de l'opposition à se faire élire depuis 1968, il avait été réélu dans son mandat lors des élections générales de décembre 1984.

Sa carrière politique fut tumultueuse. Il se heurta fréquemment de front au premier ministre, M. Lee Kuan Yew, et aux autres membres du gouvernement qui accueillirent très mal la présence au Parlement d'un homme qui n'était pas issu des

rangs du puissant Parti d'action populaire (PAP) au pouvoir depuis l'indépendance de l'île.

M. Jeyaretnam a en plus d'une fois maillé à partir avec la justice. En janvier 1984, il avait accusé les autorités d'exercer des pressions sur le pouvoir judiciaire. Un procès s'ensuivit mais M. Jeyaretnam avait été acquitté de trois chefs d'accusation sur quatre. A l'occasion de ce procès, le premier ministre avait déclaré qu'il fallait « détruire politiquement » M. Jeyaretnam, qui n'était, selon lui, qu'un « charlatan ».

Le verdict de la Haute Cour porte sur des « fausses déclarations » attribuées à M. Jeyaretnam concernant le financement de son parti. Le président du Parti des travailleurs, M. Wang Hong Toy, a été condamné à la même peine que M. Jeyaretnam. Il ne reste plus au Parlement de Singapour qu'un seul député de l'opposition, M. Chiam See Tong, élu en 1984.

JACQUES BEKAERT.

# MICROAGE.

## QUAND LA MICRO-INFORMATIQUE DEVIENT UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS.

MicroAge est déjà l'une des plus importantes chaînes mondiales de magasins spécialisés dans l'équipement des entreprises en micro-informatique.

Son succès est fondé sur l'apport d'un service global : fournir des systèmes complets, procéder avant implantation à une expertise technique, aboutir à un choix adéquat de produits parmi des marques leaders.

Mais la spécificité de MicroAge repose sur sa fonction de consultant auprès des petites et des moyennes entreprises et sur la priorité donnée par MicroAge à l'analyse en profondeur de leurs besoins particuliers.

Ensuite, et ensuite seulement, MicroAge préconise et fournit des solutions opérationnelles : matériels micro-informatique, formation professionnelle, logiciels, éléments périphériques et de liaison répondant aux besoins immédiats et futurs de chaque secteur d'activité de l'entreprise.

Vous pouvez déjà profiter du service complet MicroAge à :		
PARIS 2 <sup>e</sup> 9-11 rue du Mail Tél : 16 (1) 42 96 15 62	PARIS 4 <sup>e</sup> 14, rue Malher Tél : 16 (1) 42 72 63 01	MONACO 2-Bd Rainier III Tél : 16 (93) 25 67 67

Pour connaître la liste des autres centres MicroAge, téléphonez au 16 (1) 47 23 72 26.

**MicroAge**



# Politique

## La réforme du code de la nationalité

### Une démarche volontaire

Légèrement revu et corrigé après l'avis négatif du Conseil d'Etat, le projet de réforme du code de la nationalité comporte trois points essentiels :

● L'enfant né en France dont l'un des parents étrangers y est lui-même né est français à la naissance. C'est l'article 23 du code actuel, qui n'est pas modifié. Le maintien de l'article 23 concerne, en particulier, les Bours d'origine algérienne : ceux-ci, nés en France d'un père ou d'une mère né en Algérie, elors département français, sont français à la naissance.

● Les jeunes nés en France de parents nés eux-mêmes à l'étranger deviennent aujourd'hui automatiquement français à dix-huit ans, sauf s'ils renoncent à cette nationalité dans l'année précédant leur majorité. Ce ne sera plus le cas avec le nouveau texte, qui exige d'eux une demande expresse entre seize et vingt-trois ans. Il n'y aura pas de serment eux-mêmes.

de la République, comme cela a été envisagé, mais remise solennelle par le juge d'instance d'un document rappelant les devoirs du citoyen. Les jeunes ayant été condamnés à une peine supérieure à six mois de prison ou à une peine quelconque pour des délits tels que les coups et blessures volontaires, le vol, l'usage et le trafic de stupéfiants ne pourront devenir français.

● Le conjoint étranger d'un Français acquiert aujourd'hui la nationalité française par simple déclaration au terme de dix mois de vie commune. Cette procédure est remplacée par une forme allégée de naturalisation et la justice disposera d'un an et demi pour opposer un refus s'il s'agit d'un mariage blanc uniquement destiné à acquérir la nationalité ou à éviter une expulsion. Faut-il dire que la nationalité sera obtenue de droit.

### A l'étranger

### Codes en tous genres

« Droit du sang », « droit du sol », chaque pays privilégie l'un ou l'autre de ces éléments dans son code de la nationalité.

Aux Etats-Unis, le droit du sol fait force de loi : toute personne née sur le territoire de ce pays est automatiquement américaine. La procédure de naturalisation est, elle, plus compliquée. Elle ne peut être engagée qu'après cinq années de résidence permanente dans le pays. L'office d'immigration et de naturalisation est chargé de faire passer au postulant un test d'anglais et de vérifier qu'il connaît les grands principes de la Constitution américaine, ainsi qu'un minimum d'histoire du pays. Le postulant doit également avoir montré « qu'il est une personne de bonne moralité qui croit dans les principes de la Constitution des Etats-Unis et qui est en faveur du bon ordre et du bonheur des Etats-Unis ». Il s'engage solennellement, au cours d'une cérémonie collective, à respecter la Constitution et les lois.

La législation espagnole, elle, est fondée sur le droit du sang. Un enfant est considéré comme

espagnol si l'un au moins de ses parents est espagnol, quel que soit son lieu de naissance. Par contre, un enfant né en Espagne de parents étrangers sera considéré comme étranger. Un étranger peut demander la nationalité espagnole après avoir résidé au moins dix ans dans le pays.

En Belgique, où le droit du sang prédomine, il existe deux types de naturalisation : l'« ordinaire », qui ne donne pas tous les droits politiques et pour laquelle il faut être âgé de dix-huit ans et avoir fixé sa résidence principale en Belgique depuis au moins cinq ans ; et la « grande naturalisation » (droit de vote et éligibilité), pour laquelle il faut avoir rendu des services importants à la Belgique.

En République fédérale allemande, tout enfant né d'un parent allemand est allemand. Mais il peut conserver la nationalité de son autre parent. En revanche, le fait d'être né en RFA ne donne pas droit à la nationalité allemande. Pour obtenir celle-ci, il faut avoir séjourné dix ans dans le pays et renoncer à son autre nationalité.

(Suite de la première page.)

Si un Français-Français les interpellait de la sorte, ils le prendraient pour une insulte. Pourquoi « calos » ? Mystère et boucle de gomme. Personne n'a l'air de connaître l'origine du mot. Les uns l'orthographieraient avec un « t », les autres sans. D'ailleurs, c'est fait pour être dit, non écrit. Mot de passe, modeste tentative pour se donner un semblant d'identité quand « on n'est rien », quand on ne « se sent ni français ni algérien ».

Mons-en-Barcel, cité-dortoir aux portes de Lille, est la première commune de France à avoir élu des délégués étrangers au conseil municipal, en avril 1985. A l'époque, l'affaire avait fait grand bruit et le Front national, secrétaire général en tête, était venu défiler devant la mairie, avec des drapeaux tricolores.

L'émotion est tout à fait retombée. Les Monsiens se sont habitués à voir une petite table, réservée aux trois élus (un Algérien, un Marocain et un Laotien) fermer le fer à cheval de la salle du conseil. Cette normalisation est une belle victoire pour le maire socialiste, M. Marc Wolf, et sa première adjointe, M<sup>me</sup> Françoise Jullien, chargée des immigrés. Si le Front national a déposé — sans succès — un recours devant le tribunal administratif, les conseillers centristes et RPR ont été très fiers : malgré leur désaccord, ils laissent tranquillement s'exprimer les trois conseillers associés qui n'ont pas droit de vote.

Depuis qu'ils sont officiellement représentés, les étrangers de Mons se sentent un peu plus chez eux. L'information circule davantage, et la participation augmente. Des immigrés se sont fait élire pour la première fois à des conseils de parents d'élèves. On a même vu — événement ! — des filles maghrébines s'inscrire à des camps de vacances organisés par la municipalité. Mais le climat reste tendu dans la ville nouvelle où le chômage des jeunes provoque d'énormes dégâts. Didier Roussel, animateur municipal, s'illustre à la ZUP à longueur de journée, pour désamorcer des drames, calmer les uns, rassurer les autres, s'interposer parfois entre parents et enfants, frères et sœurs.

### Une carte payée par les poubelles

Les « calos » de Mons ont vaguement entendu parler de la réforme du code de la nationalité. Connaissant à peine la loi actuelle, ils s'indignent, sans la connaître, de celle qui est en projet. « Encore un moyen pour nous d'être expulsés par petits groupes... » Le journaliste du Monde, qui était venu pour rendre l'oreille, se retrouve confondu, dans une salle de l'hôtel de ville, expliquant en tableau le double jeu sol et les trois variantes de l'article 44.

Choisir d'être français ? Ils n'ont déjà un mal fou à se situer. La mère de Kerim Benaouda constate : « Quand mon fils est en France, il n'envisage d'aller en Algérie. Quand il est en Algérie, il ne songe qu'à rentrer en France. Ici, il se sent français ; là-bas, il se sent algérien. » L'intéressé approuve de la tête et enchaîne :

### Des « calos » au cœur gros

« Ici, je défends l'Algérie. Là-bas, je défends la France... »

Les enfants d'immigrés sont formels : pendant le Mondial, ils étaient tous « dans la peau des joueurs français ». Mais comment auraient-ils réagi si les Verts avaient joué contre le Maroc ou contre l'Algérie ? C'est l'équipe maghrébine qui aurait obtenu leurs suffrages. « Nos pas par chauvinisme », précise l'un d'eux, mais par réaction.

Réaction contre tout ce qu'ils disent endurer à l'ennemi d'année. Ces jeunes, nés pour la plupart en France, ont deux obsessions : le chômage et le racisme. « Nous sommes tous le temps montrés du doigt, dit Myriam Chebira qui ressemble pourtant tellement à une Française de son âge et n'a pas le moindre accent. Même les profs en classe nous font sentir que nous sommes différents. On ne te considère pas cinq minutes comme quelqu'un de normal. Nos camarades français nous disent : toi t'es bien, t'es pas comme les autres. Un Arabe, ça leur va, mais dès qu'on est deux... »

Ceux qui ne sont pas nés en France ont généralement fait une demande de naturalisation. Demande rejetée dans plusieurs cas, sans explication. « Moi, je voulais être français pour l'allo-entail », avoue Mohamed Azzouz, handicapé physique, qui e vu son dossier refusé. Certains espèrent ainsi pouvoir échapper au service militaire algérien qui dure deux ans et n'est pas une partie de plaisir. D'autres s'inter-

rogent. « Mes trois sœurs et mon frère sont français. Moi, je suis encore algérien, dit Rokhba Chebati. Je veux bien devenir française si ça m'apporte un boulot. Le problème, c'est que les employeurs ne regardent pas ta carte mais ta gueule. Il faudrait d'abord passer par la chirurgie esthétique... »

L'adjointe du maire intervient : peut-on devenir français uniquement pour les avantages que cela comporte ? Ne faut-il pas manifester un désir d'intégration et y mettre le prix ? Réplique cinglante de Mohamed Hamza, actuellement au chômage : « Non, c'est déjà payé. Nos pères ont ramassé les poubelles pendant assez longtemps. Moi, je suis arrivé en France à l'âge de cinq ans. Je suis allé à l'école ici, j'ai bossé. Ma carte, je la mérite. »

### « Nous pourrions être une force »

Les « calos » de Mons se partagent en deux groupes. Les premiers, les plus nombreux, vivent à fleur de peau et baissent dans la désespérance. Ils ont tendance à entretenir le mythe du retour, à embellir « le pays » qu'ils connaissent à peine. Compréhensif l'arabe mais le parlant généralement très mal, ils essaient de se persuader, sans vraiment y croire, que « là-bas » ils seraient chez eux.

L'autre groupe réunit ceux qui ont réussi leurs études ou ont trouvé du travail. Ils paraissent parfaitement intégrés dans la société française. « C'est à moi de montrer que je suis pareille aux

autres », affirme Soraya Azzouz, née en France de parents algériens. Elle est fortement approuvée par les deux frères Proum, d'origine cambodgienne : « Il faut vouloir être français, il faut se battre. Moi, je dis toujours à mes copains : et toi, tu es de quelle origine ? A une ou deux générations près, tu es aussi étranger que moi. »

Se battre collectivement pour donner une autre image de l'immigration ? Créer une section locale de SOS-Racisme, par exemple ? L'idée est accueillie par des « bof ! » dédaigneux. De temps en temps, quelqu'un lance : « Mais nous pourrions être une force. Nous avons la nationalité française. Il suffirait de voter tous ensemble... » « Commencez par vous inscrire sur les listes électorales ! », lance l'adjointe au maire. « Oui, c'est vrai, on devrait... Mais il faudrait surtout que la télévision et les journaux parlent de nous autrement. »

C'est encore M. Chebira, le père de « Coco », de Myriam et de huit autres « calos » de la ZUP qui exprime, dans son savoir savoureux, les propos les plus optimistes. « Les Français, y sont pas racistes. Les seuls racistes, ce sont des gens malheureux qui sont dans la tête. Tout ça, c'est à cause de la crise. » Conseille-t-il à ses enfants de prendre la nationalité française ? « Y sont libres. Y savent mieux que moi. Mais faut pas m'dire demain on va partir. C'est pas vrai. Les enfants sont nés en France. Le biberon, il est ici. »

ROBERT BOLÉ.

### Des effets dangereux

Le code de la nationalité n'est pas un dogme. La France l'a modifié à plusieurs reprises depuis deux siècles, dans un sens ou dans un autre, l'adaptant parfois à ses besoins démographiques et d'autres fois, y exprimant sa peur de l'étranger. On ne peut donc blâmer le seul fait de vouloir réviser la législation. Reste à savoir si c'était nécessaire, et quelles en seront les conséquences.

Le projet de loi défend une idée séduisante : l'acquisition de la nationalité française doit être volontaire et non subie. Encore faut-il remarquer qu'aucun Français « de souche » n'a jamais choisi sa carte d'identité. Un enfant d'immigrés né en France et y faisant toute sa scolarité n'a pas d'autre pays. N'acquiesce-t-il pas le droit d'être fran-

çais au bout de seize ans, quel que soit le lieu de naissance de ses parents ? Il n'est pas très logique, en effet, de maintenir l'article 23 (qui accorde la nationalité française à la naissance pour les enfants d'étrangers dont l'un des parents est lui-même né en France) et de transformer l'article 44 (pour obliger désormais à un choix les enfants nés en France de parents étrangers nés à l'étranger).

En lui-même, le principe du choix n'est pas choquant. Il n'est ni humiliant ni injurieux de demander à quelqu'un de manifester sa volonté d'être Français, d'autant que cela ne le contraint pas à abandonner sa nationalité d'origine. Mais il faut savoir à qui l'on s'adresse : les jeunes Maghrébins, en particulier, sont psychologiquement très fra-

giles et vivent dans la hantise de l'exclusion. Loin de les pousser à s'intégrer, la nouvelle loi risque d'accroître la précarité de leur situation. Car il faudra désormais montrer cette blanche au moment du choix, prouver qu'on est « assimilé » à la société française et n'avoir pas commis de bêtises plus ou moins graves. Sinon, on risque d'être expulsé vers un pays qu'on ne connaît pas et qui vous considère, à son tour, comme un étranger.

Que recherche exactement le gouvernement, sinon un gain électoral ? Obliger ces jeunes à bien se tenir jusqu'à leur majorité ? Ils risquent surtout de vivre dans un état d'incertitude et de tension, propice à tous les excès. Le gouvernement veut-il réduire le nombre des acquisitions de nationalité française ? Celles qui relèvent de l'article 44 ne dépassent pas dix-sept mille cinq cents par an. Et, même appliquée dans toute sa rigueur, la nouvelle loi ne devrait pas diminuer beaucoup ce nombre. Le Front national et certains membres de la majorité ne s'y sont pas trompés, qui réclament une réforme beaucoup plus radicale du code de la nationalité.

Les défenseurs des immigrés ont eu tort de tant mettre l'accent sur la « carte à la différence ». N'est-ce pas plutôt un droit à la ressemblance qu'il faut défendre pour permettre à des enfants d'immigrés, ballottés entre deux cultures, d'être logés, dès que possible, à la même enseigne que leurs camarades français ? Il serait décevant que, sous prétexte de rendre l'intégration volontaire, une France frileuse se mette à « produire » des étrangers.

R. S.

### Le Journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

### L'EUROPE COMMUNAUTAIRE

Avec notamment des articles de : J. DELORS, C. CHEYSSON, A. GROSSER, etc.

Envoyer 33 F (timbre à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

● Découpage électoral : les sénateurs PS saisissent le Conseil constitutionnel. — Après les députés socialistes (le Monde du 30 octobre), les sénateurs socialistes ont à leur tour déposé au Conseil constitutionnel le texte de la loi relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

Tout en faisant leurs arguments développés dans le premier recours, les sénateurs socialistes estiment en outre que « cette loi a été examinée par le Sénat dans des conditions contraires à la Constitution ».

Cette critique vise l'usage, au Sénat, en première lecture, de la question préalable « mise en œuvre (...) dans le seul et unique but d'interdire aux sénateurs le libre exercice du droit d'amendement qui leur est conféré par l'article 44 de la Constitution ».

A PARTIR DU 5 NOVEMBRE

DES AFFAIRES  
A "TOUS-PRIX"!

COLLIER  
fantaisie  
58F 25F

COFFRET  
2 déjeuners  
porcelaine  
120F 90F

SAC  
écossais  
295F 235F

PANTALONS enfants  
NEW MAN  
et KLIMAGERS  
de 285F à 418F 249F

TROTTEURS  
450F 360F

PULL jacquard  
55% acrylique,  
30% laine, 15% polyamide  
850F 675F

MANTEAU à chevrons  
40% laine, 30% polyamide,  
30% autres fibres  
890F 495F

JUPE  
YVES ST LAURENT  
100% laine  
1.380F 1.100F

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine, Paris, tél: 42.60.39.30.

مكتبة الأمل



مكتبة المجلد

La Monde • Jeudi 13 novembre 1986 9

# L'accession à la propriété, un vrai progrès social

## Une Semaine



**pour l'Accession à la Propriété**  
du 17 au 23 Novembre 1986

Du 17 au 23 novembre 1986, les 168 Sociétés de Crédit Immobilier mobilisent la France entière sur le thème de l'Accession à la Propriété.

Cette semaine d'information et de promotion de l'Accession à la Propriété comportera notamment : un colloque de professionnels à la Sorbonne sur les perspectives de l'Accession à la Propriété ; une sélection des réalisations les plus significatives des Sociétés de Crédit Immobilier ; un service permanent d'information (N° VERT : 05 02 52 52) ; une émission de télévision samedi 22 novembre sur TF1 à 10 h 30... et plus de 100 manifestations organisées dans toute la France par les Sociétés de Crédit Immobilier.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser au :  
Secrétariat permanent de la Semaine pour l'Accession à la Propriété  
BERNARD KRIEF COMMUNICATION 115, rue du Bac - 75341 Paris cedex 07 - Tél. (01) 45 44 38 29

**Rendez vous sur TF1**  
**Samedi 22 Novembre**  
**à 11 H 10**

**CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE**

"Les Professionnels de l'Accession à la Propriété"  
Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

BERNARD KRIEF COMMUNICATION



## Politique

La première réunion du conseil national de la gauche

## Comment retrouver une dynamique

Le conseil national de la gauche, dont M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait annoncé la création lors de la convention nationale socialiste des 28 et 29 juin dernier, tient sa première réunion le mercredi 12 novembre. Sa composition devrait être rendue publique à cette occasion.

Ce conseil comprend vingt-deux membres, dont les onze principaux dirigeants du PS (que nous citons par ordre alphabétique) : MM. Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Jean Poperen, Michel Rocard, M<sup>me</sup> Yvette Roudy, MM. Georges Sarre, Olivier Stira.

L'autre moitié est composée de quatre dirigeants du MRG : MM. Jean-Michel Baylet, Michel Crépeau, François Dubin, Roger Gérard Schwartzberg ; de M. Henri Caillavet, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, ancien ministre, ancien sénateur, et qui s'est mis « en congé » du MRG en 1984 ; de deux représentants du mouvement écologiste, MM. René Dumont et Brice Lalonde ; de deux communistes unifiés, MM. René Buhl et Henri Fiszbin ; de M<sup>me</sup> Huguette Bouchet, ancien ministre et ancienne dirigeante du PSU ; d'un gaulliste de gauche, M. Jean-Louis Delecourt.

La composition de ce conseil, qui répond à ce qui était attendu, offre plusieurs caractéristiques : la victoire de M. Doublin au congrès du MRG a conduit le PS à inviter un éventuel très large de radicaux de gauche ; la présence, dans la même instance, de deux écologistes très différents l'un de l'autre, concilie l'attention que la gauche institutionnelle doit porter aux problèmes éco-

logiques (comme l'a rappelé M. Jospin à l'Europe 1 le lundi 10 novembre, à l'occasion de l'affaire de la nouvelle pollution du Rhin), alors que le mouvement écologiste s'est révélé incapable de « fixer » un électeur qui vote, dans les seconds tours, aux deux tiers pour la gauche. De ce point de vue, la présence de M. Dumont, l'un des meilleurs représentants de l'originalité écologiste, constitue un « plus » pour le crédit de ce conseil.

Du côté du PC, les « rénovateurs », qui entendent rester à l'intérieur du parti de M. Georges Marchais, ont été contactés. Selon la direction du PS, ils ont manifesté « un grand intérêt » pour cette initiative, tout en expliquant que leur position ne leur permet pas de participer à cette structure.

En dépit de son relatif air de famille avec la FGDS des années 60, ce conseil national, conçu comme sa devancière dans la perspective d'une élection présidentielle, doit être, dans l'esprit de M. Jospin, plus un regroupement d'hommes qu'un cartel d'organisations.

Dans l'immédiat, seules des personnalités politiques ont été invitées dans ce conseil. La direction du PS a, notamment, voulu éviter un choix par définition arbitraire, dans une instance formellement restreinte, entre tel ou tel intellectuel, artiste, etc. Une fois constitué, ce « moyen dur » initial pourra ensuite examiner ou s'élargir.

La création de ce conseil, qui vise à « maximiser » l'effet PS, selon la formule d'un membre de l'entourage de M. Jospin, est, en particulier pour les dirigeants socialistes, une manière de s'adresser aux électeurs communistes par-dessus la tête de la direction du PCF, même si, en théorie, cette structure n'est pas fermée au Parti communiste lui-même. M. Fiszbin n'estimé lundi que ce

conseil représente la forme nouvelle de l'union de la gauche, tandis que Claude Lecomte note, précisément, dans l'*Humanité* du 11 novembre, que le PS n'a pu « rassembler de véritables commandements unitaires puisque ce sont les membres du PCF », et signale : « la participation aux véritables débats d'assemblées fonctionnelles ».

Il s'agit, en fait, de recréer, autour du PS, une dynamique de gauche. C'est précisément pourquoi certains socialistes — des anciens « néo-radicaires » à l'ex-CERES de M. Chevènement — s'interrogent sur l'utilité véritable de ce conseil et jugent qu'il vaudrait mieux d'abord redynamiser le PS.

En termes électoraux, il s'agit de constituer, autour du PS, un « bloc » de suffrages qui permette à la gauche, hors PC — et, d'abord, à son candidat au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 — d'atteindre ou de dépasser la barre des 40 %. A plus long terme, la création de ce conseil — prolongée par des « conseils départementaux », dont M. Stira cherche à favoriser l'élection — pourrait s'inscrire dans la recomposition du paysage politique français qui permettrait et accompagnerait une victoire de la gauche en 1988.

Ainsi les conseils départementaux de la gauche, s'ils réussissent (sous des appellations diverses) à rassembler réellement des forces plus larges que celles des seuls PS et MRG, et, notamment, des éléments du centre, peuvent se révéler, pour les élections municipales de 1989, des listes du type rassemblement socialiste, républicain et démocratique. Compte tenu du déclin du PCF et des choix actuels de sa direction, de telles listes semblent représenter la seule chance pour la gauche de conserver bon nombre de villes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Le débat au PS

## M. Chevènement, l'emploi et la croissance

Depuis que le PS, sur la demande de M. Laurent Fabius, a décidé de réunir une convention nationale sur l'emploi, le courant Socialisme et République (ex-CERES) s'emploie à marquer sa différence sur ce terrain.

Rien que l'avancement de la date du congrès, en partie, vif de sa substance cette conven-

tion, les amis de M. Jean-Pierre Chevènement maintiennent leur pression et ont l'intention de développer largement leur point de vue dès le comité directeur du 15 novembre, qui préparera, notamment, la convention. M. Chevènement devrait s'engager personnellement dans ce débat et proposer sa propre contribution.

Les thèmes sur l'emploi de l'ex-CERES ont été mis au point lors d'un colloque national, qui s'est tenu le 11 octobre dernier. A la suite de ce colloque, M. Jean-Paul Flanchon, ancien député de Paris, qui rapportait devant cette assemblée, a rédigé un texte d'orientation pour l'ensemble du courant, dont nous publions ci-dessous des extraits. Ce texte est, évidemment, cohérent, avec le projet « Indépendance nationale-croissance-démocratie » mis au point antérieurement par M. Chevènement. Mais il ne reprend pas le terme d'« alliance des producteurs » qui apparaît dans le « manifeste » original de la République moderne proposée par les amis de l'ancien ministre, et qui a été critiqué par plusieurs intervenants, lors de la réunion du 11 octobre. En revanche, le texte affirme la nécessité d'un compromis social dynamique fondé sur la croissance pour vaincre le chômage.

M. Flanchon écrit notamment, à propos de la « reconquête de l'emploi », qui est, selon lui, la « nouvelle frontière » de la société française : « On ne manquera pas de point important (...) sans donner une concertation approfondie entre les forces sociales (...). Cette mobilisation sociale s'impose d'autant plus que nos marges de manœuvre ne sont pas considérables (...). Seule une formidable volonté politique est capable de créer cet élan en fondant son action, prioritairement, sur la croissance économique et la démocratie, de manière que les forces sociales, malgré le conservatisme patronal et la faible

Le texte rappelle alors le contraste de « guerre économique » dans lequel évolue la France, menacée de « marginalisation » et affirme qu'il faut « penser mondial ». « Les rapports de forces internationaux, liés, prédominent effectivement les rapports de classes internes (...) La mobilisation sociale ne peut réussir que d'un grand élan de patriotisme économique, qu'il revienne, en France, à l'Etat d'incarner en mettant en œuvre une politique volontaire de croissance, en dehors de laquelle, évidemment, il serait vain de vouloir susciter une concentration sociale approfondie. »

Enfin les amis de M. Chevènement préconisent la mise sur pied d'un « plan sélectif ».

Socialisme et République et estime que « le traitement social et le traitement économique forment un tout ». « Il n'y a pas de réussite, continue M. Flanchon, s'il n'y a pas un accroissement massif des productivités à partir du triptyque vertueux : investissement, formation, recherche. »

Le rapporteur, qui juge nécessaire une « immense mutation sociale », remarque que les membres de Socialisme et République s'inscrivent en fait contre l'idée selon laquelle « la quantité de travail dans les pays industrialisés serait au mieux limitée et (...) l'enjeu serait pour nous de déterminer les modalités de son partage ». Ils jugent à l'inverse « qu'il ne peut y avoir de redressement sans quantité de travail supplémentaire ». M. Flanchon, qui acte la dimension morale de la crise et souligne qu'il faut « insuffler l'espoir, le goût à l'effort, au travail », précise que la reconquête de l'emploi est « de l'ordre du très long terme ». Il affirme néanmoins qu'on ne peut « négliger quelque mode d'insertion sociale que ce soit, comme solution momentané à un

J.-L. A.

SES DÉFAITES,  
SES VICTOIRES,  
TOUS SES TRUCS.

LES SECRETS  
DE SA  
RÉUSSITE

ISABELLE  
MUSNIK

PLON



EUROPEAN  
UNIVERSITY  
OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA** : Master of Business Administration  
Reconnu par l'état de Californie, Programme à San Francisco  
en 14 mois spécialisé en Management International, associant  
une pédagogie active à une expérience pratique par le projet  
personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** : Diplômés de l'enseignement supérieur :  
Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens,  
architectes, I.E.P....

Programme de 12 à 18 mois préparant au  
Master of Business Administration (M.B.A.)  
à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE** : Intensif  
Cours spécifique de deux ans préparant au  
Master of Business Administration  
à Paris et à San Francisco.

Informations et adhésions : European University of America  
3, imp. Royer Collard (ex Lemaire), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Reconnu par l'Etat de Californie • San Francisco • California.

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE  
DE PARIS

Condamnation pénale. Par jugement contradictoire sur ajournement de peine — jugement du 23 novembre 1983, en date du 21 mars 1984, la 11<sup>e</sup> chambre, 2<sup>e</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour violation des dispositions relatives à la sécurité du travail, pour avoir à Paris, le 22 novembre 1982, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code de travail relatives à la sécurité, entré par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail :

1) on laissant travailler dix salariés dans des locaux sis 86, rue du Rocher, Paris-9, dont l'installation électrique n'avait pas été vérifiée, malgré une mise en demeure du 2 avril 1982 d'avoir à la faire dans un délai de trente jours ; alors que les locaux en sous-sol (fournil et la boucherie-pâtisserie) étaient dépourvus d'extincteur, et ce malgré une mise en demeure du 2 avril 1982 d'avoir à régulariser dans un délai de vingt jours ;

2) on laissant utiliser par cinq salariés un pétrin dépourvu de dispositif protecteur, et ce, malgré une mise en demeure du 2 avril 1982 de régulariser dans un délai de dix jours.

Le sieur Hiet Alain Marcel, né le 17 août 1947 à Belz (Morbihan), bon- langer, demeurant 86, rue du Rocher à Paris-9, à la peine de dix amendes de cinq cents francs pour défaut de vérification de l'installation électrique ; cinq amendes de cinq cents francs pour défaut d'extincteur dans le fournil ; cinq amendes de cinq cents francs pour défaut de protection du pétrin électrique.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE  
DE PARIS

Condamnation pénale. Par jugement contradictoire en date du 6 mars 1984, la treizième et unique chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour publicité mensongère, pour avoir sur le territoire national, courant 1982, étant gérant de la Société à responsabilité limitée Hellenio-Air-La Parthénon, effectué une publicité comportant des allégations inexactes ou présentations fausses de nature à induire en erreur sur l'existence des prestations annoncées, sur les qualités substantielles des services faisant l'objet de la publicité, et sur la portée des engagements pris par l'annonceur, en ne pouvant pas justifier de l'existence des allégations portées dans la brochure *Hellenio Air Parthénon* effectuée : « La Grèce de plus près et concernant toutes les prestations relatives à l'animation de loisir et sportive, ainsi qu'à la garde d'enfants, à l'occupation de séjours de vacances proposés au centre de vacances « Silius Club » en Grèce. »

— pour avoir sur le territoire national, courant 1982, étant gérant de la société Hellenio Air Parthénon effectué une publicité comportant des allé-

gations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'existence des prestations annoncées, sur les qualités substantielles des services faisant l'objet de la publicité et sur la portée des engagements pris par l'annonceur, en ne pouvant pas justifier de l'existence des allégations portées dans la brochure *Silius Club* et concernant toutes les prestations relatives à l'animation de loisir et sportive ainsi qu'à la garde d'enfants, à l'occupation de séjours de vacances proposés au centre de vacances Silius Club en Grèce.

Le sieur STAVRIDES KERAMIDAS Nicolas, né le 21 février 1940 à Néapolis Salonique (Grèce), gérant de société, demeurant 86, rue d'Amsterdam à Paris-9, à la peine de vingt mille francs d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DU TRIBUNAL  
DE GRANDE INSTANCE  
DE PARIS

Condamnation pénale. Par jugement contradictoire en date du 22 mars 1984, la 31<sup>e</sup> chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour

publicité fautive ou de nature à induire en erreur pour avoir à Paris, et sur le territoire national, en octobre 1980, étant gérant de la S.A.R.L. Etude Berthet exploitant un commerce de transactions immobilières, effectué une publicité comportant des allégations inexactes ou présentations fausses et de nature à induire en erreur sur la composition, les qualités substantielles de l'appartement faisant l'objet de la publicité, et sur la portée des engagements pris par l'annonceur, en indiquant dans le journal d'annonces spécialisées 93 Paris nord à propos d'un appartement pour la vente duquel il avait un reçu mandat exécuté des propriétés les pour M<sup>me</sup> L. : « ... 40 m<sup>2</sup> plus 22 m<sup>2</sup> loggia ... », alors qu'en réalité, d'une étude de mesure pratiquée le 1<sup>er</sup> avril 1981, il apparaissait que la surface était de 68 m<sup>2</sup> et celle des deux balcons de 19,4 m<sup>2</sup>.

Le sieur Berthet André Edmond, né le 16 décembre 1935 à Paris-14<sup>e</sup>, gérant de société demeurant 16, rue Blaise à Paris-9, à la peine de trois mille francs d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 27 mars 1984, la treizième et unique chambre, première section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour homicide involontaire — non-respect des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs du bâtiment, — pour avoir à Paris, le 2 décembre 1982, s'être rendu responsable d'un homicide involontaire (accident de travail), le salarié concerné étant M. Mendil

Alfonso Antonio — étant responsable d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III, du code du travail, et à celles du décret du 8 janvier 1965 entré en vigueur par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou autres travaux concernant les immeubles en faisant exécuter par un ouvrier des travaux à une hauteur de plus de 3 mètres sans aucune protection individuelle ou collective — le sieur Mendil Roger, né le 13 juillet 1925 à Levallois-Perret (Seine-et-Oise), directeur de travaux, demeurant au siège de la société Jules Zol, 7, rue Nicolas-Robert à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à la peine de deux amendes de 1 500 F chacune (deux salariés concernés).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 9 février 1984, la treizième et unique chambre de tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour non-respect des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs du bâtiment, — pour avoir à Paris, le 19 novembre 1981, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III, du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, entré en vigueur par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou autres travaux concernant les immeubles en faisant exécuter par un ouvrier des travaux à une hauteur de plus de 3 mètres sans aucune protection individuelle ou collective — le sieur Mendil Roger, né le 13 juillet 1925 à Levallois-Perret (Seine-et-Oise), directeur de travaux, demeurant au siège de la société Jules Zol, 7, rue Nicolas-Robert à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à la peine de deux amendes de 1 500 F chacune (deux salariés concernés).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 18 janvier 1984, la treizième et unique

chambre, première section, du tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour blessures involontaires — non-respect des dispositions à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, — pour avoir à Paris, le 21 septembre 1981 :

Occasionnés des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident de travail) sur la personne de Paulino Joaquin Rodriguez :

— Étant responsable, en sa qualité de gérant de la Société Bati 20, d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III, du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, entré en vigueur par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou autres travaux concernant les immeubles en faisant exécuter par un ouvrier des travaux à une hauteur de plus de 3 mètres sans aucune protection individuelle ou collective — le sieur Mendil Roger, né le 13 juillet 1925 à Levallois-Perret (Seine-et-Oise), directeur de travaux, demeurant au siège de la société Jules Zol, 7, rue Nicolas-Robert à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à la peine de deux amendes de 1 500 F chacune (deux salariés concernés).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE PARIS  
CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 5 mars 1984, la treizième et unique chambre, 1<sup>re</sup> section, du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour homicide involontaire (accident de travail) victime M. Christian Desportes, — pour avoir à Paris, le 5 août 1983, étant responsable de l'entreprise Lagrange et Parton et Cie, établissement soumis aux dispositions du code de travail relatives à la sécurité, entré en vigueur par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du code du travail en laissant travailler un salarié sur un chantier situé sur une terrasse en élévation du 8 étage de l'immeuble, sans qu'il y ait de garde-corps ni d'avertissement de protection.

Le sieur Lagrange Jean-Yves, né le 29 novembre 1922 à Paris-16<sup>e</sup>, président-directeur général de société, demeurant 33, boulevard Gassendi, Paris-15, à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et cinq mille francs d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné, à Monsieur le procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appelé.

14/11/86 1350



مكتبة الأهل

... Le Monde • Jeudi 13 novembre 1986 11

# DEMAIN LES HOMMES COMMUNIQUERONT AVEC LES OISEAUX. E.G.T. SERA LÀ.

Explorer de nouvelles voies de communication. E.G.T. s'y engage. Pour nous, E.G.T., la communication est un facteur de progrès. Accroître la connaissance, savoir plus vite, transmettre

avant

les autres :

E.G.T. s'associe

pour vous à toutes les technologies de pointe. Les télétextes, télécopieurs, répondeurs, téléphones de voiture, Eurosignal E.G.T. permettent à l'information de circuler, au dialogue de s'établir. E.G.T. crée aujourd'hui un nouveau langage.

LA COMMUNICATION PREND DE L'AVANCE AVEC

**EGT**  
LES CLÉS DE LA COMMUNICATION



## Travaillant bénévolement

## Des médecins viennent en aide aux « délaissés » de la protection sociale

Salariés, libéraux ou hospitaliers, ils sont sept médecins parisiens qui consacrent chaque semaine au moins une demi-journée à titre bénévole à des consultations médicales et des soins infirmiers pour « tous ceux qui, faute de couverture sociale, de ressources ou d'information, n'ont pas accès aux soins ». En 1985, ils ont créé l'association (REMÈDE) Relais médical aux délaissés, et ont assuré depuis cette date plus de deux mille deux cents consultations gratuites à la fois dans un camion « qui effectue une tournée régulière » dans Paris et dans un local mis à disposition par la Croix-Rouge (1). Actuellement, le rythme de consultations est passé à quatre vingt par semaine.

Des moyens bien pauvres pour une action généreuse en faveur des délaissés de la protection sociale, ce que M<sup>me</sup> Roseline Guiguet-Rauna, pédiatre libérale et présidente de REMÈDE, appelle « une médecine des pauvres pour des pauvres ». Grâce à une subvention de 300 000 F de la Fondation de France — qui ne sera peut-être pas renouvelée, la Fondation accordant des subventions d'investissement et non de fonctionnement, — l'association loue notamment pour 10 000 F par mois son camion qui « part de partout, n'a ni eau, ni électricité... Mais elle peut compter aussi sur d'autres soutiens.

Il y a d'abord les confrères, ces généralistes ou ces spécialistes qui reçoivent bénévolement les malades que l'association envoie dans leurs cabinets, ces chefs de service hospitalier — pas très nombreux — qui acceptent d'accueillir des malades sans couverture ni ressources (« il y a des gens merveilleux à l'hôpital public », souligne M<sup>me</sup> Catherine Basin, diabétologue). Il y a la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) qui « prend à sa charge les examens complémentaires prescrits par les médecins de l'association » (2). Il y a aussi la maison Lisec frères qui, de sa profession, accepte de fournir gratuitement des lunettes. Epaulée à la marge, l'association est encore loin de réaliser son but — se saborder à terme — à défaut d'avoir obtenu « une couverture effective et l'accès

à tous les soins pour toute personne privée d'emploi et nu de ressources ».

Car REMÈDE part d'un constat douloureux : « L'égalité de tous dans l'accès aux soins n'est actuellement pas respectée. » Il y a encore des « trous » dans la couverture sociale. Les jeunes qui n'ont jamais travaillé ou sont « trop âgés » pour bénéficier de l'assurance de leurs parents (3). Les demandeurs d'emploi non inscrits à l'ANPE ou ceux qui n'ont pas assez travaillé pour avoir des droits, les sytans droit séparés de l'assuré (un an après le divorce ou le décès du conjoint, durée pouvant être prolongée jusqu'à ce que le dernier enfant ait atteint trois ans), tous ceux-là passent à travers le filet de la protection sociale. REMÈDE fait état de plus de « deux millions de personnes » ainsi « exclues », et avance le chiffre de « près de dix mille personnes à la rue » à Paris.

Sur six cents personnes qui ont « consulté » REMÈDE entre mars et août 1986, 60 % ont entre vingt et quarante ans, 70 % sont français, 85 % sont des personnes seules, 60 % sont « sans domicile fixe » (à la rue ou en hébergement temporaire), 80 % sont sans salaire ni indemnité de chômage et 55 % sans assurance-maladie... Il y a certes l'aide médicale gratuite, qui définit au niveau du département, joue lorsque les dépenses de soins apparaissent hors de proportion avec les ressources du patient... Mais REMÈDE en dénonce les « carences » : démarches « complexes », accueil parfois « déshabillant » des bureaux d'aide sociale, enquête « redoutée par les demandeurs ». De plus, cette aide n'est accordée que pour des malades, ce qui exclut toute prévention. Et chaque personne n'a généralement droit qu'à cinq bons par trimestre pour aller chez le médecin et chez le pharmacien, « ce qui est insuffisant pour des pathologies lourdes ».

Le docteur Basin évoque aussi le cas de tous ces malades privés de ressources n'osant plus — comme ce « chef d'entreprise coranarien au chômage depuis un an » — aller voir leur médecin de quartier parce

qu'ils ne peuvent pas le rémunérer. Situation d'autant plus douloureuse, que REMÈDE a constaté que nombre de médecins acceptaient de suivre gratuitement leurs malades plongés dans une détresse matérielle.

## Pouvoir disparaître

Mais la médecine de ville n'est pas toujours suffisante. Il faut parfois recourir à l'hospitalisation. Or, constate REMÈDE, « il n'est pas rare que l'hôpital refuse à des patients non solvables l'accès aux consultations ou à l'hospitalisation. De plus, à l'issue d'une hospitalisation, les médicaments ne sont jamais fournis gratuitement et le suivi du malade ne peut pas être assuré ». « Faute de couverture sociale ou d'argent, vous ne serez pas hospitalisé, assure un médecin de l'association, sauf en cas de grande urgence. Pour faire entrer un malade à l'hôpital, il faut du temps et des relations. Nos malades n'ont ni temps ni relations » (4). Dans la population examinée, REMÈDE a ainsi rencontré « des tuberculeux sans traitement », les dispensaires pouvant assurer gratuitement la détection mais non les soins... « Il y a des gens, affirme M<sup>me</sup> Guiguet-Rauna, qui sont tuberculeux et qui se promènent dans les rues. C'est dangereux ».

Le tableau dressé par Remède est bien noir — trop noir dira-t-on peut-être — mais il montre qu'il y a encore en 1986 trop de délaissés de la protection sociale. Évitant toute attaque contre le gouvernement, se voulant totalement apolitique, REMÈDE demande une évolution de la législation pour pouvoir enfin disparaître.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) REMÈDE : 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : 42-83-87-37). Consultations au 33, rue de la Folie-Regnault, 75011 Paris.

(2) Les deux centres médicaux mutualistes ouverts aux malades munis d'un formulaire de prise en charge après avoir consulté REMÈDE sont celui de la FMP, 24, rue Saint-Victor, pour les examens radiologiques et celui de l'Union du commerce, quai de la Mégisserie pour la cardiologie, la psychiatrie, la dermatologie et les analyses biologiques.

(3) Les jeunes demandeurs d'emploi bénéficient cependant du maintien de leurs droits aux prestations d'assurance-maladie dans le régime auquel ils étaient affiliés avant leur inscription à l'ANPE (celui de leurs parents ou le régime étudiant) pendant une période déterminée — douze mois — en vertu de l'article L.161-8 du code de Sécurité sociale. Quant aux chômeurs non indemnisés, ils bénéficient d'une couverture sociale gratuite pendant un an après la fin du préavis.

(4) A condition de ne pas bénéficier de l'aide médicale hospitalière.

QUE CHOISIR ?

NOVEMBRE 86

ÉLECTRO-MÉNAGER :

La liste noire des marques

(Publicité)

## NOUS OFFRONS CET ESPACE A ALAIN RUELLAN

au moment où il quitte la direction générale de l'ORSTOM — Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération — pour le remercier de ce qu'il a réalisé.

Nous sommes fiers d'avoir, avec lui, fait de l'ORSTOM ce qu'il est aujourd'hui : un organisme de recherche scientifique à part entière au service d'un authentique développement des pays du tiers-monde.

Ce témoignage émane de ses nombreux amis à l'ORSTOM

## Mgr John May à la tête de l'épiscopat américain

## Les « conservateurs » en progrès

Réunie en assemblée plénière à Washington, la conférence épiscopale américaine (deux cent quatre-vingt-trois évêques) a élu à sa présidence, le mardi 11 novembre, Mgr John May, archevêque de Saint-Louis (Missouri). Il succède à Mgr James Malone, évêque de Youngstown (Ohio), arrivé au terme de son deuxième mandat de trois ans.

Deux tours de scrutin ont été nécessaires. Mgr May, qui était déjà vice-président, a obtenu 164 voix, contre 90 au cardinal Bernard Law, que Jean-Paul II a nommé en 1984 au siège de Boston, le troisième des États-Unis, et qui passe pour l'homme de la conciliation avec le Vatican.

Les 90 suffrages recueillis par le cardinal Law montrent une progression de la tendance « conservatrice ». La majorité a cependant préféré la continuité au style collégial de l'épiscopat américain, qui suscite des inquiétudes à Rome.

La conférence épiscopale des États-Unis s'est distinguée par la publication de « lettres pastorales », précédées de larges consultations et de débats importants dans l'opinion. En 1983, elle avait pris position en faveur du « gel » de l'armement nucléaire. Sa lettre sur l'économie suscite des inquiétudes dans les milieux d'affaires. Un autre texte est en préparation sur le rôle des femmes dans l'Eglise.

Sur fond de contestation, suscitée par de récentes sanctions du Vatican (le Monde du 12 novembre), Jean-Paul II a adressé un message à l'assemblée plénière américaine, dans lequel il rappelle que sa mission est de « protéger la légitime pluralité de l'Eglise », mais en même temps de « garantir son unité catholique », de « confirmer les évêques dans la foi et le ministère apostolique ».

H. T.

[Mgr John L. May, nouveau président des évêques américains, est né à Evanston, dans le diocèse de Chicago, le 31 mars 1922. Il est devenu en 1969 évêque de Mobile (Alabama), puis est nommé en 1980 à l'archidiocèse de Saint-Louis (Missouri) pour succéder au cardinal Carberry. Il était, depuis 1983, vice-président de la conférence épiscopale.]

## DÉFENSE

## La chimie bâloise en accusation

## Pollution en chaîne

An fur et à mesure que passent les jours, la pollution entraînée par l'incendie de l'entrepôt Sandoz de Schweizerhalle, le 1<sup>er</sup> novembre, apparaît comme un phénomène moins rare qu'on ne le croit. C'est ainsi que la firme Ciba-Geigy, autre géant de la chimie suisse, vient d'admettre que de l'atrazin (insecticide) avait fui dans le Rhin. Mais, selon son porte-parole, M. Michel Porchet, la fuite s'est produite le 31 octobre, donc avant l'incendie chez Sandoz. On ne pourrait, par conséquent, accuser Ciba-Geigy d'avoir profité de l'accident de la Toussaint pour procéder à des vidanges illicites.

Une chose est sûre : depuis que 1246 tonnes de produits toxiques ont été la proie des flammes chez Sandoz — et qu'une partie a rejoint le Rhin par l'action des pompiers, — les prélèvements dans l'eau du fleuve font l'objet d'analyses renforcées. Et c'est le laboratoire allemand d'Offenburg (Baden-Wurtemberg) qui a décelé les traces d'atrazin, comme il avait relevé les taux anormaux d'esters phosphorés, provenant de chez Sandoz (le Monde du

12 novembre). Les rejets au Rhin de produits toxiques sont malheureusement monnaie courante, étant donné la forte concentration d'industries chimiques à Bâle et en aval jusqu'à Rotterdam. On n'en prend conscience que lors des accidents qui attirent l'attention.

Les ministres de l'environnement, réunis ce 12 novembre à Zurich — Allemagne fédérale, Suisse, France et Pays-Bas, — vont avoir du pain sur la planche s'ils veulent mettre en place un réseau d'alerte et de contrôle à la fois opérationnel et cohérent. Jusqu'à présent, l'information a circulé par des canaux disparates (gendarmeries fluviales, préfectures françaises, Länder allemands, etc.). Seules les analyses de l'eau donnaient des résultats sûrs, mais sans désigner les pollueurs.

Chez Sandoz, on se déclare prêt à indemniser les victimes. « Mais il nous faut des bilans chiffrés et globaux », précise M. Christian Fazel, porte-parole de la firme. Nous n'accepterons pas de traiter des piles de plantes individuelles... R. C.

## Sandoz, Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche

## Les « trois sœurs »

En Suisse, on les appelle les « trois sœurs ». Rien d'étonnant à cela : Les sièges sociaux de Ciba-Geigy, Sandoz et Hoffmann-La Roche sont installés à Bâle des deux côtés du Rhin, dans un périmètre très réduit. Surtout, ces entreprises sont le fierté de l'industrie helvétique. Elles figurent côte à côte en haut du palmarès mondial des firmes pharmaceutiques. Dans cette spécialité, très poète, Ciba-Geigy se classe numéro trois avec un chiffre d'affaires de 20,37 milliards de francs français (médicaments, vaccins, produits chimiques à usage pharmaceutique), auquel il faut ajouter 41,04 milliards provenant des activités exercées dans la chimie, les plastiques, les colorants, l'agrochimie (numéro deux), le photo et les équipements électroniques. Neufième chimiste mondial, Ciba-Geigy (80 012 personnes employées) a dégagé l'an dernier un bénéfice opérationnel de 5,88 milliards de francs français.

Sandoz est le quatrième grand pharmacien mondial (14,24 milliards de francs français). Globalement, ses ventes atteignent 28,49 milliards de francs français, la groupe exerçant ses talents dans la chimie, bien sûr, l'agrochimie (numéro deux), et aussi les semences et la nutri-

tion. Plus modestement trentième chimiste mondial, Sandoz emploie 40 188 personnes. Ses profits dépassent 2 milliards de francs français (2 188 millions de FF).

Hoffmann-La Roche, dont la cotation est en bonne partie due à deux grands médicaments, le Librium et le Valium, longtemples les deux vedettes à la tête du groupe, arrive à la cinquième place comme pharmacien (13,81 milliards de francs français). Comme ses deux sœurs aînées, Hoffmann-La Roche a plusieurs cordes à son arc. Le groupe est un des leaders mondiaux dans le domaine des produits de beauté et des parfums (Rilax, Glaxone, Flore et Berrand), et dans les vitamines. Mais il est aussi présent dans l'agrochimie (binéphène mondial), les produits pour diagnostic, et dans l'automatisation.

Vingt-septième chimiste mondial, avec un chiffre d'affaires global de 30,13 milliards de francs français, Hoffmann-La Roche (48 200 personnes) a dégagé une assez forte rentabilité. En 1985, le bénéfice du groupe s'est élevé à 1 806,4 millions de francs français. A. D.

## Devant des députés

## M. Giraud tient des propos sibyllins sur la construction en série de la bombe à neutrons

La décision de fabriquer en série l'arme à rayonnement renforcé (autrefois appelée la bombe à neutrons) relève du conseil de défense, et les conclusions arrêtées par cette instance, présidée par le chef de l'Etat, peuvent demeurer secrètes. Voilà ce que vient d'indiquer, en termes sibyllins, le ministre de la défense, M. André Giraud, à des députés membres de la commission de la défense qui l'interrogeaient sur l'avenir d'une telle arme au sein de la panoplie française de dissuasion préstratégique.

En clair, cela revient à dire : si la décision de fabriquer en série l'arme à neutrons a déjà été prise ou si elle reste encore à prendre, le conseil des ministres n'est pas appelé à en débattre et, à plus forte raison, le Parlement, fut-ce à l'occasion de la prochaine discussion sur la loi de programme militaire. Quelle qu'elle soit, la décision n'a pas à être annoncée.

Depuis que la France a expérimenté et mis définitivement au point, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, la formule de la bombe à neutrons, le débat sur l'intérêt d'une telle arme est permanent. L'arme à rayonnement renforcé est, on le sait, une arme thermodynamique conçue spécialement pour privilégier, sur le champ de bataille, le dégagement du flux de neutrons à haute énergie libéré par l'explosion, au détriment du rayonnement thermique (effet de chaleur) et de l'onde de choc (effet de souffle) provoqués par toute réaction nucléaire au sol.

A plusieurs reprises dans un passé récent, les gouvernements français ont précisé que les techniciens matrisaient la formule et que la seule initiative restait encore à prendre

était une décision relative à la construction en série d'une arme opérationnelle à un nombre d'exemplaires qui n'a pas besoin d'être élevé.

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Giraud s'est laissé aller à des confidences pour le moins épaissies en trois points. D'abord, il a rappelé que l'arme à rayonnement renforcé est une munition, et non un système d'arme. Ensuite, il a souligné que le coût de cette munition neutronique n'affecte pas celui du système d'arme qui en est équipé. Enfin, il a affirmé que la décision de la fabrication relève du conseil de défense, dont les décisions peuvent rester secrètes.

Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, MM. Jacques Chirac et André Giraud n'ont pas dissimulé qu'ils étaient partisans de l'adoption de la bombe à neutrons par la France. De son côté, s'il a eu des propos nuancés sur le même sujet, le chef de l'Etat a toujours été l'avenir de cette arme, dans la panoplie française, aux évolutions des rapports Est-Ouest en matière d'armement.

Nommé au ministère de la défense après les élections de mars, M. Giraud a appelé auprès de lui, comme délégué général pour l'armement, M. Jacques Chevallier, l'ancien directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique, qui est non seulement un partisan déterminé de l'arme neutronique mais qui a aussi contribué à la mettre au point à Mourmelon. M. Chevallier a comparé l'invention de la bombe à neutrons contre les blindés à celle de la mitrailleuse contre l'infanterie.

A l'Institut des hautes études de défense nationale, le 12 septembre

dernier, le premier ministre a évoqué la nécessité, pour la France, de disposer d'un armement préstratégique qui soit « diversifié » (ce qui sous-entend une gamme de munitions nucléaires) pour enrayer le dynamisme d'une agression (ce qui suppose des armes ayant un effet militaire spécifique sur le champ de bataille, comme en a, par nature, l'arme à neutrons). Cette référence à des armes nucléaires ayant « leur efficacité militaire propre », outre leur effet dissuasif par la menace de leur emploi, figure, au demeurant, en toutes lettres dans l'annexe du projet de loi de programme militaire entre 1987 et 1991.

On sait que les états-majors ont proposé d'équiper de l'arme neutronique le nouveau missile préstratégique soi-disant Hadès de l'armée de terre. Dans cette hypothèse, le missile Hadès ne serait pas doté seulement de bombes à neutrons, mais il pourrait emporter les autres catégories d'armes nucléaires déjà en service.

Devant les députés de la commission de la défense, M. Giraud a indiqué que le missile Hadès, outre qu'il donnerait à son agresseur un ultime avertissement avant le recours aux armes stratégiques, devrait être capable, par la propre efficacité militaire de ses charges explosives, de causer « des dommages significatifs » à un adversaire. Le premier régiment Hadès doit être prêt en 1992. Les propos volontairement sibyllins du ministre paraissent destinés à vouloir habiter l'opinion à la perspective d'une construction en série, par la France, de l'arme neutronique.

JACQUES ISNARD.

سكوانة ١٣٠٧



سكوتون

## Société

### Naître riche ou ne pas naître à Singapour

(Suite de la première page.)  
Sans compter toutes les mesures sociales allant de l'inscription de l'enfant à l'école de son choix jusqu'aux facilités accordées généralement pour trouver des aides ménagères ou des nannies.

« Pour la première fois, explique le professeur Ratnan, un gouvernement a donc défini une politique eugénique destinée à réguler non seulement le chiffre mais également la qualité de la population. Parallèlement, a été mise en place une politique eugénique antinataliste dans le seul dessein de décourager les parents les plus pauvres et les moins éduqués d'avoir plus de deux enfants. » Là encore la proposition est simple: 10 000 dollars destinés à financer l'achat d'un appartement, pour peu que l'on accepte de se faire stériliser et que l'on satisfasse à un certain nombre de critères: il faut avoir moins de trente ans et avoir été stérilisé après le premier ou le deuxième enfant; ne pas être diplômé; le revenu familial ne doit pas excéder 1 500 dollars. Si d'aventure, la mère avait tout de même par la suite un autre enfant, elle devrait rembourser les 10 000 dollars majorés de 10% d'intérêts annuels.

#### Le prix de l'excellence

Singapour le prospère ne s'en t-elle bientôt plus peuplée que par des « forts en maths »? Cette ville de 2,5 millions d'habitants, asseptisée, « very clean », en point qu'elle paraît ignorer les valeurs culturelles de l'Orient, sera-t-elle la cité de Big Brother? Le nouveau but vers lequel doivent tendre tous les habitants de l'île, pour nous « the Excellency », est partout. A la télévision, des magazines de propagande, rappellent quelle fut la magnificence de la renaissance italienne et des génies

qu'elle engendra. Pour immédiatement établir un parallèle avec le « plus ultra » de Singapour: Singapore Airlines, le nouvel aéroport international, le Westin Stamford, le plus grand hôtel du monde construit par Pei, l'architecte de la pyramide du Louvre.

A l'évidence, cette civilisation de la substance grise — ici on parle de « manpower » — ne supporterait pas un vieillissement de la population. « Quelques choses doivent être faites et très vite pour enrayer cette chute des naissances », écrit-il, y a quelques jours l'éditorialiste du *Strait Times*. « Il en va de notre survie. Notre seule ressource est humaine et c'est pourquoi nous devons tout faire pour avoir la meilleure population possible. »

Bientôt, les vieux quartiers chinois, indiens ou malais ne seront plus qu'un lointain souvenir, enfouis sous les HLM ou les buildings ultra-modernes qui aujourd'hui hérissent la ville. « C'est la fin de l'insalubrité, assure un haut fonctionnaire. Voyez notre taux de mortalité infantile. » Effectivement, de 41,4 pour mille naissances en 1957, ce taux est aujourd'hui passé à 9,3. Même chose pour le taux de mortalité périnatale: 28,2 pour mille en 1957, 10,6 aujourd'hui.

Mais les paramètres ne sont pas une fin en soi. Et même si le produit national brut par habitant est passé de 3 500 dollars en 1973 à 11 000 dollars en 1983, que penser de ce chauffeur de taxi qui lance, mi-ironique, mi-désespéré: « Singapour? Very clean, very clean. 500 dollars d'amende si vous jetez un papier sur le trottoir. Mais nous, les pauvres, on est de la merde. Tout juste bons à se faire stériliser. Alors moi, à la première occasion, je pars en Australie. »

FRANCK NOUCH.

### Les planétologues réunis à Paris

### La comète de Halley a-t-elle fécondé la Terre?

Pour sa première sortie des Etats-Unis, le congrès de planétologie de la société américaine d'astronomie a fait recette. Il a réuni, du 4 au 7 novembre, au Palais des congrès de Paris, environ 450 participants, qui ont présenté 350 communications. Ces chiffres sont nettement supérieurs à l'ordinaire.

Les planétologues ont abordé tous les aspects du système solaire, des objets qui le composent, de leurs structures, de leurs mouvements. Il y avait amplement matière à discussion puisque l'année 1986 a vu deux

événements majeurs: l'exploration d'Uranus en janvier par la sonde américaine Voyager; puis en mars la rencontre de la comète de Halley par toute une flottille d'engins, la sonde européenne Giotto étant la plus perfectionnée et celle qui s'est approchée le plus près de la comète.

Ces événements sont encore trop proches pour que l'analyse des résultats soit terminée. Mais des points émergent. La comète de Halley semble ainsi plus primitive, plus proche de l'état initial du système solaire, qu'on ne le pensait il y a quelques mois.

Les analyses chimiques des poussières qu'elle émet ont montré la présence de divers composés organiques, et Halley pourrait ainsi donner la clef d'un mystère creusé par Voyager.

Cette sonde a, en effet, montré que plusieurs satellites d'Uranus sont recouverts d'une matière noire, comme on l'avait déjà constaté pour ceux de Saturne. Cette matière semble aussi être le constituant principal des anneaux. Quelle est sa nature? La réponse est encore incertaine, mais les analyses faites au voisinage de Halley la font supposer riche en composés organiques. Elle devrait donc être peu dense, ce qui expliquerait que lors de la contraction et la fragmentation du nuage qui est à l'origine du système solaire, elle se soit surtout concentrée dans les régions extérieures.

Plus près du Soleil, au niveau de la Terre, elle peut avoir été moins abondante et détruite par les hautes températures qu'on y a enregistrées. Mais la Terre a subi un intense bombardement peu après sa formation et a certainement reçu de ces composés. D'où une question bien naturelle: les composés organiques ainsi apportés ont-ils joué un rôle dans l'apparition de la vie? En ont-ils fourni le terrain?

M. A.

### A l'université de Brest

### La marine se méfie des étrangers

BREST  
de notre correspondant

« Les difficultés liées à la venue des étrangers à l'université commencent à devenir insupportables. » M. Claude Babin, président de l'université de Bretagne occidentale (UBO), qui faisait le point, jeudi 6 novembre, sur la rentrée universitaire à Brest, se demande s'il n'y a pas « incompatibilité entre la base de l'île longue et la présence d'une université à la pointe de la Bretagne ». « Dans ce cas, a-t-il ajouté, il faut le faire savoir et démissionner l'université. On ne peut vivre enfermé dans un ghetto. »

L'UBO est en effet soumise à des règles draconiennes pour l'accueil des étrangers, en raison de la proximité des installations sous haute surveillance de la marine nationale. Il existe une liste de pays dont les ressortissants sont jugés indésirables passé un séjour de quarante-huit heures. Cette liste est évidemment secrète. Le SGRN (secrétariat général de la défense nationale), qui relève du premier ministre, craint que les universitaires, sous couleur de faire leurs études ou d'enseigner à l'étranger, n'en profitent pour tenter de fournir des renseignements

sur l'île longue. C'est pourquoi il a pris des mesures d'interdiction de séjour.

La dossier d'une étudiante sud-coréenne pour une inscription en océanographie n'a pas été accepté. Le maintien d'un professeur d'informatique de nationalité polonaise recruté par l'UBO a été refusé après la première journée d'enseignement. Un professeur roumain engagé à l'unité de formation et de recherche de chimie, vivant déjà en France avec le statut de réfugié politique, devra quitter Brest. « Nous avons un Chinois en médecine depuis six mois. Continuons-nous à l'accepter? », interroge M. Babin.

Selon le président de l'université de Bretagne occidentale, cette réglementation, « absurde » car trop systématique, touche aussi bien les étudiants que les enseignants et les chercheurs. Des enseignements dont l'université de Brest s'est fait une spécialité, comme l'océanographie, en pâtissent.

La secrétaire de la défense nationale a toutefois accepté d'être plus souple dans le cas des congrès internationaux, mais à condition que le DST recueille, au préalable, la liste des participants.

GABRIEL SIMON.

● Un séminaire romain pour les déçus d'Ecône. — Le pape a demandé à la congrégation pour l'éducation catholique d'ouvrir, à Rome, un « centre de formation » susceptible d'accueillir des séminaristes d'Ecône (Suisse) ayant rompu avec Mgr Lefebvre ou s'apprêtant à le faire. Le nombre de ces départs n'est pas connu, mais serait en augmentation, selon le secrétaire général de l'épiscopat français. Jusqu'à présent, les déçus d'Ecône tendaient à réintégrer leur diocèse d'origine. Un évêque dans chaque région apostolique était chargé de suivre leur cas.

Le nouveau centre de formation qui sera ouvert à Rome n'a rien à voir, dit-on à Rome et à Paris, avec le « séminaire international » dont les

mieux intégrés avaient récemment annoncé la création, encouragée par Jean-Paul II, pour « encourager la formation laïque des séminaristes français ». Les évêques français avaient été très émus par de telles rumeurs.

● HAÏTI: deux cents personnes périssent dans un naufrage. — Deux cents personnes ont péri noyées, mardi 11 novembre dans la baie de Port-au-Prince, lors d'un naufrage d'un bateau de cabotage qui se rendait à l'île de la Gonave. Selon la radio Haïti-Inter, le bateau a chaviré à la suite de sa surcharge en passagers et en marchandises. — (AFP, Reuters.)

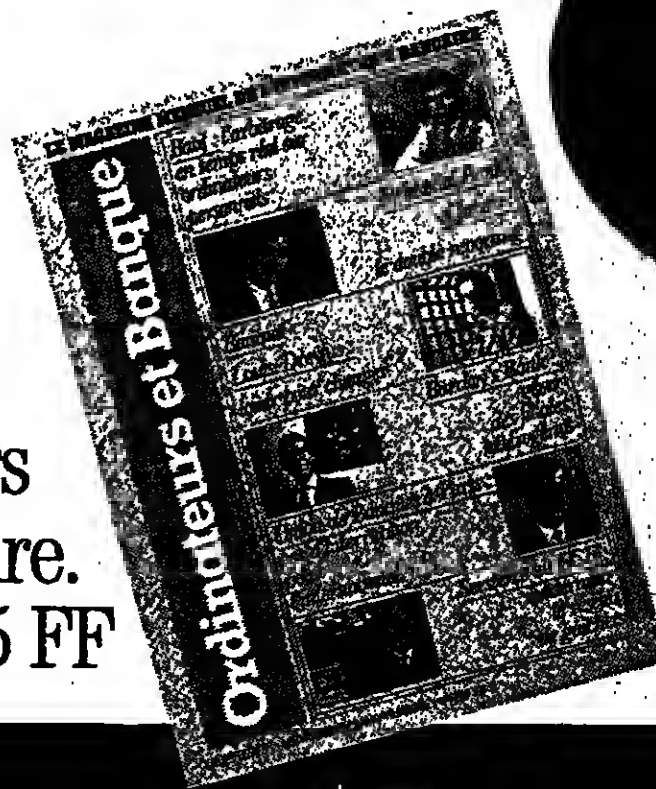
CHEFS D'ENTREPRISE,  
VENDEZ-VOUS  
BIEN  
VOTRE ENTREPRISE  
À VOS  
SALARIÉS?

# LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

La fibre optique à la Caisse d'Epargne de Rennes,  
le double reporting à l'Industrial Bank of Japan,  
le financement à la Banque Louis Dreyfus,  
le point sur le réseau Sesterce au CCF,  
la gestion des filiales de Barclay's Bank,  
l'arbitrage sur ordinateurs personnels à la BATIF,  
le vade mecum de la sécurité physique,  
le libre-service à la Caisse d'Epargne de Nantes.

100 pages d'analyses  
et de reportages en couleurs  
sur l'informatique bancaire.  
Le n° 2 est paru : 35 FF

BSCG Technologies



## Ordinateurs et Banque

LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

مكتبة الأمل



## Justice

### L'affaire de la rue de Mogador

#### Le CRS Gilles Burgos est maintenu en détention après une deuxième demande de mise en liberté

Pour la deuxième fois, M. Michel Legrand, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la bavure de la rue de Mogador, a refusé de remettre en liberté le CRS Gilles Burgos. Après la mise en détention de leur client, le 31 octobre, les avocats du policier, M<sup>rs</sup> Garaud et Cadot, avaient immédiatement déposé une demande de mise en liberté. Celle-ci (le Monde du 7 novembre) avait été rejetée le 5 novembre : la perspective d'une seconde reconstitution le 7 novembre et l'analyse d'un témoignage à charge — celui de M. Pierre Chabot, — ainsi que de nouvelles variations dans les déclarations du policier avaient, semble-t-il, inspiré le magistrat.

La chambre d'accusation, qui dispose d'un mois pour statuer sur cette première demande, devrait prendre prochainement sa décision. Au terme de la deuxième reconstitution, les avocats du policier avaient déposé une deuxième demande de mise en liberté : c'est celle que M. Michel Legrand vient de rejeter, au terme du délai légal de cinq jours. La concordance — évidente

lors de la reconstitution — des témoignages de M<sup>rs</sup> Pierre Chabot et M<sup>rs</sup> Dantes, qui ont vu le policier tenter de déséquilibrer Lok Lefèvre, à coup de crosse, avant de retourner son arme et de tirer à courte distance et le fait que la victime selon ces témoins n'a eu aucun moment fait de geste de menace ont, semble-t-il, motivé la décision du juge.

De même, un examen attentif du rapport balistique du professeur Coccolotto et, notamment, de l'album photographique laisse penser que la position de tir instinctif que Gilles Burgos affirme avoir adoptée ne correspondrait pas à la réalité.

Le juge d'instruction souhaite continuer ses investigations, en particulier pour ce qui concerne la bombe lacrymogène et les témoignages de proximité. Il considère, par ailleurs, que la libération du policier constituerait un « trouble à l'ordre public ». Reste à savoir si la chambre d'accusation confirmera la position du juge d'instruction ou le désavouera.

Ag. L.

### Au tribunal de Grenoble

#### Un guide de haute montagne est tenu pour responsable des gelures de ses clients

Le tribunal de grande instance de Grenoble vient de déclarer entièrement responsable de gelures ayant entraîné l'amputation de plusieurs doigts M. Claude Albrand, guide de haute montagne, coupable, selon le tribunal, d'avoir fait courir des risques inutiles à un groupe dont il avait la charge.

Le 11 avril 1983, le guide avait entrepris, avec un groupe de huit personnes, un raid en Suisse, dans le secteur des sommets Castor et Polux, situés respectivement à 4 092 mètres et 4 228 mètres d'altitude. Dans le cours de l'après-midi, alors que le groupe avait franchi le col du Schwartzer (3 731 mètres), l'état du glacier se révéla infranchissable en raison de crevasses et de séracs. Le groupe dut bivouaquer par un temps très froid, et cinq participants, présentant le lendemain de graves gelures aux pieds et aux mains, furent évacués par hélicoptère à l'hôpital de Zermatt.

Le tribunal, dans ses attendus, souligne, notamment, que le guide, « en tant que professionnel de la montagne, ne peut pas ignorer que l'état d'un glacier varie selon les périodes et que celle descend ne présentant aucune difficulté lorsque l'enneigement est abondant peut se révéler dangereuse après un fort réchauffement ou lorsque la neige est insuffisante ».

Le tribunal, qui a demandé une expertise médicale pour évaluer l'importance des dommages corporels et les divers préjudices, a ordonné immédiatement le versement à l'une des victimes d'une provision de 50 000 francs.

### POINT DE VUE

#### Une fable à l'envers

#### Le juge, le contremaître et le laminoir

par Antoine Lyon-Caen  
professeur de droit  
à l'université de Paris-X.

Il a aujourd'hui cinquante-six ans. Depuis 1945, il sort le même jour de son domicile, à Paris, pour aller travailler. Il y a fait carrière, ouvrier à quinze ans, puis maître laminoir et contremaître. Serge Queva, fier de son intimité avec l'acier, doit pourtant commencer à imaginer ce jour singulier où, au milieu d'une fête discrète, il quittera son-Seine et prendra sa retraite. Mais ce jour-là, il ne le connaît jamais.

Le 14 mai 1982, un mécanicien d'entretien est victime d'un accident mortel alors qu'il effectuait une réparation sur une machine maintenue en marche. Devant la mort d'un homme, Serge Queva ne peut cacher la vérité. Il a reçu de son supérieur hiérarchique, le responsable de fabrication, un billet dans lequel celui-ci précise que les réparations ne requièrent pas l'arrêt des machines. Ce billet sera, deux ans après, une pièce importante du procès au cours duquel les responsabilités doivent être déterminées. L'audience devant le tribunal correctionnel a lieu le 19 septembre 1984. On y évoque le témoignage de Serge Queva et le billet qu'il a reçu.

A l'usine, la production continue. Serge Queva ignore qu'à l'issue de sa 8 heures du matin, du 4 au 5 octobre 1984, le responsable de fabrication — celui-là même dont les juges ont à mesurer la responsabilité et qu'ils sanctionneront — établit un rapport : pendant cette « pause », la production aurait été déficiente.

Serge Queva est convoqué à un entretien le 12 octobre, frappé d'une mise à pied immédiate et licencié le 14 octobre 1984 pour faute grave. Trente-neuf ans d'ancienneté pour un licenciement décidé et appliqué en quatre jours : la balance est-elle égale ? Entre la contribution qu'il a apportée au procès pénal, le 19 septembre, et son licenciement, le 14 octobre, existe-t-il un lien ?

La question, pour un juge, est terrible. Le conseil des prud'hommes préfère s'inscrire à la nuit du 4 au 5 octobre : la production a-t-elle été déficiente ? Quel rôle a pu jouer le

contremaître ? Quelle responsabilité lui imputer ? La sanction est-elle légitime ? Le conseil des prud'hommes ordonne un transport sur les lieux. Les conseillers, deux patrons et deux salariés, délibèrent et s'accordent : de faute grave, point, et la condamnent l'employeur. L'indemnité est réputée réparer l'outrage (le Monde du 2 mars 1985).

Mais le 3 octobre dernier, la cour d'appel de Versailles (5<sup>e</sup> chambre B) réduit à néant le jugement que quatre hommes, issus du monde du travail, ont porté sur l'histoire de ce contremaître. Apparaît un autre récit. Ce sont bien des fautes que la cour découvre. Tant pis si, en janvier 1983, la société la félicitait par écrit de la qualité de son travail. La production du 4 octobre présente des défauts : tant pis si celle-ci sont loin d'être évidentes et si, concevables, elles ont une incidence pécuniaire très réduite et ne peuvent qu'être, dans leur relative banalité, être imputées à Serge Queva. Rien n'y fait.

Selon les magistrats, « les défaillances répétées de M. Queva ont apporté un trouble profond à l'entreprise ». La rupture immédiate, sans indemnité, est justifiée.

Que la situation d'un salarié soit fragile, chacun le sait. Mais faut-il que la justice du travail soit aussi fragile ? Devant la mort d'un ouvrier victime de négligences, le contremaître n'a pu se taire, il a témoigné. Moins d'un mois après, il est licencié comme le serait un escroc. Le devoir bien compris du juge n'est-il pas de protéger le témoin ? A cette exigence, les magistrats opposent le silence.

Quatre conseillers formés à l'école de l'entreprise, également partagés entre les préoccupations des dirigeants et celles des salariés, accablent d'observer les lieux et d'entendre les témoins, avaient choisi de rendre au contremaître sa dignité. Trois magistrats de profession ont choisi d'ajouter à la douleur du licenciement la honte de l'indignité.

Cette histoire judiciaire n'est pas une fable. N'attendez pas une morale.

## Sports

### SQUASH : le championnat du monde

#### La défaite du grand Khan

Enorme surprise à Toulouse en finale du championnat du monde de squash qui s'est achevé le 11 novembre : le Pakistanais Jahangir Khan, invincible depuis cinq ans, a été battu par le Néo-Zélandais Ross Norman en quatre jeux (9-5 ; 9-7 ; 7-9 ; 9-1).

TOULOUSE  
de notre envoyé spécial

Quelque 2 800 personnes étaient venues assister à une finale qu'elles croyaient sans surprise. Qui pouvait battre Jahangir Khan l'invincible ? Classé deuxième mondial, Ross Norman avait le signe indien en entrant sur le court : une petite tache rouge en plein milieu du front, du sang séché après un coup de raquette de Chris Roberson, en demi-finale. Il s'attaqua le match à 100 à l'heure.

Longues parallèles sèches, balles croisées très basses : les deux joueurs ne prenaient pas de risques et limitaient leur jeu au rasoir en fond de court. Pas d'amortis ni de double mur. Ainsi Norman remportait le premier jeu sur le score de 9-7. C'était déjà rare, Khan laissant peu souvent partir un jeu — une quinzaine en cinq ans seulement, — et encore moins le premier. Le second jeu fut éprouvant pour les nerfs : les deux joueurs s'accrochèrent durant quarante deux minutes. A 7 partout, Norman creusa l'écart en prenant plus de risques et en anticipant sur les balles. Le troisième jeu fut encore plus éreintement disputé. Khan le remporta finalement avec difficulté par 9 à 5. Norman allait-il céder ? Dans le dernier jeu, expédié en dix minutes, ce fut l'inverse qui se produisit. Norman battit Khan, comme vidé d'énergie. Le champion était en retard sur toutes les balles et commettait de plus en plus de maladroitness. Le public était tout acquis à Norman, alors que les spécialistes avaient le cœur serré de voir Khan expédié aussi vite sur un score sans appel de 9 à 1.

Le Pakistanais expliquera, après le match, que l'absence exceptionnelle de son coach, Rahmat Khan, toujours à ses côtés durant les championnats du monde, l'a quelque peu perturbé.

Il a également mis en cause la balle réfléchissante, spécialement mise au point pour les besoins de la télévision, qu'il juge trop glissante pour ses amortis. Mais Khan paraissait surtout très lent, moins agile que d'habitude. Son arrêt d'un mois à la suite d'une entorse au genou n'était certainement pas étranger à cet état. Deuxième mondial, Norman avait annoncé qu'il s'imposerait à la première faiblesse de Khan. C'est chose faite.

Le nouveau champion du monde, âgé de vingt-neuf ans, n'est pas un joueur spectaculaire. Il n'a pas non plus un touché de balle extraordinaire. Mais Norman est hargneux, capable de retourner les balles les plus dures au prix de courses interminables. Contre Khan, il a soutenu un rythme infernal pendant près de 110 minutes. On peut le comparer à Ivan Lendl, dont il possède la morphologie, le visage fermé, taillé à coupe de serpe et le regard froid. On l'a pourtant vu sourire et même embrasser la coupe, en affirmant que « battre Khan était le rêve de tous les joueurs depuis quelques années ». Pour la petite histoire, Ross Norman était vaincu sur le court transparent (un brevet français) qui équipait le palais des sports toulousain.

DOMINIQUE GAUTRON.

● RUGBY : tournée des All Blacks. — Les Néo-Zélandais de Brian Lochore se présenteront vaincus, samedi 8 novembre à Nantes, pour le deuxième test de leur tournée en France. Le 11 novembre, à La Rochelle, ils ont battu les Barbarians français, 26-12.

● AUTOMOBILE : homologation du résultat du rallye de San Remo. — En dépit des conclusions des experts estimant que les 205 turbo 16 avaient été mises hors course à tort pendant le rallye de San Remo (le Monde du 8 novembre), la commission sportive italienne de l'automobile a confirmé le classement de la course remportée par Lancia. Peugeot, dont le directeur de la compétition, Jean Todt a estimé cette décision « protestable », a encore la possibilité de faire appel auprès de la fédération internationale (FISA).

**LA COUVERTURE SOCIALE  
DE VOS SALARIÉS  
CONSTITUE  
UN VÉRITABLE AVOIR.  
CHEFS D'ENTREPRISE,  
FAITES-LEUR SAVOIR LEQUEL.**

L'UAP propose un nouveau service aux entreprises et à tous leurs salariés : l'Avoir Social UAP.

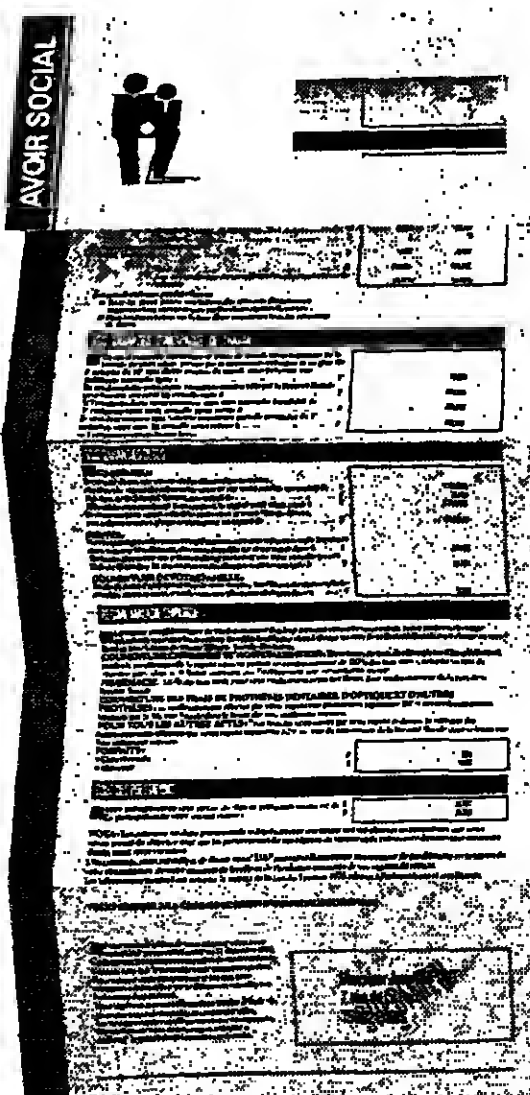
bilan périodique, individuel et personnalisé de la couverture sociale de chaque salarié.

Pour tous renseignements, adressez-vous à votre conseil habituel ou à l'UAP Assurances Collectives : 42.47.22.22.

**UAP**

**L'Avoir Social UAP, la nouvelle dimension de la communication entreprise-salariés.**

**N° 1 oblige**



# Le Monde

## EDUCATION

### Les régions ont des idées pour leurs lycées

La décentralisation scolaire serait-elle un cadeau empoisonné ? Les régions commencent à se poser la question, moins d'un an après avoir reçu le pouvoir de gérer matériellement les lycées et de planifier l'évolution des formations, les départements ayant, eux, la charge des collèges, et l'Etat conservant l'essentiel : la pédagogie et les personnels. Les immeubles et les équipements dont ont hérité les régions sont souvent en piteux état et n'ont pas été correctement entretenus. En Ile-de-France par exemple, près d'un tiers des lycées ont plus de cinquante ans.

La responsabilité de ce délabrement, autrefois diluée dans les arcanes de l'éducation nationale, est à présent localisée entre les mains des responsables politiques régionaux, proches des usagers, et élus. La pression de la population — parents d'élèves et enseignants — s'exerce désormais directement. Aucun élu ne peut donc laisser les établissements continuer de se dégrader. En 1986, le premier budget régionalisé des lycées a permis de parer au plus pressé : toitures, travaux de sécurité. Mais comment les régions feraient-elles mieux que l'Etat, alors que les transferts budgétaires ont été calculés sur la base des dépenses de l'Etat antérieures à la décentralisation ?

Les vingt régions (sur vingt-deux) dirigées par la majorité peuvent bien mettre en cause la « gestion socialiste » ; l'alternance de mars n'a guère apaisé leur inquiétude sur le fond. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, la pratique de la décentralisation a mis au jour l'étendue réelle de leurs nouvelles responsabilités.

#### Le réveil est douloureux

Les lois de décentralisation de 1983 et 1985 confèrent aux régions le pouvoir de programmer l'évolution des formations à travers un « schéma prévisionnel ». L'Etat conserve le dernier mot, mais chaque région détermine l'ordre de priorité des investissements scolaires, en fonction des besoins locaux, d'une politique régionale ou... d'intérêts électoraux. Revers de la médaille : elles sont aussi responsables, devant la population, des éventuelles suppressions de filières de formation.

Héritage délabré, décisions impopulaires... Le réveil est douloureux, qui fait dire à M. Jacques Blanc, nouveau président (UDF) de Languedoc-Roussillon et président de l'Association nationale des élus régionaux : « L'Etat s'est défilé des lycées sur nous ». L'inquiétude financière est telle que M. Valéry Giscard d'Estaing, autre président de région, a fait adopter mercredi 5 novembre, contre l'avis du gouvernement, un amendement au budget de l'éducation nationale demandant un rapport sur le coût du transfert des lycées aux régions et sur l'état du patrimoine transféré. Rapport qui devrait avoir pour résultat d'obtenir

La décentralisation scolaire coûte cher. Si les régions doivent entretenir et construire les lycées, elles souhaitent en échange exercer aussi des responsabilités pédagogiques. Un « marché » qui intéresse M. Monory.

d'avantage d'argent de l'Etat en 1988 (le Monde du 6 novembre). Et voilà que dans ce contexte déjà difficile surgissent de nouveaux défis, lancés cette fois par le ministre de l'éducation nationale. M. Monory, à l'instar de son prédécesseur, brandit l'objectif des « 80 % de bacheliers en l'an 2000 » et frappe à la porte des régions : « Sans elles, notre politique des lycées aboutira à l'engorgement », a-t-il déclaré avant de réunir, dès mai dernier, tous les présidents de conseils régionaux. Le marché qu'il leur propose est simple : créez les lycées nécessaires à l'accueil des cent mille élèves supplémentaires qui y sont attendus dans les trois prochaines années, je m'engage à nommer les enseignants en conséquence.

Les régions n'ont pu qu'accepter : toutes ont incliné dans leurs objectifs et leur propagande à l'« élévation du niveau général des qualifications », et souvent repris à leur compte le slogan des « 80 % de niveau bac » (contre moins de 40 % actuellement). Mais elle calculent à présent l'addition et « découvrent l'ampleur de l'effort à consentir pour suivre la politique nationale ». « La surprise est totale », constatent les spécialistes de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), qui aident les collectivités locales à gérer leurs nouvelles compétences éducatives.

La riposte des régions s'esquisse déjà : pas de nouveaux engagements sans nouvelles responsabilités, ou sans une redistribution des compétences. « Les régions ne peuvent se contenter de poser des moellons. Nous devons faire pression sur la pédagogie », estime le docteur Guy Poirieux, vice-président (UDF) de la région Rhône-Alpes chargé de l'éducation. Déjà, un schéma prévisionnel rédigé avec précision peut amener l'Etat à se conformer aux priorités d'investissement fixées par la région.

Ce jeu paraît même accepté au gouvernement, à ce croire l'interrogation récente de M<sup>me</sup> Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle : « Comment les régions résisteraient-elles à la tentation de faire pression sur les services de l'éducation nationale pour obtenir la mise en œuvre immédiate des orientations dégagées par leur travail prévisionnel ? »

D'autres brèches existent. Telles les « activités complémentaires » facultatives organisées par les régions dans les lycées et prévues dans la loi de décentralisation. Des enseignements d'oc-

tan ont été organisés sur ce modèle en Languedoc-Roussillon. Mais ces activités sont entièrement à la charge des régions, ce qui limite leur mise en œuvre. Des « formations complémentaires d'initiative locale » à finalité professionnelle sont, elles, financées par l'Etat, mais laissent moins de liberté aux régions.



Cette formule permet cependant à Rhône-Alpes de lancer une politique de formation destinée aux « exclus du système scolaire » sans travail.

Plus ambitieux est le projet de « lycée informatique » étudié par les élus d'Ile-de-France, qui rêvent de l'installer en 1991 dans une tour de la Défense.

M. Paul Violet, vice-président chargé de l'éducation et adjoint au maire de Paris, souhaiterait pousser plus loin la décentralisation scolaire : elle doit toucher selon lui « non seulement le contenant — les bâtiments — mais aussi partiellement le contenu, les programmes et les horaires ». « Nous sommes favorables à la création d'enseignements optionnels régionaux », déclare-t-il. Mais à une condition expresse : que soit modifiée la répartition

des compétences scolaires entre région et département, selon le principe défendu par M. Olivier Guichard dans une proposition de loi déposée en juillet dernier à l'Assemblée nationale.

A l'actuel découpage structurel — les départements gèrent les collèges, les régions, les lycées, — M. Guichard souhaite substituer une répartition fonctionnelle : au département, la gestion de tous les établissements secondaires (collèges et lycées) ; à la région, la planification et les décisions d'investissement.

Le contentieux qui se développe entre l'éducation nationale et les régions incite certaines d'entre elles à militer en faveur d'un tel redécoupage. Mais les

### Pour enseigner « transversal »...

COMMENT faire pénétrer la vie au collège ? Comment aborder des sujets comme le tiers-monde, la presse, la sécurité routière, ou la sexualité sans être « hors programme » ? Les six « thèmes transversaux » annexés aux nouveaux programmes du collège ont pour objectif de permettre aux élèves de percevoir les relations entre les différentes disciplines qui leur sont enseignées, d'en comprendre la cohérence. La consommation, le développement, l'environnement, la santé et la vie, la sécurité : ces thèmes font l'objet de six ouvrages d'une conception originale, avec lesquels les éditions Larousse amorcent leur retour sur le marché du manuel scolaire.

Ces ouvrages se présentent davantage comme les éléments d'une petite encyclopédie vivante et attrayante que comme d'austères « livres de classe ». Chaque sujet — l'écriture journalistique, la protection du consommateur, l'eau dans le tiers-monde... — est développé sous la forme d'une double page offrant, à côté d'un texte didactique et d'illustrations, la définition des mots-clés permettant leur compréhension, une citation littéraire ou journalistique, ainsi que des propositions d'application pédagogique.

Chaque ouvrage a été rédigé par une équipe d'enseignants et de spécialistes, l'ensemble ayant été dirigé par M. Georges Laforest, inspecteur général,

qui, en tant que membre du cabinet de M. Chevènement, a joué un rôle-clé dans la rédaction des nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège.

Le chapitre sur les sondages peut être utilisé en cours de mathématiques, d'histoire ou d'éducation civique, celui sur la géographie du tiers-monde comprend des textes en anglais et en espagnol à utiliser dans ces matières. Le dossier sur les espèces menacées suppose des explications du professeur de sciences naturelles, et celui sur le bruit fait appel aux connaissances du spécialiste de l'éducation musicale. Les six ouvrages couvrent la totalité du cursus du collège. Un septième, le Guide pédagogique, indique aux enseignants les exercices possibles pour chaque classe et propose une bibliographie commentée.

Ph. Be.

\* Colloque « Thèmes transversaux », sous la direction de Georges Laforest. Larousse. Chaque volume 128 p. 59 F.

### ECHOS

● **INFORMATIQUE** : Le premier annuaire consacré aux applications éducatives de l'informatique vient de paraître. Il recense tout ce que l'ÉAO (enseignement assisté par ordinateur) compte d'entreprises, d'éditeurs, d'associations et de laboratoires de recherche, décrit les principaux langages — auteurs, systèmes et services télématiques. Enseignants et formateurs mûris d'informatique y trouveront toutes les adresses utiles.

\* **Annuaire de l'enseignement assisté par ordinateur**. Édité par l'Agence de l'Informatique et A Jour, 10, rue Danielle-Casanova, 75002 Paris.

● **AUDIOVISUEL** : Certains enseignants redoutent l'intrusion de l'image et du son dans leur classe. D'autres les considèrent comme des langages à part entière, éléments de culture et objets d'étude. C'est le cas des fondateurs de l'association APTÉ (Audiovisuel pour tous dans l'éducation), laquelle publie le premier numéro d'une revue présentant des expériences pédagogiques, des réflexions et des comptes rendus de stages. Pour ceux qui veulent former des producteurs d'images et de sons et non de simples consommateurs d'émissions radiodiffusées ou télévisées.

\* **Revue APTÉ**, lycée Rabalais, 9, rue Francis-de-Croisset, 75018 Paris.

● **VIDÉO AU COLLÈGE** : Un concours de films vidéo réalisés par des élèves de collège est organisé par la Fédération des industries électriques et électroniques, le ministère de l'éducation nationale et le Centre national de documentation pédagogique. Les meilleurs reportages, fictions ou clips réalisés sur le thème du rapprochement éducation-entreprises avant janvier 1987 seront présentés au Festival international son et images vidéo.

\* **Renseignements** : FIRE, 11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45-05-14-27.

● **BRUIT** : « Qui à l'écoute ». Tel est le thème du dossier sur le bruit réalisé par le ministère de l'éducation nationale et le Comité français d'éducation pour la santé. Destiné aux enseignants de toutes disciplines et aux personnels médico-sociaux, il se présente sous forme de fiches décrivant les aspects médicaux, sociaux, historiques ou musicaux du bruit, plaisir ou calamité. Plus attrayante, car rédigée à l'intention des enfants, est la brochure éditée par le conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Elle propose une sensibilisation au bruit à travers une série de jeux ou d'expériences.

\* **« Qui à l'écoute »**, ministère de l'éducation nationale, DAGEN 5 B, 110, rue de Grenelle, 75007 Paris.

\* **Cahier des enfants**, 19, rue Jean-Raisin, 59800 Lille. Tél. : 20-60-60-60.

● **PRÉVENTION ROUTIÈRE** : L'éducation routière figure au programme du collège. Pour la favoriser, la Prévention routière diffuse un dossier pluridisciplinaire complet sur la prévention des accidents de la route, le réseau routier, les conduites des cycles... L'enseignant en français est incité à faire décrire par ses élèves des situations à partir d'une affiche géante, celui en technologie à expliquer le fonctionnement d'un moteur deux temps.

\* **Circuler collège**, dossier de la Prévention routière, B.P. 469-08, 75360 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 42-67-97-17. Prix : 80 F.

**BARBARA VICTOR**

**TERRORISME**

239 pages  
82 F

**Stock**

**Pourquoi cette guerre aveugle ?**  
Syriens, Palestiniens, Iraniens, Soviétiques, Nord-Coréens ?  
Les vraies filières du terrorisme.  
Des clés pour comprendre.

**QUE CHOISIR ?**

**NOVEMBRE 86**

**ENQUÊTES**

**CANCER :**  
Où va l'argent du cœur ?

مكتبة الأمل



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Le retour de Casanova

Les 16 et 17 novembre, la Cinémathèque française présente le Casanova tourné en 1927 par Alexandre Volkoff avec Ivan Mosjoukine. Les projections sont accompagnées en direct par l'Orchestre du Los Angeles Theater, que dirige Georges Delerue. Il a également composé une musique originale qui cherche avant tout à suivre l'action et les différents climats de l'histoire. Le film, dont ne restaient que des fragments dispersés a été restauré par Renée Lichtig, reconstitué à l'identique, avec ses séquences teintées et celles peintes au pochoir. C'était, aux premiers temps du cinéma, un travail d'artiste, une façon de marquer les ambiances. Aujourd'hui l'engouement des cinéphiles pour le passé a fait naître un marché : la coloration par ordinateur... Il paraît que les « jeunes » n'achèteraient pas de vidéocassettes en noir et blanc. Mais le résultat, pour l'instant, reste désastreux.



CHINÉMATHEQUE FRANÇAISE

### Georges Delerue compose

**S**AVIEZ-VOUS qu'un projecteur de cinéma ne tourne jamais à la même vitesse qu'un autre projecteur de cinéma ? Saviez-vous qu'à Los Angeles, l'hiver, on n'allume pas les climatiseurs et que les projecteurs tournent plus vite qu'à New-York l'été où on pousse la « clim » si bien que le voltage dégringole ? Non ? Et bien Georges Delerue, après trente années de métier, trente années de succès, l'a appris à ses dépens et explique l'importance de cette découverte.

« Quand j'ai accepté de composer la musique de Casanova, le film réalisé en 1927 par Alexandre Volkoff, je ne savais pas d'abord que ce film durait cent trente-quatre minutes et ensuite que les 24 images-seconde étaient un mythe du cinéma. J'avais en effet écrit la musique de la première partie, qui était censée durer soixante-dix minutes, une musique note par note, image par image et pas une « tapisserie sonore ». Or, quand j'ai répété avec mon orchestre de quinze musiciens, en regardant l'écran j'avais, au bout du compte, un décalage de vingt-quatre secondes avec l'image : la musique ne tournait pas à la même vitesse que celle du studio où j'avais travaillé. C'était, compte tenu de mon parti pris, une véritable catastrophe. »

Il en fallait plus pour décourager ce sexagénaire, titulaire de trois Oscars et d'un Oscar à Hollywood, où il vit depuis trois ans, auteur aussi bien des

chansons de Jules et Jim que des partitions de Julia, Women in Love, Agnes of God, soit au total deux cents musiques de films, deux cents musiques de téléfilms, deux opéras, une œuvre symphonique et concertante.

Il a donc repris son ouvrage et composé la musique de Casanova séquence par séquence, de trois ou quatre minutes au maximum, et le décalage d'une seconde ou d'une seconde et demie ne se sent pas dans ces conditions. Entre chaque séquence, j'ai créé des « fondus enchaînés », grâce à quoi nous pouvions nous recaler parfaitement sur l'action. »

« Je n'ai pas eu d'angoisses conceptuelles ou compositionnelles. Je n'en ai d'ailleurs jamais. J'ai essayé d'écrire une musique ironique, sans effets burlesques, mais plutôt sur la légèreté. J'ai surtout tenu compte du climat géographique du film : l'Italie avec des forêts, des siciliennes, des barbares, le Russie, le Tyrol... Ce fut un énorme travail mais je me suis bien amusé. Surtout, je n'ai pas voulu développer une théorie ou une analyse musicale pontifiante. Je n'aime pas ça du tout et ça ne sert à rien. »

Les organisateurs des festivités consacrées à l'anniversaire de la Cinémathèque sont d'autant plus redevables au compositeur que celui-ci a réalisé ce travail bénévolement.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

### Renée Lichtig restaure

accent très prononcé, on l'avait doublé. Nous avons cette version parlante, assez différente du film de Volkoff.

« De celui-ci restait une seule bobine, colorisée au pochoir, celle du carnaval de Venise. Et des négatifs en morceaux, dans les réserves de la Cinémathèque. La Cinémathèque de Prague possédait trois bobines qu'elle nous a prêtées. Et j'ai fait un voyage à Rome pour voir trois bobines de séquences à peu près semblables. A partir de tout ce matériel, il fallait retrouver le fil du scénario. Un jour, à la librairie du Minotaure, je trouve un bouquin relié, contenant les réels détaillés de plusieurs films muets publiés par les éditions Tallandier, avec des illustrations photographiques. Un vrai miracle : Casanova s'y trouvait. Ce récit a servi d'assure à la reconstitution. »

« J'ai réalisé un premier montage lorsque Robert Maniquis, professeur d'histoire de France à l'université de Los Angeles, est venu à la Cinémathèque. Il a fait partie de l'UCLA Films Archives, une des quatre grandes cinémathèques américaines, qui crée une collection de films français aux États-Unis. Ce qu'il a vu du Casanova l'a tellement enthousiasmé qu'il a demandé le film de Volkoff pour l'ouverture d'une manifestation de l'UCLA au début de cette année. C'est d'ailleurs à cette occasion que nous avons demandé à Georges Delerue d'écrire la

musique d'accompagnement pour orchestre.

« J'ai dû faire pas mal de recoupements entre les bobines de Prague et de Rome. Un des deux négatifs dont je disposais était assez complet, mais les cartons d'interstitiels étaient rédigés en anglais et Casanova y était appelé Roberto Ferraro. Il a fallu une traduction et une réadaptation pour les interstitiels. En Italie, les différentes censures étaient intervenues sur le tournage. Ainsi, la comtesse qui fait tuer son mari par Casanova était condamnée à mort. Dans la version française, elle entrait au couvent. J'ai retenu la version française. On m'a parlé de deux fins différentes, qui étaient distribuées un peu au choix, à l'époque. J'en avais une complète et logique. Celle qui est montée.

« J'ai essayé de me mettre à la place de Volkoff lorsqu'il a réalisé ce film et avec l'idée qu'Ivan Mosjoukine était plus qu'un acteur et participait à la mise en scène, comme Eric von Stroheim et Orson Welles lorsqu'ils avaient dans les films des autres. Mosjoukine a, de plus, travaillé au scénario. Quand on doit rassembler un matériel épars, je crois qu'il faut s'efforcer de remettre le film en l'état dans

lequel le metteur en scène avait envie de le mettre au le mettait à l'époque. Cela demande, bien sûr, des connaissances historiques et techniques, mais aussi, j'ose le dire, beaucoup d'amour.

« Selon une habitude de ce temps-là, certaines séquences étaient teintées d'une façon monochrome, par le support (la pellicule) ou par virage. Il y avait aussi des séquences peintes à la main, au pochoir. Celle du carnaval de Venise est superbe et la bobine avait le montage original. Un autre morceau colorisé au pochoir — la séquence du bal — est venu de Tchécoslovaquie. Il était en très mauvais état et nous l'avons teinté en doré. Les autres séquences teintées sont à leur place. Mais une bonne partie du film est, évidemment, en noir et blanc.

« Ce fut une aventure exaltante. Il y en a et il y en aura beaucoup d'autres. A ce propos, je voudrais qu'on lance un appel aux collectionneurs privés pour qu'ils confient les films rares qu'ils ont pu recueillir à leurs cinémathèques respectives, pour vérification et restauration. Sinon, ces films vont s'abîmer dans leurs boîtes, disparaître. »

Propos recueillis par JACQUES SICLER.

### Les méfaits du coloriage

**D**E quelle couleur est la chevelure d'Orson Welles dans Citizen Kane ? Quelle est la nuance exacte du blond de Rita Hayworth dans la Dame de Shanghai ? Les gants que porte Marlène Dietrich dans Shanghai Express sont-ils noirs ou gris anthracite ? L'étrange oiseau venu de Malte est-il noir ébène, bleu nuit ou vert sombre ? La réponse tenait du rêve individuel — à chaque spectateur son fantasme. Aujourd'hui, terminé : il vous suffira d'allumer votre poste de télé, où il ne vous en coûtera que 29,95 dollars — hors taxes — au vidéoclub le plus proche où, dès l'entrée, un panneau vous apprendra que : « Mardi prochain, sera mis en place le Faucon maltais, version colorisée par ordinateur. »

Ce soir on colorise. C'est la dernière aberration à la mode. Étrange que cela se passe au moment où, à l'instigation de cinéastes cinéphiles tel Martin Scorsese, se constitue un réseau visant à préserver les œuvres du passé (les grandes comme les moins grandes, en couleurs ou en noir et blanc), au moment où une armée de bénévoles traque à travers toutes les cinémathèques du monde les trois images qui permettront de compléter les Horizons perdus. Deux entreprises se sont spécialisées dans ce nouvel avatar de l'informatique : l'une Colorization Inc., est canadienne, basée à Toronto. L'autre, Color

Systems Technology Inc., est californienne.

Le résultat pour l'instant : atroce. Le matériau de base est un duplicata de dernière génération. On ne part jamais d'une copie neuve — cela supposerait qu'on en tire une à partir du négatif. Travaillée à partir donc de copies délavées dont les contrastes ont disparu, l'image « colorisée » ressemble à ces cartes postales en noir et blanc repassées à la peinture à l'eau.

#### Les « jeunes » n'aiment pas le noir et blanc

Premier film à subir ce traitement : Topper de Norman Z. McLeod (1937), avec Constance Bennett et Cary Grant, qui, à la première bobine, mouraient dans un accident de voiture puis revenaient sur terre, à l'état de fantômes, rendre la vie drolatiquement impossible à Robert Young. Une comédie sophistiquée. Cary Grant était toujours en smoking. Constance Bennett, divinement blonde, portait une robe longue en soie blanche et des escarpins noirs, et traînait derrière elle une hermine de 3 mètres de long.

Dans la version dite « colorisée », réservée à la diffusion télévisée et au marché des vidéocassettes, Constance Bennett a le cheveu d'un blond piscineux, elle paraît être en chemise de nuit rose terne, son hermine ressemble à du

lapin de garenne, et sa bouche, que l'on sait rouge vif, est ici d'un marron blafard. Pis : lorsqu'elle parle, la coloration a du mal à suivre le mouvement en synchronie, surtout à distance. Résultat : une image pleine de bavures.

Ont suivi dans cette « recoloration » des courts métrages de Laurel et Hardy, It's a Wonderful Life, de Frank Capra, avec James Stewart, et Yankee Doodle Dandy, avec James Cagney. Là encore, le bleu blanc rouge du drapeau américain est devenu une sorte d'orange, gris-beige et bien graineux rempli de fourmillements. Après le Faucon maltais, qui sort cette semaine, Casablanca et Le facteur sont toujours deux fois sont prévus, et, si le public suit, on s'attaquera aux grands classiques : Citizen Kane, la Splendeur des Amberson.

L'argent est, bien entendu, le fond de l'affaire. Hal Roach Studios, propriétaire des Laurel et Hardy, détient 50 % de Colorization Inc. Après le démantèlement de la MGM, le magnat Red Turner, se débarrassant de tout le reste, a conservé la bibliothèque de la MGM et a déjà annoncé son intention de « colorier » les grands classiques.

L'argument est le marché de la vidéocassette, devenu trop important. « Les jeunes n'achètent pas du noir et blanc », soulignent les fabricants. Les versions en noir et blanc ne disparaîtront pas du marché. Et quoi qu'il en soit rien ne vous empêche, à vous specta-

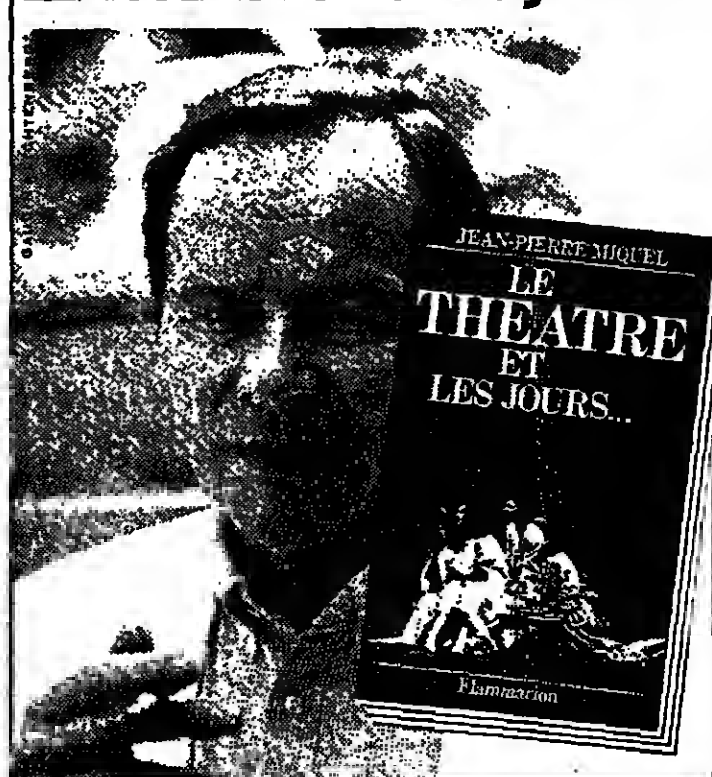
teur, d'éliminer la couleur d'un tour de bouton sur votre téléviseur. Après tout, à ses débuts, le cinéma, lui aussi, a tenu du phénomène de faire, provoqué la polémique et suscité le dédain de ceux qui considéraient que seul le théâtre était un art. « La colorisation », soutiennent-ils, est la seule manière — du moins la meilleure, disent les modérés — de faire accéder à ce patrimoine culturel toute une jeune génération qui ne veut pas entendre parler du noir et blanc. »

C'est aussi grave qu'une version Reader's Digest de toute l'œuvre de Marcel Proust, un déni total de la créativité des chefs opérateurs. Le forfait qui se prépare relève de la distorsion historique et culturelle.

Hollywood semble se réveiller, et certains commencent à suivre l'exemple de Woody Allen : il exige par contrat que ses films soient présentés en vidéo et à la télévision comme il les a conçus. Rodgers et Cowan, l'une des deux entreprises de relations publiques les plus importantes du monde, vient de laisser tomber le compte de la Color Systems Technology. En grande partie, sans doute, sous la pression de ses clients, acteurs et réalisateurs, qui ont menacé de réélire en masse leur contrat si l'agence persistait à tenter de créer une image positive de la « colorisation ». Mais la bataille est loin d'être gagnée.

HENRY BÉHAR.

### JEAN-PIERRE MIQUEL. LE THÉÂTRE ET LES JOURS.



« Un témoignage d'une qualité originale, sinon exceptionnelle. Gérard Spiteri - Le Quotidien de Paris. »

« Ce livre apprend beaucoup de choses très importantes sur le théâtre et il stimule la réflexion. »

Jean-Louis Curtis - Le Figaro.

« Beaucoup de réponses très personnelles. »

Brigitte Salino - L'Événement.

264 pages, 89 F.

Flammarion

## MUSIQUE

Les symphonies de Ives

## Questions ouvertes

Découvert quelques années avant sa mort, en 1954, le compositeur américain Charles Ives est toujours inclassable. Et inapprivoisable. L'Orchestre de Paris et celui d'Amsterdam viennent de l'inscrire à leur programme.

SANS concertation préalable, l'Orchestre de Paris a inscrit la *Symphonie n° 4* de Charles Ives à son programme des 12 et 13 novembre, et l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam jouera la *Holiday Symphony* le 30 au Festival de Lille. Ainsi, chaque saison, voit-on passer comme un météore une œuvre ou deux du premier grand compositeur américain, sans autre réaction qu'un étonnement dubitatif.

Né en 1874, totalement ignoré pendant sa vie, découvert et fêté en extrêmes quelques années avant sa mort en 1954, Ives reste encore à découvrir, non seulement en Europe mais aussi aux États-Unis, où la vie musicale ne semble pas pressée de lui accorder la place qui lui revient.

## Une participation de l'auditeur

L'avant-garde des années 60 lui reconnaissait surtout la mérité d'avoir, l'un des premiers, franchi les bornes de la tonalité, d'avoir superposé les rythmes les plus étrangers, d'avoir pratiqué le collage, la citation et inventé les techniques aléatoires. Tout cela reste vrai, et la « modernité » de cette musique si libre étonne toujours ; pourtant, à privilégier cet aspect, on passe à côté de ce qui fut la raison d'être et constitue la dimension véritable d'une œuvre comme celle-ci.

Pénétré de la conviction religieuse selon laquelle l'homme ne saurait mieux honorer les qualités qu'il a reçues et par là

rendre hommage à son créateur, qu'en les exerçant aussi loin que possible, Charles Ives a tenté de repousser toujours davantage les limites de l'audible et de l'exécutable. Si l'oreille peut entendre deux mélodies à la fois, pourquoi ne pas essayer d'en rajouter une troisième. Ce faisant, on touchera plus profondément l'essence des choses. Car rien n'est simple : si le compositeur veut traduire musicalement les émotions au contact de la nature ou de activités humaines, il ne saurait proposer un tableau affadi et réducteur ; mais il exige en retour une véritable participation de l'auditeur.

« Lorsqu'une musique, disait-il, utilise davantage qu'une ou deux formules mélodiques, rythmiques ou harmoniques, l'auditeur doit alors prendre une part assez active. La chef, les exécutants et le compositeur font de leur mieux, bien entendu, et pour cette raison il tire plus de la musique, voire de la vie. Beaucoup d'auditeurs font de même, mais il y a une catégorie qui ne veut pas faire la moitié du chemin en se projetant elle-même vers les interprètes et ne veut apporter que le prix de sa place et une réactivité inerte. Si ce qu'elle entend ne correspond pas à ce dont elle a l'habitude, elle déclare que c'est mauvais, laid et horrible du début à la fin. »

Composée il y a plus de soixante-dix ans, la *Quatrième Symphonie* ne manquera pas de surprendre une partie des habitués de l'Orchestre de Paris ; il y aura sans doute quelques sifflets, peut-être des cris, à moins que la salle Playel n'ait vidé son trop-plein après le concerto de Schumann. Paradoxalement, la partie de piano solo est incomparablement plus virtuose dans la symphonie de Ives, mais Gérard Frémy ne sera qu'un musicien parmi d'autres, aux prises avec une musique décidément inapprivoisable.

GÉRARD CONDÉ.

## ARTS

Picasso, un livre, un film

## Au plus près de l'acte créateur



Dans les carnets de Picasso, les dessins qui ont précédé ses tableaux. Loin d'être des brouillons, ils permettent d'entrer sans effraction dans l'intimité de la création. Tout comme le documentaire de Didier Bussys, qui constitue une préparation à une visite de l'Hôtel Salé.

À propos de Picasso, encore et toujours lui, il faut signaler deux nouveautés qui viennent d'arriver à peu près en même temps par des circuits non convenus. L'une c'est la publication de plusieurs carnets de dessins, sous la forme d'un beau livre d'art, chez Grasset, ce que la maison d'ordinaire ne fait pas, l'autre, est un long métrage (une heure vingt-cinq) sur l'œuvre qui, bien que de nature documentaire, tente sa chance en salle — une seule il est vrai (Vendôme Opéra).

Le livre est la version française (*made in Italy* par Mondadori) d'un ouvrage paru l'été dernier aux États-Unis à l'occasion d'une exposition de la Pace Gallery de New-York. Il reproduit dans leur intégralité six carnets inédits (qui appartiennent à qui ? ce n'est pas dit) pris dans des périodes différentes et qui font chacun l'objet d'une présentation particu-

lière (1) qui le remet en place dans l'œuvre peint. Ainsi du carnet de 1905 contemporain du tableau *La Famille de saltimbanques*, du carnet de 1907, qui comporte des études de figures pour les *Demoiselles d'Avignon*, et de 1962 consacré aux *Sabines*.

En deuxième partie, le livre propose des dessins choisis parmi les plus aboutis dans une trentaine de carnets, de toutes les époques. Enfin, une troisième partie propose le « catalogue raisonné » des cent soixante-quinze carnets connus de 1894 à 1967, que l'on trouvera sans doute hâtif et scientifiquement peu satisfaisant.

Mais c'est une première, de l'indéfini qui permet d'aller au plus près de l'acte créateur, comme seuls les proches et les exécutés de l'œuvre ont pu jusque-là le faire, de saisir la fulgurance des idées, les développements des recherches, avec ratages et trouvailles sans repentirs, de suivre les métamorphoses à rebondissement multiples de l'imagination en exercice. Bref d'être introduit dans l'univers le plus intime de l'artiste, là où la vie et le travail se mêlent, au point que Picasso pouvait écrire en couverture d'un des carnets : « Je suis le cahier ». C'est le titre qui a été choisi ici pour le livre.

Picasso, dès son plus jeune âge, avait pris l'habitude de travailler

en multipliant les notes, les esquisses, les études sur des petits carnets qu'il gardait. Il gardait tout, on le sait bien maintenant avec l'histoire de la dation. Et si quelques carnets ont, de son vivant ou après sa mort, été démantelés et des feuilles détachées pour être vendues comme des dessins autonomes, la plupart des carnets restent intacts.

Leur étude reste à faire, on est en cours, qui apportera sûrement de précieux éclaircissements sur la genèse des plus grands tableaux. Ainsi, pour les *Demoiselles d'Avignon*, il y en a huit en plus des feuilles, séparées, préparatoires, parallèles — qui pourront servir à d'autres tableaux — ou postérieurs : le dessin, pratique quotidienne antérieure à la couleur, sauf dans les dernières années, était aussi un moyen de ne pas perdre la trace d'œuvres vendues ou prêtées pour une exposition.

On verra tout cela au musée Picasso en février 1988, quand les *Demoiselles* viendront de New-York et seront présentées avec leurs « antécédents », inventions et trouvailles lançant l'aventure cubiste.

Picasso, un film (2), le titre est sobre et peu racoleur, à l'image de son contenu, sérieux — ô combien intéressant ! — oui, qui tente la chose la plus difficile qui soit : ne parler de Picasso qu'à travers son œuvre. C'est en effet tout juste si le visage du peintre apparaît une fois sur l'écran.

C'est un documentaire placé sous le signe du taureau et de la corrida. Soit, l'image, sans être d'une folle originalité, est efficace qui permet de mettre l'accent sur la dimension tragique de l'œuvre, quitte à oublier le plaisir de la création. Didier Bussys, son réalisateur, ne plaisante pas. Jean-Michel Michelen, auteur du texte qui accompagne les œuvres (filmées dans les réserves du palais de Tokyo avant l'installation de la collection à l'hôtel Salé), non plus, qui agace un peu mais apporte un piment poétique à cette préparation digne et utile de la visite du musée : ce pour quoi le film est fait — musicalement, si l'on peut dire, avec ce rien de résiduel inhérent aux produits RMN.

Diabole, un peu de fantaisie dans le montage, le découpage, de recherches et de confrontation de documents que permet le cinéma, aurait pu ne pas nuire à la vérité de Picasso.

GENEVÈVE BRIERETTE.

(1) *Je suis le cahier* — Carnets de Picasso, édités de E. Carrière, Sam Hunter, Rosalind E. Kraus, Theodore Reff, Robert Rosenblum, Gert Schiff, ouvrage sous la direction de Arnold Glimcher et Marc Glimcher, Bernard Grasset, 490 F.

(2) *Picasso, un film*, de Didier Bussys, scénario de Marie-Laure Bernadac et Didier Bussys. Texte de Jean-Michel Michelen. Coproduction R.M. Arts, TV 3 Télévision de Catalunya, D.B. Arts Film, la Réunion des Musées nationaux.

MAISON DU DANEMARK  
142, CHAMPS-ÉLYSÉES - M<sup>e</sup> ÉTOILE  
**L'UNIVERS BLEU DE HANS HENRIK LERFELDT**  
tous les jours de 13 à 19 heures. Dimanche et fêtes de 15 à 19 h.  
Jusqu'au 14 décembre - Entrée libre

Galerie Pierre-Yves Gabus SA  
EXCEPTIONNELLES VENTES AUX ENCHÈRES  
HOTEL DES BERGUES, GENÈVE - 20 au 30 NOVEMBRE 1986  
Succession princière, ducal, Josef Müller, Solvère  
Tableaux anciens et modernes (1200 numéros)  
Le Tintoret, Brueghel Le Jeune, F. Boucher (expertise Annanoff), Delacroix, Viennet, Dufy, Chaboud (10 numéros) de Chirico, Gromaire, etc.  
Gravures anciens et modernes, argentées, Haute-Epoque, estampe, mobilier ancien, etc. (expertise : M. Beaudouin, G. Rainard, J. Roudilant)  
IMPORTANTES VENTES DE LIVRES PRÉCIEUX  
Expert : Christian Galanterie - Tél. : 47-03-49-65 - Paris.  
Catalogues sur demande.  
Galerie Pierre-Yves Gabus - 2022 Bv. d'Orléans - Tél. 41 (38) 46-16-08.  
Huselier judiciaire : M<sup>e</sup> Charles H. Piguet.

**GALERIE CLAUDE BERNARD**  
7, rue des Beaux-Arts, Paris (6<sup>e</sup>) - tél. : 43-26-97-07  
**TIBOR CSERNUS**  
peintures récentes  
du 12 novembre au 27 décembre

MUSÉE MARMOTTAN  
2, rue Louis-Boilly - 75016 PARIS - Tél. : 42.24.07.02  
COLLECTION  
BENTINCK-THYSSEN  
De Brueghel à Guardi  
COLLECTION  
GIVAUDAN  
« Les Flânes de la Séduction »  
du 22 octobre au 28 décembre 1986  
Tous les jours, sauf le lundi. De 10 h à 17 h 30

13 novembre - 23 décembre  
**Tapies**  
Sculptures

Galerie Maeght Lelong  
13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

GALERIE LOUISE LEIRIS  
47, rue de Monceau, 75008 Paris  
Tél. : (1) 45-63-28-85/37-14  
**A. BEAUDIN**  
47 peintures  
13 novembre - 20 décembre  
Tous les jours sauf dimanche et lundi

Ensemble InterContemporain  
**eio**  
Direction  
**PETER EÖTVÖS**  
Peter EÖTVÖS  
Zygmunt KRAUZE  
Deux créations mondiales  
György KURTAG  
Messages de feu Demoiselle  
R.V. Trousovo  
Lundi 17 novembre 20 h 30  
Théâtre du Rond-Point Location : 42 56 08 80

ACADÉMIE DE L'ORCHESTRE - CORDES  
CONCOURS D'ENTRÉE ORGANISÉ  
PAR L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
DES JEUNES MUSICIENS - APPROJEM  
LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION  
DIRECTION DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE  
LES 20 ET 21 DÉCEMBRE 1986  
COURS INTENSIFS DONNÉS PAR  
VIOLONS : Pierre DOUKAN - Sylvie GAZEAU - Jacques GHESTEM  
Jean LENERET - Geneviève SIMONOT  
ALTOS : Serge COLLOT - Bruno PASQUIER  
VIOLONCELLES : Martine BAILLY - Michel STRAUSS  
CONTREBASSES : Jacques CAZAUAN  
CHEF D'ORCHESTRE : Jean-Sébastien BÉREAU  
Date limite d'inscription : 10 décembre 1986  
Âge limite : 25 ans - Nationalité : Française  
Rythme des cours : alternativement 1 jour et 2 jours par semaine  
(samedi et dimanche)  
Renseignements et inscriptions : APPROJEM  
39, rue Censier, 75005 PARIS - Tél. : 45-35-71-44 et 45-35-03-32

centre culturel jean arp  
Direction : Claude Montchou  
SAMEDI 22 NOVEMBRE, 20 h 30  
**LE GLORIA** de VIVALDI  
Ensemble instrumental J.-W. AUDOLI  
Inspiré par le minuetto de la culture et le Concerto royal d'Antonio  
CHEUR DE LA MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE  
(Maître de la Sainte-Chapelle royale de Paris)  
avec SHARON COOPER, soliste  
SAMEDI 29 NOVEMBRE, 20 h 30  
**NAZARE PEREIRA**  
Le Brésil en chansons, la fête... Le Brésil, avec Rio et son Carnaval  
Location au Théâtre et aux trois FNAC  
22, avenue Paul Valéry Couturier - 92140 Clamart - ☎ 46.45.11.87

• VO : GAUMONT-AMBAassade - 14 JUILLET-ODÉON  
FORUM-LES HALLES  
• VF : FRANÇAIS-PATHÉ - GAUMONT-RICHELIEU - CLICHY-PATHÉ  
MIRAMAR - FAUVETTE - LA-BASTILLE  
• VF PÉRIPHÉRIQUES : GAUMONT-ÉVRY - GAUMONT-QUEST-BOULOGNE  
TRICYCLE-ASNIÈRES - ARTEL-MARNE - ARGENTEUIL - LES  
ULIS-DORSAY  
4 TEMPS-LA-DÉFENSE - PARLY II - PATHÉ-CHAMPIGNY - BELLE ÉPINE  
PATHÉ-THIAIS

**CAP SUR LES ÉTOILES**  
SPACECAMP - le film  
Quand la réalité dépasse le rêve,  
l'aventure commence...

مكتبة الزميل



PHOTO

Irving Penn au palais de Tokyo

# L'iconoclaste élégant

Picasso ou regard de cyclope, Capote contorsionné dans son manteau, Grosz acculé dans un coin, une sublime sculpture de fruits surgelés et d'hallucinants gros plans de mégots, le sacre d'un maître de la photo contemporaine.

VENUE du MOMA où elle a été conçue par John Szarkowski, présentée en première étape européenne avant Londres par le CNP, et composée uniquement de « vintages » (épreuves originales tirées par l'auteur), la rétrospective portraiture les quarante années de carrière d'Irving Penn procure d'entrée un plaisir visuel rare.

Formé dans les années 30 par Brodovitch, tout comme Avedon auquel il est souvent opposé, Penn est d'abord un prodigieux portraitiste. Opérant en studio, devant un mur neutre qui rase une lumière uniforme, il utilise la pose comme un sérum de vérité.

## La séduction du graphisme

Isolant le sujet parce qu'à ses débuts il se sentait incapable de le dominer, lui-même reconnaît agir en chirurgien. Incisant à même la vie de celui qu'il épie, par un singulier rapport de douceur, de patience et de tension troublante, Penn sonde ses modèles au cœur. Et, avant leur effroi en les privant de contexte, les contraint à se révéler.

Vu par lui, Cocteau est un intriguant dandy sapé comme une gra-

vure de mode, Osborne un longiligne escogriffe sbouriffé, Picasso un cyclope ou un mutant surgi tel un marion d'âne souscoupe volant. Il y a autant d'estime que d'acide dans l'humour féroce, impitoyable, avec lequel Penn « croque » les célébrités. De Steinberg, risible figure en carton, à George Grosz, fauve encaqué au regard éperdu d'inquiétude, et surtout Truman Capote qu'en un sidérant raccourci, de la frimousse adolescente au facès mortuaire, il portraiture trois fois.

Axé sur la présence du sujet dans l'espace, la rigueur de ces compositions, véritable scénographie intelligente et très élaborée, s'épanouit surtout dans les portraits de groupe tel le Ballet théâtral, hiératiquement perché sur un échafaudage. Ou l'ultra-célèbre Douze top models (1947), éblouissante partition visuelle où figure Lisa Fonssagrives, son épouse et son modèle favori, et où Penn, liant mode et portrait, capte les personnalités autant qu'il valorise le vêtement. A l'opposé du surréalisme de Beaton et de Blumensfeld ou de l'expressivité d'Avedon, c'est avec une grande économie de moyens, sans l'idéaliser, mais en jouant de la séduction du graphisme, qu'il tente, en réaction contre la sévérité de l'après-guerre, de populariser la haute couture.

Mêlant détente, équilibre et raffinement, mais aussi audace, franchise et sophistication, on qualifie parfois de froid le style austère, et dépourvu de Penn. C'est qu'animé par un sens infatigable de la forme, jonglant avec les ombres et les matières ou la splendeur des gris, derrière une simplicité feinte, Penn, par sa virtuosité



Truman Capote. New-York 1965.

technique, sa retenue, son parfait contrôle de tout, a toujours préféré la stylisation au naturalisme simulé.

Même quand il œuvre à la commande, ce perfectionniste accompli une création personnelle. Liés au produit et à l'esthétique d'une époque, ce sont ses travaux publicitaires, aux couleurs criantes, qui ont le plus vieilli. Mais malgré les excès, les expérimentations passées de mode (Femme avec écran solaire, 1966), art appliqué ou laboratoire d'expression, c'est encore l'idée qui prévaut. Privilegeant l'élément visuel et non le message, qui d'autre que lui pour

sa première couverture de Vogue en 1943 (il en réalisa plus de cent cinquante) aurait osé analyser le contenu d'un sac de femme, détailler en très gros plan des morceaux de rouge à lèvres, une lentille de contact ou un pinceau de vernis à ongles qui préfigure ses natures mortes ?

Brouillant les genres et classifications, assénant sa maîtrise absolue de l'imprévu, Penn excelle à rendre extravagant le banal. Vives ou langoureuses, tactiles, droles et même comestibles, ses natures mortes, artificiellement composées, sont le domaine où s'inscrit

le mieux l'apurement de sa vision. Avec un sens vertigineux de la mesure et du calcul, cet architecte de l'imaginaire, qui rêvait d'être peintre, salue Uccello et De Chirico en érigeant un monument de légumes et fruits gelés superposés, sortis givrés de l'embellage, dont il fait une splendide forme abstraite.

## L'art savant d'inventer l'ordinaire

Tout le génie de Penn est là. Dans cet art savant d'inventer l'ordinaire, d'ordonner le désordre, d'ébranler librement les règles par des scènes bien construites. Ainsi en est-il de la série documentaire, ethnographique, qu'il réalise en Nouvelle-Guinée, au Népal, au Pérou. Renouant avec la tradition des reporters itinérants, dans son atelier portable — une tente spécialement conçue — il met en scène, sur fond uni, au Roliflex sur pied, en d'étonnantes tableaux d'une grande clarté formelle, à la fois nature morte, témoignage anthropologique et photo de mode, les guerriers de la tribu Asaro avec masques et flèches ou les danseuses voilées de Guedras (1971).

D'une autre nature semblent être ses nus en gros plan, sans tête et comme surexposés, que Penn fit durant une année (49-50) mais qui restèrent trente ans dans ses tiroirs par peur de choquer le public. Compromis de Weston et Bill Brandt, vomis telles des coquilles de lave, ils sont pourtant l'exact complément des bustes de Vlamnick et de Henry Moore, auxquels leur masse blanche et molle fait indéniablement penser, statues imposantes, à la monumentalité tranquille et puissante.

ment maintenues dans le cadre, rappelant que tout portait par essence est d'abord une mise à nu.

Le grandiose enfin est atteint avec l'hymne à la souillure, qu'à l'inverse de son élégance polie l'iconoclaste Penn célèbre par le soin du tirage au platine-palladium. Des mias éparpillées de condiments divers au dévoilement constant du hors cadre (bonté de fer, débris, effilochures), le thème dès le début est récurrent dans toute l'œuvre. Et s'exalte dans la vue des déchets de rue, du gant écrasé, de ces hallucinants agrandissements de mégots — icônes, totems, érous — confondante métaphore de la détérioration, de la putréfaction du cadavre qui, cette fois, ronge et déborde l'image.

Rebelle, inventif et sinistre, le contenu de cette exposition est à l'exemple même du parcours de Penn. Abordant avec une égale honnêteté tous les genres, il a fait de l'éclectisme un art. Malgré ses innombrables imitateurs, Penn continue à soixante-neuf ans de se mirer dans l'autoportrait diffusé du Photographes des rues (N.Y., 1951). Respirant le bonheur de créer, honorant la plénitude de sa maturité, cette rétrospective rend hommage à un créateur qui a su faire de la photographie un art en innovation constante.

PATRICK ROEGERS.

\* Rétrospective Irving Penn, organisée par le Musée d'art moderne de New-York, présentée dans le cadre du Mois de la Photo par le Centre national de la photographie, au palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16, jusqu'au 8 décembre.

Catalogue en anglais, publié par le MOMA, contenant toutes les photos de l'exposition, texte de John Szarkowski, 195 F.

## THEATRE MODERNE

HENRI VIRLOGEUX  
JEAN-LOUP WOLFF

30 DERNIERES

L'Entre-tien  
de M. Descartes avec M. Pascal & J'enue

de Jean-Claude BRISVILLE  
mise en scène de Jean Pierre MIQUEL

- ... "Un des plus lumineux moments de théâtre qu'on puisse déguster actuellement".  
Fabienne Pascaud (Télérama).
- ... "La soirée la plus intelligente que l'on puisse passer actuellement à Paris".  
Pierre Marcabru (Le Point).
- ... "Dialogue au sommet... Interprétation exceptionnelle".  
François Chalais (France Soir).
- ... "Le meilleur et le plus ambitieux spectacle de la rentrée".  
Jacques Nerson (Le Figaro Magazine).
- ... "Un petit chef-d'œuvre, vous dis-je".  
Guy Dumur (Le Nouvel Observateur).

LOCATION: THEATRE tel. 43 59 39 39 et AGENCES

GAUMONT AMBASSADE • GAUMONT LES HALLES • GAUMONT OPERA • GAUMONT RICHELIEU • GAUMONT PARNASSE  
14 JUILLET ODEON • 14 JUILLET BASTILLE • PANTHEON • PLM ST-JACQUES • GALAXIE • GAUMONT CONVENTION  
GAUMONT OUEST • GAUMONT EVRY • LES TROIS VINCENNES • TRICITY ASNIERES • BUXY VAL-D'YERRES

CLAUDE-ERIC FOIROUX PRESENTE  
WADECK STANCZAK / ANN-GISEL GLASS / LUCAS BELVAUX

## DESORDRE



UN FILM D'OLIVIER ASSAYAS

REMI MARTIN • CORINNE DACLA • SIMONE DE LA BROUSSE • ETIENNE CHICO  
PHILIPPE DEMARIE • JUDETTE MAILHE ET LA PARTICIPATION D'ETIENNE DAHO  
MISE EN SCENE: OLIVIER ASSAYAS. SCENARIO: OLIVIER ASSAYAS, LES ANONYMES, THE WOODEN TOPS, ETIENNE DAHO  
DISTRIBUTION: LES ANONYMES. CO-PRODUCTION: LES ANONYMES, THE WOODEN TOPS, ETIENNE DAHO  
PRESENTÉ PAR KODAK PRODUCTIONS INTERNATIONAL / DISTRIBUTION: KODAK PRODUCTIONS INTERNATIONAL

PRIX  
DE LA CRITIQUE  
INTERNATIONALE  
VENISE 86

**Théâtre des Amandiers**

**25 et 26 NOVEMBRE à 20H30**

Location: 47.21.18.81

Co-production  
Festival d'Automne  
Ensemble InterContemporain  
Rencontres Internationales de Metz  
Nantes Amandiers

**2 CONCERTS EXCEPTIONNELS**

**Steve Reich Ensemble**

**InterContemporain**

Direction Peter Eötvös

**MUSIQUE THEATRE HALLE**

**"LES PORTES DE L'ENFER"**

opéra japonais de Susumu YOSHIDA  
mise en scène de Michel ROSTAIN  
Présenté par l'Atelier Lyrique Expérimental

les 13, 14, 15, 18, 19 nov. à 20h30, le 16 à 17h

Salle Boris Vian de la grande halle  
211, av. Jean Jaurès 75019 PARIS - Métro de Pontin

Loc. FNAC et 42.49.77.22

**MC93 BUBINY**

**4/27 NOV.**

**48.31.11.45**

**4 FNAC**

**VENISE SAUVÉE**

**ENGEL RIETI**

## EXPOSITIONS

## MOIS DE LA PHOTO

**IRVING PENN. THÉÂTRE DES RÉALITÉS.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. Jusqu'au 9 décembre.

**SAIGADO.** Maison de l'Amérique latine, 217, bd St-Germain. Jusqu'au 17 novembre.

**ALVAREZ BRAVO.** Musée d'art moderne, 11, av. du Président-Wilson. Jusqu'au 8 décembre.

**CINDY SHERMAN.** Galerie Croux-Hennessy, 5 bis, rue des Haridettes. Jusqu'au 22 novembre.

**DIANE ARBUS.** American Center, 261, bd Raspail. Jusqu'au 18 novembre.

**EVA RUBINSTEIN.** Espace Canon, 117, rue Saint-Martin. Jusqu'au 20 novembre.

**BILL BRANDT.** Galerie Gabrielle Muller, 24, rue Sébastien-Croix-de-la-Bretonnerie. Jusqu'au 29 novembre.

**WOLFS.** Goethe Institut, 17, av. d'Iéna. Jusqu'au 21 novembre.

**TRANSPARENCE ET OPACITÉ.** Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais. Jusqu'au 22 novembre.

**RALPH GIBSON.** FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes. Jusqu'au 3 janvier.

**JOEL PETER WITKIN.** Galerie Beaubien, 34, rue des Archives. Jusqu'au 6 décembre.

**LES ÉCRIVAINS VUS PAR ROBERT DUBOIS.** Maison de la culture, 47, rue Raymond. Jusqu'au 30 décembre.

**ALBERTO GIACOMETTI VU PAR LES PHOTOGRAPHES.** Centre culturel suisse, Du 13 novembre au 4 janvier.

**WILLY MAYWALD ET LA MODE.** Palais Galliera, 10, av. Marceau-de-Serbis. Jusqu'au 4 janvier.

**STILL HOLLYWOOD.** FNAC-Forum, Forum des Halles. Jusqu'au 10 janvier.

**LE PÉROU DE MARTIN CHAMBER.** Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile. Jusqu'au 6 décembre.

**PIERRE ET GILLES NAUFRAGE.** Galerie Samia Soames, 2, impasse des Bourdonnais. Jusqu'au 6 décembre.

**EVERGON.** Fondation Cartier, Jouv-en-Josas. Jusqu'au 5 janvier.

**JEAN-MARC TINGAUD.** Espace Vendôme, 101, place Vendôme. Jusqu'au 21 novembre.

**PROFILS AFGHANS.** JULIO DONOSO. AGENCE SYGMA. Grand Palais, porte D. Jusqu'au 28 novembre.

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**REINHARD MUEHA, GILBERTO ZORIO.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 décembre.

**HANS POELZIG (1869-1936).** CCI (Centre d'Information). Jusqu'au 5 janvier 1987.

**ALBERTO GIACOMETTI.** retour à la « Migration » 1933-47. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

**ARCEDESIALES.** Galerie de la BFL. Jusqu'au 19 janvier.

**L'OBSERVATOIRE BANLIEURES.** N° 1 CCI. Jusqu'au 7 novembre.

**L'EAU EN FORMES.** VITTEL DESIGN 86 (Amboise, Barvaux, Cook, Ponce, Rague, Sita, Starck). CCI. Jusqu'au 8 décembre.

## Musées

**BOUCHER.** Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

**ESTIÈVE.** Grand Palais. Galeries intérieures (42-60-39-26). Sauf le 19. (Voir ci-dessus. Jusqu'au 12 janvier).

**LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HERNÉ LARTIGUE.** photographies en relief. Grand Palais. Avenue Winston Churchill. Tj. de 12 h à 19 h (ouvert le 11). Jusqu'au 25 mai.

**LA GRANDE AVENTURE DE MONTAIGNE.** DE 1918 A 1938. Salon d'Automne. Grand Palais, avenue Winston Churchill, porte H (43-59-46-07). De 10 h 30 à 18 h 30 ; Nocturne le mercredi à 18 h. Entrée : 35 F. De 7 à 23 novembre.

**40<sup>e</sup> SALON DES RÉALITÉS NOUVELLES.** Grand Palais. (Voir ci-dessus) (42-60-39-26). Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

**LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1878-1914.** Grande galerie républicaine à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

**ÉPIGRAMME A ANDREA DEL SARTO.** Musée de Louvre. Salles du pavillon de Flore (entrée porte Janvier) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

**BISSIERE, 1886-1964.** Jusqu'au 16 novembre ; MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT. Jusqu'au 4 janvier ; MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1920-1986 ; LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HISTOIRE. Jusqu'au 12 janvier. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

**BRUCE NAUMAN, WOLFGANG LAIB, ARC.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

**LA STATUE DE LA LIBERTÉ.** L'exposition du centenaire. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février. HENRI LE SEQ : PHOTOGRAPHES DE 1850 A 1880. Jusqu'au 30 novembre. L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 8 février. LEVITS TOILES DE MAITRES. Jusqu'au 23 novembre.

**CLAUDE BACCHUS, LE CLAUDE REC.** Du 12 au 25 novembre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

**DONALD SULTAN.** gravures monumentales. Bibliothèque nationale. Rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 22 novembre.

**GIANNI VERSACE : Dialogues de mode.** Des photographes autour d'une création. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume. 10, avenue Pierre-fo-de-Serbis (47-20-35-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 4 janvier.

**SHISEIDO. BEAUTÉ ET PUBLICITÉ 1872-1986.** Musée de la mode et du costume. 10, avenue Pierre-fo-de-Serbis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

**J.L. HITTORF, architecte.** Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLIES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

**BENJAMIN THYSSSEN.** De Bregenzel à Gaudin. Musée d'Automne, 2, rue Louis-Railly (42-24-07-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 (ouvert les 1<sup>er</sup> et 11 novembre). Jusqu'au 28 décembre.

**ALPHABETS.** Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

**L'ŒUVRE DE SAM FRANCIS DANS LES COLLECTIONS DU MUSÉE IDEMITSU.** Pavillon des Arts, les Halles-Terrasse Rambuteau (42-33-82-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 16 novembre.

**LES ANNÉES PLASTIQUES.** Jusqu'au 4 janvier 1987. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier (42-78-70-00).

**LA LEÇON DE CHARCOT - VOYAGE DANS UNE TOILE.** Hôtel de Miramon, 47, quai de la Tourneville (42-77-11-22). Sauf lundi, mardi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

**CHRISTOPHE BART-LES COULISSES DE L'OPÉRA.** Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 4, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Entrée libre.

**LISBETH DELSILE.** Musée Bordelle, 16 rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 30 novembre.

**SUR L'EAU, SOUS L'EAU.** Immigration et technique dans la Marine 1688-1794. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

**SOLDAT ET SOCIÉTÉ 1850-1950.** Musée de l'armée, Hôtel des Invalides (45-55-92-30). Tous les jours de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.

**AUTOUR DU PSAUTIER DE LA REINE INGEBURGE.** Musée national des monuments français. Palais de Chaillot (salle gauche), place du Trocadéro (47-27-35-74). Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 15 F.

**CRÊCHES ET TRADITIONS DE NOËL.** Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue de Maine-Montenaple (47-47-49-40). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition seulement). Jusqu'au 16 février.

**MÉTIERES D'ART FRANÇAIS CONTEMPORAIN.** Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 décembre.

**GEN PAUL.** Métamorphose (1895-1978). Musée de Montmartre, 12, 14, rue Cortot (46-06-61-11). Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LA PEINTURE A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** LES CONCOURS DESQUERRES 1816-1863. Jusqu'au 14 décembre. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; LES CONCOURS DES PRIX DE ROULE 1797-1863. 11, quai Malakoff. Jusqu'au 14 décembre.

**LA VOIE DES ANCIÈRES.** Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

**ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS 19<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> ANIMAUX D'ÉDO - FONDS CHENUSCHI 1871-1872.** Musée Carnavalet, 7, avenue Velasquez (45-63-30-75). Sauf lundi, de

10 h à 17 h 40 (Fermé le 11 novembre). Jusqu'au 30 novembre.

**BEAU COMME UN CAMION... JOUEURS ENFANTS DU GHANA ET DU CONGO.** Musée national des arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30, de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 5 janvier.

## Centres culturels

**MAN RAY CINEASTE.** Fondation Moss Bismarck, 34, avenue de New-York (47-23-38-85). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h 30 ; le vendredi de 12 h à 19 h 30. Jusqu'au 13 décembre.

**MOBIER MINIATURE-OBETS DE MAITRES XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>.** Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-21-00). Jusqu'au 1<sup>er</sup> janv.

**HOMMES DE VERRE.** Verreries françaises contemporaines. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue de Figner (42-77-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 novembre.

**JEAN SARRIEN, photographes. MONUMENTS EN QUÊTE D'ARTISTES.** Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Jusqu'au 23 novembre.

**CHARLES HARBUTT.** Galerie Colbert, 2, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 novembre.

**L'ART DANS L'USINE.** Tracé huit artistes de la Collection Peter Stuyvesant. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-05-09). Sauf le lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

**IAN PATERSON : MICHEL LECIAIR ALAIN FAUREMENT.** Centre culturel canadien, 3, rue de Constantine (45-51-35-73). Sauf le lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

**JOSEF FRANK.** Textiles et meubles ; DAVID. Photographies. Centre culturel israélien, 11, rue Poysson (42-77-42-20). De 13 novembre au 24 décembre. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; LES CONCOURS DES PRIX DE ROULE 1797-1863. 11, quai Malakoff. Jusqu'au 14 décembre.

**LA VOIE DES ANCIÈRES.** Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

**ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS 19<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> ANIMAUX D'ÉDO - FONDS CHENUSCHI 1871-1872.** Musée Carnavalet, 7, avenue Velasquez (45-63-30-75). Sauf lundi, de

15<sup>e</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE CONTEMPORAINE Metz 20-23 Novembre 1986

18 créations

## Jeudi 20

18 h 00 Ciné 35  
Studio du Centre Européen pour la Recherche Musicale Metz  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"

21 h 00 Théâtre Municipal  
Théâtre d'été  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"

## Vendredi 21

18 h 00 Faculté des Lettres  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"

18 h 00 Théâtre Municipal  
Théâtre d'été  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"

21 h 00 Palais des Sports  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"  
"Démarche Musicale"

Tous renseignements : Tél. 87.75.14.88  
\*\* création mondiale  
\* création française

**Théâtre de la Cantilène**

43 57 42 14

**CHANSONS YIDDISH**

MOSHE LEISER AMI FLAMMER GERARD BARREAU

DU 11 AU 16 NOVEMBRE

**OPERA DE PARIS**

19, 22 NOVEMBRE, 6, 7, 9 DÉCEMBRE

**WOZZECK**

**ALBAN BERG**

ZAGROSEK/BERGHAUS/SCHAA/STRAND

Renseignements : 47.42.57.50

■ Un spectacle violemment beau : ÉVÉNEMENT DU JOUR  
■ Cette nouvelle production a mis dans le mille : TÉLÉPARA  
■ On en sort secoué, bouleversé, paillard : FIGARO MAGAZINE  
■ Spectacle hallucinant et impressionnant : TÉMOIGNAGE CHRETIEN

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS

**LE PÊCHEUR** 43-87-56-87  
27, rue des Batignolles, 8<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Rome) TLJ

**HYPOCAMPE** 42-89-07-09  
14, rue Washington, 8<sup>e</sup>

**MAX GOLDENBERG** 47-70-89-96  
25, rue Taitbout, 5<sup>e</sup>

**AU PETIT RICHE** 47-70-68-68/47-70-86-50  
23, rue Le Peletier, 5<sup>e</sup>

**TY COZ** 48-78-42-95  
35, rue Saint-Georges, 5<sup>e</sup> F. dim., lundi

**ILE DE KASHMIR** 47-23-77-78  
Quai Debilly, face au 32, av. de New-York, 16<sup>e</sup>

**MARIUS** 46-51-67-80  
82, bd Murat, 16<sup>e</sup>

**MICHEL COMBY** 43-80-88-68  
116, bd Pasteur, 17<sup>e</sup> F. sam. et dim.

**EL PICADOR** 43-87-28-87  
80, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup> F. lundi, mardi

**ANNICK et FRANCIS VALLOT** 42-27-88-44  
75, avenue Niel, 17<sup>e</sup>

Cuisine familiale. Spécialité de poissons, coquille saint-jacques, lotte à la royale, sole, plat, etc., viande. Prix moyen à la carte 120 F.

Platons de fruits de mer à 160 F. Grillade de poissons. Croustons et charcuterie aux poissons. Excellent menu à 108 F. Déjeuner, dîner d'affaires. Accueil jusqu'à 23 h 30. Fermé dimanche.

Restaurant spécialités juives d'Europe centrale à déguster sur place ou à emporter. Env. 120 F. Brunch le dim. F. lundi.

Soirée étonnante menu à 100 F. s.m.c. Vin de Loire. Décor 1880. Salon de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

NOUVEAU TY COZ A LYON (16<sup>e</sup>), 15, rue Royale. Fermé dimanche et lundi. 78-21-36-29. MÊMES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÊPES, GALETTE. J. 23 h.

2 restaurants indiens sur une place, face à la tour Eiffel. Le Loto à composer votre dîner. T.L.I. Parking. Buffet chaud 125 F. dîner à la carte. Le Jardin de Shalimar pour vos soirées privées. T.L.I. Parking.

Déjeuners, dîners, tous les fruits de mer, spécialités provençales, bouillabaisse, soupes au fenouil, aïoli le vendredi. F. dim. soir et lundi.

«AMATEURS DE GIBIER». Canette sauvage, râble de lièvre, perdreaux. Une seule adresse : Michel Comby, « maître cuisinier de France », carte : env. 250 F.

Déj., dîner J. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zaccaria, gambas, local, culottes tièdes. Environ 150 F. Formule à 79,80 F. s.m.c. avec spécialité.

A trois pas de l'Étoile, dans leur décor Napoléon III. Grande carte et menu en dîner. Spécialité de poissons. Vins de propriétaires. Dîner aux chandelles. F. dim. soir et lundi.

**RIVE GAUCHE**

**LE MAHARAJAH** 43-54-26-07  
72, boulevard Saint-Germain, 5<sup>e</sup> TLJ

**TIEMKO** 46-33-12-12  
3, rue Champollion, 5<sup>e</sup> F/lundi

**ABÉLARD** 43-25-16-46  
1, rue des Grands-Degrés (9<sup>e</sup>), q. Montebello

**VARTAN** 43-26-20-68  
52, bd St-Germain, 5<sup>e</sup> Ouv. ta les jours

**LA CHÔPE D'OR** 43-26-49-76  
4, place Saint-Michel, 6<sup>e</sup> TLJ

**LE JOCKEY** 46-34-23-00  
127, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup>

**CHEZ FRANÇOISE** 47-05-49-03  
Adroque des Invalides, 7<sup>e</sup> F. dim. soir et lundi

**RESTAURANT THOUVENOT** 47-05-49-75  
79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

**RAVI** 42-61-17-28  
30, r. de Vercueil, 7<sup>e</sup>

J. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biryani, Tandori. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. «GRILL D'OR 86» de la gastronomie indienne.

Nouveau dîner. Cuisine traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODINNIK, caviar «OHOTNIK». Menu : 90-130 F. et carte grand choix de VODKAS. Dîners aux chandelles. Musique.

Face à l'Architecte de Notre-Dame. Miel et miel. Menu à 85 et 115 F. s.m.c. Spéc. de poissons et carte (suspense d'œuvres chamois-pois de sole au feu gras. Jambonne de France-Guyon. J. 1<sup>er</sup> s. m. j. 23 h 30.

Vingt ans d'expérience de cuisine armenienne. Service continu de midi à minuit. Le soir musique d'ambiance au piano. Parking assuré.

La taverna «jeune» aux 140 bières. Clip sur vidéo-laser. Son music brasserie, ses spéc. à la bière, ses vins et ses prix «CINÉMA» (gardez votre billet).

Déjeuner, dîner. Tous les jours jusqu'à 2 heures de matin. Fête gras. Poisson. Huîtres toute l'année. Plats traditionnels. PARKING au sous-sol (sortie rue de Charente).

Tous nos MENU PARLEMENTAIRE à 95 F. s.m.c. et au dîner MENU exceptionnel à 170 F. Vin et service compris. Parking assuré devant le restaurant : face au N° 2, rue Faber.

Spécialité de coq au caennais et de croustons au coq au caennais. Service jusqu'à 23 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

Dans le 7<sup>e</sup>, un quartier calme, une cuisine traditionnelle indienne qui vous invite au voyage 7 jours sur 7. Dîner romanes au dîner à 150 F. Dîner à la carte, dîner au dîner raffiné. Service assuré jusqu'à 23 h.

## SOUPERS APRÈS MINUIT

## CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place Clichy - 48-74-49-64 - Accueil jusqu'à 2 h du matin  
GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE  
DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER.  
L'UNE DES MEILLEURES BOULABASSES DE PARIS.

## LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MÊME LE JOUR

**AU PIED DE COCHON** 42-36-11-75  
6, rue Coquillière - 42-36-11-75  
« LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES »  
Un monument gastronomique de la vie nocturne parisienne.  
Huîtres et fruits de mer toute l'année.

**LE GRAND CAFÉ** 47-42-75-77  
4, bd des Capucines - 47-42-75-77  
« LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA »  
La fraîcheur du poisson. La finesse des cuisines.  
Magnifique banc d'huîtres.  
Espace ouvert d'été spectacle 1900.

**LA MAISON D'ALSACE** 49-59-44-24  
39, Champs-Élysées - 49-59-44-24  
« L'AMBIANCE GASTRONOMIQUE D'ALSACE »  
Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur.  
La brasserie de l'Écu-Fort.

مكتبة المجلد



## EXPOSITIONS

## Galerie

**LOS AMERICANOS.** Peintures et sculptures d'Amérique latine. Artcurial, 9, avenue Montaigne (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

**DE LA LIGNE AU GESTE.** Galerie d'Art, 13, rue Mazurine (43-25-90-84). Jusqu'au 22 novembre.

**KEITH HARING; PETER HALLEY.** Galerie Daniel Tempion, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 22 novembre.

**MATISSE; ALLINGTON.** Galerie d'Art, 42, rue du Bac (45-45-15-15). Jusqu'au 22 novembre.

**LES AUTRES, VERS 1950** (Basse, Lachaux, Leydier...). Galerie d'Art, 27, rue Godefroid (46-33-04-66). Jusqu'au 22 novembre.

**BERLIN 86.** Les Barbus; Christo Dichtag; Albert Marz; Thomas Wachsmann. Galerie Krieff-Raymond, 30, rue Mazurine (43-29-32-37). Du 6 au 29 novembre.

**MAÎTRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES.** Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Malingue (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

**DEUX ANS DE PEINTURE 1945-1985.** Galerie Nicolas Seroussi, 34, rue de Seine (46-34-05-84). Jusqu'au 15 décembre.

**DOMINIQUE ARLE; OLIVIER THOMAS.** Galerie Antoine Canas, 15, rue Koller (48-07-86-99). Jusqu'au 3 décembre.

**JEAN-MARIE QUENEAU ET WOLF.** L'Amateur-paysage. Galerie Jean Roycey, 14, rue de Sévigné (42-77-74-29). Jusqu'au 22 novembre.

**CLASSICISME ET RÉALISMES AU PRÉSENT.** Galerie Bloud II, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Du 13 novembre au 15 janvier.

**ZOO. LE BESTIAIRE DES SCULPTEURS.** Artcurial, 9, avenue Montaigne (42-99-16-16). Du 13 novembre au 3 janvier.

**DES PHOTOGRAPHES ET LE CARDIGAN PRESSON.** Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 6 décembre.

**LA PHOTOGRAPHIE EN TANT QUE CONSTAT D'ACTION.** Galerie J. et J. Dagnay, 57, rue de la République (47-00-10-94). Jusqu'au 3 décembre.

**YACOV AGAM.** Galerie Denis Roud, 196, boulevard Saint-Germain (42-72-71-57). Jusqu'au 29 novembre.

**YVES BAUME.** Galerie Caroline Corré, 14, rue Godefroid (43-54-57-57). Jusqu'au 29 novembre.

**JEAN-CHARLES MAÏS.** Galerie Yves Lambert, 104, rue Villedu-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 20 décembre.

**STÉPHANE BRACONNIER.** Galerie Lucien Dorez, 19, rue Mazurine, jusqu'au 6 décembre.

**BRUCHEL, PIERRE PENNER et JEAN DE VELOURS.** Galerie Saint-Henri, 207, rue Saint-Henri (42-60-15-03). Jusqu'au 30 novembre.

**VICTOR BURGEN.** Office et night. Galerie Liffane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Handicriettes (42-71-63-60). Jusqu'au 20 décembre.

**JEAN COCTEAU.** Dessins, pastels. Galerie Procureur, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 20 novembre.

**HUBERT DE CHALVIRON.** Saint-Louis. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 6 décembre.

**TIROU CERNUS.** Galerie Claude Bernard, 79, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Du 12 novembre au 27 décembre.

**MARINETTE CUBO.** Œuvres d'herbes. La Filothèque, 50, boulevard Sébastopol (42-77-12-33). Du 12 novembre au 13 décembre.

**BRUNO DUBOURMANVILLE.** Peintures. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Voies (42-78-21-00). Jusqu'au 22 novembre.

**GUYMARD.** Est rock clip. Galerie Recorcy-Pugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 19 décembre.

**HENRI HAYDEN.** Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-31-96). Jusqu'au 21 novembre.

**GOTTFRIED HONIGGER.** Black and white. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 novembre.

**STEFAN DE JACER.** Galerie Icy Bruchot, 33, rue Godefroid (43-54-22-40). Jusqu'au 22 novembre.

**ASCER JORN.** Peintures des années 1948 à 1969. Galerie Fabien Rinaldis, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 29 novembre.

**FRANÇOISE JOURDAN-GASSIN.** Galerie Marie Perceat, 3, rue Jacques-Culot (40-46-03-08). Du 13 novembre au 6 décembre.

**LARDERA.** Galerie Eric Galford, 2, rue de Mézière (45-42-45-60). Jusqu'au 16 décembre.

**STEPHEN MAAS.** Sculptures. Galerie Philippe Cuisi, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 20 décembre.

**LOREDO.** Peintures en relief. L'œil de bœuf, 58, rue Quinquempoix (42-78-36-66). Jusqu'au 20 décembre.

**CHARLES MARC.** Galerie Jacob, 22, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 6 décembre.

**JANIS NIELSEN.** Paris-Copenhague 1912-1919. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 13 décembre.

**GEORGES NORL.** Galerie Hervé Odenrot, 43 bis, rue du Faubourg-Saint-Henri (43-46-92-38). Jusqu'au 3 décembre.

**PAUL OSIPOW.** Galerie Leif Stahl, Cour Delaplat, 37, rue de Cha-

ronne (48-07-24-78). Jusqu'au 6 décembre.

**RAFOIS-CASAMADA.** Galerie d'Art, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 13 décembre.

**ERKEHART BAUTENSTRAUCH.** Images spatiales. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 6 décembre.

**VIERA DA SILVA.** Galerie Joanne Bache, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 22 novembre.

**PIERRE SOULAGES.** Peintures de 1984 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

**GERALD THUPINIER.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-25-91-10). Jusqu'au 29 novembre.

**TOMISLAV.** Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 30 novembre.

**TROMEUR.** Photographies. Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 6 décembre.

**En province**

**ARRAS.** Baseline. Centre culturel Noroit, 6, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 21 décembre.

**BORDEAUX.** Marie-Françoise Postaya (sculptures 1984-1986); Richard Tuttle (« Wire places » 1972). Musée d'art contemporain, emporio Labat, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 23 novembre.

**BOURG-EN-BRESSE.** Valère Novrelin. Musée du Roux, 43, boulevard du Roux (74-22-22-31). Jusqu'au 31 novembre.

**SIDIEMÉ SALON D'ART CONTEMPORAIN.** Place Grenette (74-22-57-56). Jusqu'au 23 novembre.

**CLERMONT-FERRAND.** Edmond Pigeon. Galerie Gastand, 7, rue du Tonal (73-92-84-10). Du 13 novembre au 6 décembre.

**FONTVEAUD.** Ateliers internationaux des Pays de la Loire 1986. Abbaye royale. Jusqu'au 21 décembre.

**GRENOBLE.** Magasin; ardoises; Anne Lécroix; collages. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun (76-54-09-82); Photoletto: le temps de sauter; Une Sgarbie. Centre national d'art contemporain. Magasin, site Bouteville-Vallée, 155, cours Berriat (76-21-95-84). Jusqu'au 11 janvier.

**LILLE.** Matrices, peintures et dessins du musée Fouché et du musée de l'Érudition. Place de la République. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 5 janvier 1987.

**LIMOGES.** Raoul Hausmann. 88 photos, photographes, pictogrammes et photographes. Centre culturel Jean Gagnant. Avenue J. Gagnant (55-33-70-10). Jusqu'au 25 novembre.

**LYON.** Alexandre Trummer, 50 ans de création. Institut Lumière, 25, rue du Président-François (78-00-86-08). Jusqu'au 14 décembre.

**MARSEILLE.** Musée Saint-Pierre-Art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot (78-30-50-66); Jean-Michel Sassegnol, Palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux (78-28-07-66); Guillaume Bp. Maison des expositions de Lyon, place Bellecour (78-30-50-66).

**MARSEILLE.** Musée d'Art Moderne, jusqu'au 4 janvier; Créer dans le créel. Jusqu'au 9 décembre; Bernard Fauson: image blanche. Jusqu'au 11 janvier. Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité (91-54-77-75).

**MARCO-EN-BARCEL.** Le symbolisme et la femme. Fondation Septentrion (20-46-26-37). Jusqu'au 30 novembre.

**NICE.** Philippe Favier. Jusqu'au 7 décembre; François Perroin; Anat H. Haher. Du 18 octobre au 7 décembre. Villa Arson, 20, avenue Stephen Liégard (93-84-40-04).

**RENNES.** Gloria Friedmann. Halles centrales. Place Honoré-Comte (99-78-18-20). Jusqu'au 29 novembre.

**ROCHECOUART.** Raoul Hausmann (rétrospectives, peintures, photos, photographes, collages, dessins). Musée départemental d'art contemporain (55-77-42-81). De 14 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 14 décembre.

**SAINT-QUENTIN.** Christoform. Musée Antoine Lécuyer, 28, rue A.-Lécuyer. Du 15 novembre au 12 janvier.

**LES SABLES-D'OLONNE.** Le Fragment et le Hérisson. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun.

**TOULON.** Kijun, trente ans déjà. Jusqu'au 7 décembre.

**TOULOUSE.** Bernard Vivie. Espace Crin Baragon. Jusqu'au 6 décembre.

**TOURCOING.** Jean Fastrier. Estampes. Jusqu'au 13 décembre; Autor de l'expedition internationale des industries textiles. Jusqu'au 24 janvier. Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Doumer (20-25-38-92).

**THOYES.** James Ensor. L'œuvre gravé. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 15 décembre.

**VALENCE.** L'œmbli affligé la maldre. Les machovistes italiens. Jusqu'au 30 novembre. Musée de Valence, 4 place des Ormes.

**VILLENEUVE-D'ASCQ.** Glas Pass - La légende dorée 84/86. Musée d'art moderne, allée du Musée. Jusqu'au 7 décembre. Six peintures contemporaines italiennes. Musée d'art moderne (20-45-42-46). Jusqu'au 4 janvier.

**VILLEURBANNE.** Daniel Buren. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Du 15 novembre au 15 février.

**CHAILOU THEATRE NATIONAL**

**L'ECHANGE**  
Paul Claudel - Antoine Vitez  
Grand Théâtre 47.27.81.15  
Du 6 novembre au 24 décembre à 20h30  
Le 27 décembre à 17h. Dimanche à 15h  
Relâche dimanche soir et lundi

**LES VOISINS**  
Vinauer/Françon

LE MONDE: Une très grande soirée - LIBERATION: Un titre de reconnaissance et de confiance - LE FIGARO: Belle machine à broyer les âtres - LE MATIN: Joyeux communicative - L'HUMANITÉ: Quatre acteurs de classe.

THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

**LE TRIOMPHE DU FESTIVAL D'AVIGNON**

**AUBERVILLIERS**  
GROUPE TSE  
PIERRE DUX

**LA TEMPETE**  
SHAKESPEARE  
Adaptation: Jean-Louis CURTIS

Mise en scène: Alfredo ARIAS

THÉÂTRE DE LA COMMUNE  
Location: 48.34.67.67 et 3 FNAC.

**THEATRE 71 MALAKOFF** 46.55.43.45

du 12 au 30 Novembre

**LA PETITE WONDER**

Mise en scène: Wladyslaw ZNORKO  
parle COSMOS KOLEJ

## Première sortie mondiale

## RAT BOY

L'ENFANT-RAT

c'est si dur d'être différent...

"Etrangement attachant..."

L'émotion des vrais mélodrames

hollywoodiens."

LIBERATION

"Film délicieux, inspiré, abouti,

bouleversant..."

LE PARISIEN

"Le résultat est étonnant et dénote

un vrai talent de réalisation."

FRANCE SOIR

"Un cadeau inespéré..."

Une maîtrise impressionnante."

LE MONDE

"Le merveilleux film

de Sondra Locke."

LES CAHIERS DU CINEMA

WARNER BROS. présente UNE PRODUCTION MALPASO "RAT BOY - L'ENFANT-RAT".  
Avec SONDRALOCKE Produit par FRITZ MANES Musique composée et dirigée par LENNIE NIEHAUS  
Producteurs associés DAVID VALDES et BOB THOMPSON Ecrit par BOB THOMPSON Réalisé par SONDRALOCKE









## Informations « services »

..... (Communication donnée avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



S»

## Un risque sérieux de déficit

credi 12 novembre au cours d'une conférence de presse, l'attribution l'an prochain à l'Antenne 2 et FR 3 de 100 à 150 millions de francs supplémentaires prélevés sur les excédents des recettes publicitaires réalisés cette année par l'audiovisuel public. Une « rallonge » nécessaire pour permettre à ces deux sociétés d'affronter les inévitables « surenchères » du privé.

Reste à savoir si tout cela permettra à l'audiovisuel public de traverser la zone de turbulence qui s'annonce...

**PIERRE-ANGELE GAY.**

(1) Télédiffusion de France (TDF) est en outre autorisée à emprunter 180 millions de francs pour la réalisation des équipements nécessaires aux télévisions et radios privées.

du BLIM vise projet Métropole de la fréquence pour implanter le coup, porte-parole de la commission des eaux, Ammay, Banque des L'amen à prétend, lui-même télévision dominamment musico du voile sur ce chaque jour à ses musicales plus 22 heures, ronale basée sur r et beaucoup de public: ce pour les chutes

vont pour les télévisions locales un minimum de programme propre qui empêcherait la constitution d'un vrai réseau.

**JEAN-FRANÇOIS LACAN.**

de cinéma, a créé  
un club, et le média-  
nisme... Les  
Le temps des  
franchouille  
Hitchcock, et  
Brothers ». Sam  
et moi avions  
été en 1960 avec  
Les  
L'année 2 avec  
pas l'importe  
des 60 en noir et  
à décollant  
dans les 50 et  
c'était, faux chi

que et une brama de souvenirs  
indiscutable des âges de la vie.  
Thierry la fronde », Belle et  
Sébastien... Voyons, c'était la  
petite dame et la fête autour du  
poste de dimanche d'extar-  
et Sherry », c'était bien la 6e.

Les  
connaissances »  
Bonanza », Le Saint »  
Legardeur... C'était un peu plus  
tard, avant la « Dynastie des Pen-  
tyl ». De TV 6, un épisode d'un faire  
en 1960 du passé, une 1865-montage.  
Les kids ne y trouvent guère, qui y  
trouvent leur compte et prennent

d'avait joué à ce et fait de l'altérité, banderoles, le principe de la condamnation. Sans fusion possible, comme une graine et les séries des bouches-tout-à-fait oules creuses ou les rondes, les boudes les langues bonnes quand condamner le télé à n'être connaître qu'à trop en dire, dit-on, à trop en dire, et pasent les

Beimondo pour lancer en direct un programme, siffloter un générique, évoquer un souvenir, plus sûrement une passion. Faites preuve de convivialité, de chaleur et d'humour ! Ça crée des liens, non, l'amour de la 1616 !

**ANNICK COJEAN.**

**ANNICK COJEAN.**

	(en millions de francs)							
	TDF	INA	A2	FR3	RFO	Radio-France	RFI	SEPT.
<b>BUDGET 1987</b>	2 827,9 (1)	376,4	2 511,3	2 735,7	640,1	1 824,3	362,8	300
dont :								
- redevances	87,1	124,1	765,7	2 260,7	587,4	1 731,3	362,1	300
- pécunifité	-	-	1 565	350	35	-	-	-
- ventes commerciales	1 044,9	77,2	15	43,6	-	43,5	0,3	-
- versements des sociétés publiques	1 637,4	117,1	-	-	-	-	-	-
<b>Fonctionnement permanent</b>	3 962	919	1 327	3 294	771	3 107	430	nc.
(- 10)	(- 32)	(- 36)	(- 102)	(- 12)	(- 97)	(- 97)	(- 97)	-

(\*) A ces chiffres, il convient d'ajouter les 142,2 millions de francs des crédits alloués en 1987 à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) inscrits au budget des services de l'administration.

**L'hebdomadaire socialiste l'Unité** est en panne à la grande fin d'une partie de la rédaction. Celle-ci a reçu, **lundi 10 novembre**, une lettre personnelle de M. Claude Estier, directeur du journal et sénateur PS de Paris, qui, arguant du déficit de l'hebdomadaire, leur demande de **ramener à leur troisième mois** la section du **Service National des Journalistes (SNJ)**, qui représente un peu moins de la moitié des vingt journalistes de l'Unité, s'est aussitôt réunie pour réclamer un échelonnement dans versement de ce troisième mois et des précisions sur le déficit. Celui-ci serait de l'ordre de 1,5 millions de francs, la moitié de dettes envers l'imprimerie et l'URSAF, ainsi que de l'érosion des abonnements.

Selon Nicole Chaillot, rédactrice

Nom  
 Prénom  
 Adresse  
 Code postal  
 Ville

Je désire recevoir :  
 La pochette « Mérovingiens » 75 F  
 Les deux pochettes « Carolingiens » 150 F  
 Les trois pochettes 225 F. Paiement par :  
☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal  
☐ Mandat-lettre

Date ..... Signature .....  
 Prière de libérer le courrier et les  
 paiements à l'ordre de :  
**REGNAUD V. RIBERO - 287 LA BEU  
 63700 ORBÈY (FRANCE)**

## Le Monde CADRES

### Vos atouts : le contrôle de gestion + l'audit

Vous possédez la pratique du contrôle de gestion et de l'évaluation des entreprises, acquise au cours d'une expérience de plusieurs années dans ce type de fonction. Vous avez prouvé votre sens des **METHODES**, vos **CAPACITES DE CONTACT** et de **DIPLOMATIE**.

Vous êtes le

### Contrôleur de Gestion de notre groupe publicitaire.

Très proche du Comité de Direction et collaborateur direct de notre Secrétaire Général et Directeur Financier, vous apporterez votre expérience et vos qualités en participant :

- au niveau des affaires propres à la Société Mère, à l'établissement des budgets et aux analyses financières nécessaires aux prises de décision et à la gestion.
- au niveau des participations prises dans le cadre du développement de notre Société (France et étranger) :
- analyse financière et évaluation des entreprises,
- établissement de budgets prévisionnels,
- étude de la rentabilité des investissements,
- suivi, analyse et contrôle de gestion.
- analyse des projets.

Vous êtes motivé par une fonction très complète, nécessitant des contacts et des déplacements, au sein d'une entreprise dynamique : adressez votre dossier de candidature à notre conseil en précisant vos motivations sous réf. 419 à Christine d'AUBIGNY qui vous assure de sa totale discrétion.

VALEURS

Conseils en ressources humaines  
59, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE  
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

### IMPORTANT GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICES

Leader sur son marché  
(situé à Paris-Ouest)

Recherche pour son Secrétariat Général un(e)

### JURISTE

- Le/la candidat(e) sera chargé(e) sous la responsabilité du Secrétaire Général de prendre en charge la vie juridique des filiales, participer à la négociation et à la rédaction des contrats, conseiller les entreprises du Groupe sur toute question relevant du droit commercial et du droit social.
- Formation minimum Maîtrise de Droit des Affaires, très bonne maîtrise de l'anglais, expérience nécessaire de 2 années.
- Qualités requises : rigueur, sens des relations et dynamisme.
- Possibilités d'évolution au sein du Groupe.
- Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions  
au MONDE PUBLICITE, sous n° 7.018  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### BEFS RÉALISATION

société d'ingénierie  
Leader dans le domaine de la séparation et purification de produits chimiques  
par la cristallisation

recherche  
dans le cadre de la mise en place de son plan informatique

### LE RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

de formation grande école ou équivalent.  
Il aura pour mission dans un premier temps :

- La participation à la définition du plan informatique qu'il sera chargé de mettre en œuvre ;
- La responsabilité de la bonne marche du service informatique ;
- La conception des applications en liaison étroite avec les utilisateurs ;
- L'analyse fonctionnelle (inventaire et procédure de saisie des informations, circuits des documents) ;
- L'analyse organisationnelle destinée à la programmation ;
- L'établissement des jeux d'essai de chaînes ;
- La rédaction des manuels d'utilisation des applications ;
- La responsabilité du budget et du planning.

Ce poste suppose un esprit d'analyse, de synthèse et d'organisation et permettra d'évoluer vers le contrôle de gestion.

Une première expérience souhaitée (non impérative) sur mini (Micro-Vax ou similaire) et sur l'architecture des réseaux.

Lieu de travail : MULHOUSE.

Rémunération en fonction des qualités et de l'expérience du candidat.

Poste à pourvoir immédiatement.

Les candidats doivent adresser leur C.V. + lettre manuscrite au  
service du personnel, Madame Thérèse BILLAUT BEFS RÉALISATION  
7, rue Gay-Lussac, B.P. 1437, 68071 MULHOUSE CEDEX.

## SECTEURS DE POINTE

### Responsable méthodes et qualité

#### Informatique

270.000 +

Paris - Le service informatique d'un grand groupe financier national développe d'importantes applications informatiques et recherche le responsable des méthodes de conception et de réalisation.

Dépendant de la Direction des Systèmes d'Information, il aura pour missions la recherche, l'expérimentation et la promotion de méthodes et outils relatifs à la conception, à la réalisation de systèmes d'information et à la conduite de projets avec le double souci d'accroissement de la productivité des équipes et d'amélioration de la qualité des produits. Son action comprendra la définition des normes minimales à respecter, l'assistance nécessaire aux services concernés et la production de la documentation correspondante.

Le candidat, de formation ingénieur grande école ou équivalente, a une expérience de 4 à 5 ans dans la conduite de projets et une très bonne pratique des méthodes et outils. Le poste requiert le goût des contacts, du travail en équipe et une grande capacité de persuasion. Poste évolutif.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et photo sous référence LD62/M à Henri BOUET.



SEMA-SELECTION

16, rue Barbès 92128 MONTROUGE CEDEX.

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

CENTAURE VISIONIC, Société de matériels de haute technologie (conception, construction et commercialisation de systèmes informatiques et robotiques liés à la vision artificielle), recherche dans le cadre de son expansion pour son Département Recherche & Développement

### INGENIEUR CHEF DE PRODUIT

De formation grandes écoles, vous avez 5 ans d'expérience comme chef de projet ou responsable d'étude.

### INGENIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou avec une première expérience (2 à 3 ans) vous avez une formation ingénieur.

Chargé du développement de logiciels, vous travaillerez en relation directe avec le Chef de Projet. Une pratique temps réel serait souhaitable. Responsable et autonome, vous ferez preuve de dynamisme et d'un esprit ouvert.

Si vous êtes disponibles rapidement, merci de nous adresser CV, photo et prétentions, en précisant le poste choisi.

40/44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.



CENTAURE  
VISIONIC

### « Propulsion navale » la nouvelle génération

#### région nantaise

Nous sommes un Etablissement d'Etat, spécialistes des Appareils-Moteurs. Nous mettons en œuvre des technologies avancées. Nous sommes assurés d'une importante charge d'études et de travaux étalés sur plusieurs années et recherchons un Ingénieur.

#### Responsable des développements de moteurs Diesel

Chargé de l'évaluation et de l'adaptation de moteurs Diesel, il sera également responsable des activités techniques relatives au suivi en service de ces moteurs qui équipent les bâtiments de la Marine Nationale.

Ce poste, d'un grand intérêt technique, entraîne des relations importantes avec l'extérieur et nécessiterait à : soit un ingénieur confirmé en moteur Diesel spécialisé en propulsion navale et en groupe électrogène, soit un jeune ingénieur (ENSTA, Centrale, Mines) ayant une bonne connaissance technique. Un diplôme ENSPM serait alors apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo, sous la réf. 1051, à D. FRANCESE - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - ALGER - MARSEILLE - NANTES - NICE - NORD - ANGERS - AUCUTAYVILLE - BREST - CAEN - MONTLIVERT - ROSEY - QUIMPER

### Nous

Sommes la filiale d'un groupe européen en pleine expansion et nous sommes connus pour l'excellence de nos produits. Nous recherchons, pour notre usine de CAEN, un :

### INGENIEUR QUALITÉ

Il sera chargé du contrôle ENTRÉE, de la qualité et de la fiabilité des composants électroniques et électriques. Il travaillera en étroite relation avec la fabrication, les achats, le développement et sera en liaison directe avec les fournisseurs qu'il rencontrera en France et en Allemagne.

### Vous

êtes ingénieur et vous avez une première expérience industrielle. Vous maîtrisez parfaitement les techniques de mesure et de contrôle. Vous savez mettre en œuvre les outils statistiques et informatiques. Vous aimez la négociation et vous la menez avec fermeté et diplomatie. Vous pratiquez l'Allemand.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, prétentions à notre Conseil Marc LEGRAS qui traitera confidentiellement votre dossier.

### IMLP

149, route de la Délivrande, Pérenville IV  
14000 CAEN  
Réf. : 200.01

Nous réalisons des systèmes complexes de haute fiabilité et de haute sécurité et des produits d'informatique spécialisée. Nous employons 2.600 personnes, principalement en proche banlieue Sud de Paris. Notre établissement de PALAISEAU recherche

### INGENIEUR COMMERCIAL vente terminaux graphiques

#### en région parisienne

Il développera la clientèle existante et recherchera une clientèle nouvelle pour des produits performants, au sein d'une petite équipe. Une première expérience de la vente dans le secteur de l'informatique industrielle et du processus de contrôle sera particulièrement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, prétentions) à M. MOIC, COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - D.E.H. 99, av. A.-Briand 92120 Montreuil.

CSEE

مكتبة الامم



مكتبة المجلد

**Le Monde**  
**CADRES**

**Le département de la Seine-Saint-Denis**  
recrute, par voie de détachement,  
pour sa Direction des Affaires Domestiques et Juridiques :

**1 CHEF DU SERVICE JURIDIQUE**

- Objectifs :**
- Tenue des contentieux ;
  - Conseil juridique aux directions départementales.
- Formation et expérience :**
- Généraliste du droit à dominante de droit public ;
  - Formation ou expérience en animation d'équipes pluridisciplinaires ;
  - D.E.A. en droit + expérience.
- Convient à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat ou des collectivités territoriales.

**1 CHEF DE SERVICE DU PATRIMOINE IMMOBILIER**

- Objectifs :**
- Diriger un service composé de deux bureaux qui gèrent l'ensemble du patrimoine immobilier du département ;
  - Réaliser les acquisitions et les cessions ainsi que les classements et déclassements dans le domaine public ;
  - Gérer les baux, prêts et dons ainsi que les copropriétés.
- Formation et expérience :**
- Expérience en gestion administrative publique ;
  - Formation à dominante juridique.
- Convient à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat ou des collectivités territoriales.

**1 CHEF DE BUREAU DE LA GESTION DU PATRIMOINE**

- Objectifs :**
- Assurer la bonne gestion des biens immobiliers dont le département est propriétaire, copropriétaire ou locataire.
- Formation et expérience :**
- Gestion administrative publique.
- Convient à un fonctionnaire de catégorie A de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi qu'à des organismes HLM ayant acquis une certaine expérience.

**ATTACHÉS**

- De formation juridique (préciser la dominante dans la formation et l'expérience acquises).

**1 TECHNICIEN**

- Objectifs :**
- Assister le directeur dans l'estimation des biens immobiliers à acquérir, à vendre et à louer ;
  - Assister les services dans les négociations qui portent sur ces biens.
- Formation et expérience :**
- Elaboration de devis et estimation ;
  - Connaissance du marché de l'immobilier.
- Convient à :**
- Un ingénieur des villes ou de l'Etat polyvalent bâtiment/voies ;
  - Un fonctionnaire pratiquant des estimations aux services fiscaux ;
  - Un collaborateur d'expert.

ADRESSER CANDIDATURE et C.V. détaillé à :  
Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux de la Seine-Saint-Denis  
124, rue Camot, 93009 BOBIGNY Cedex.

Agence Expert-Comptable  
recherche NS-14, Ecrite  
HAYAS Agence 303894.

AGENCE FINANCIERE  
DE BASSIN  
SEINE - NORMANDIE  
recherche

**INGÉNIEUR**

Pour dépollution des échantillons  
industriels (Papeterie, textile...)

Ad. lettre + C.V. + photo à  
A.F.B.S.M.  
51, rue Salvador-Allende  
92027 NANTERRE CEDEX.

Ecole privée secondaire  
Paris (100000)  
un croissant recherche  
DIRECTEUR  
justifiant impérativement de 5 ans d'expérience à temps  
complet dans l'enseignement  
secondaire, comme Directeur,  
Surveillant Général ou Professeur.  
Ad. C.V., lettre manuscrite  
et photo à M. SIMON  
70, rue Cardinet, 75017 Paris.

En Paris et région parisienne  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
HS DPS 7 et DS 2  
Connaissance PAC impérative  
INSET-ETT 45-08-97-28  
20, rue Turbigo, 75002 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITE  
recherche

**COMPTABLE  
UNIQUE**

Expérimenté, multi-tâches, pour  
tenue complète comptabilité

Adresser lettre manuscrite  
+ C.V. + photo + prétentions  
à PROMO J - 9, rue Lagrange  
75008 PARIS.

Importance 100 Industrielle  
MOSELLE recherche

**INGÉNIEURS**

Ecole nationale supérieure  
d'ingénieur, Supélec, IEG ou  
équivalent, pour des services  
techniques, SE et fabrication.  
Débutants ou avec expér.  
Rémunération moyenne.  
Ecrire à S.594  
Publicité Réunies  
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

**Gestion Ressources Humaines**

Nous sommes un des premiers noms de l'immobilier.  
En chiffres cela veut dire : 18 000 personnes occupées à gérer 75 000 logements.  
Promouvoir et faire vivre dans les faits notre politique de Développement Social : telle est  
aujourd'hui notre priorité. Nous vous proposons d'en être, auprès de notre Direction Générale,  
un des acteurs-clés.  
Vous créez la fonction "Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines". Vous en définissez  
les objectifs et les moyens. Vous lui donnez sa vraie dimension opérationnelle et stratégique.  
Votre expérience de plusieurs années en recrutement, qualifications, formation, systèmes  
d'appréciation et de rémunération... vous a préparé à l'autonomie et à l'action "innovatrice" que  
requiert cette responsabilité.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous référence  
GP III M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DES SYNTAC.

**FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL  
POUR LA SUCCURSALE FRANÇAISE  
DE DISCO + SEIER EUROPE**

Si vous avez une vocation commerciale/clients,  
si vous êtes organisé et ambitieux...

Contactez-nous immédiatement à notre siège en Suisse,  
pour repenser et étendre notre importante part du marché  
français du matériel pour la fabrication de semi-conducteurs (70% du marché mondial).

**RÉPONSE RAPIDE  
CURRICULUM VITAE EN ANGLAIS.**

Décision avant fin nov. 1986, engagement début 1987.  
disco + seier ag

Ensemble 1, CH-8289 Kreuzlingen.  
Tél. : (19) 41-72-72-44.

**École Nationale Supérieure  
d'Ingénieurs  
Région Ouest Littoral**

recherche

**INGÉNIEUR SUR CONTRAT**

- Fonctions :**
- chef du laboratoire d'électrotechnique
  - organisation et gestion des moyens matériels et humains du laboratoire ;
  - définition et animation des activités d'enseignement du laboratoire en liaison avec la direction des études de l'école ;
  - encadrement pédagogique des travaux pratiques ;
  - suivi de projets de fin d'études.

**Profil :**

Ingénieur ayant quelques années d'expérience en centre technique, organisme de conception ou de réalisation. Aptitudes pour l'enseignement et les contacts humains. Bonnes capacités d'organisation. Curiosité d'esprit.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie, sous n° 8.170 M,  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montesson, Paris-7.

**NOUS SOMMES UNE BANQUE FRANÇAISE**  
de taille moyenne  
(3 milliards de bilan, 300 personnes)

**NOUS RECHERCHONS :**

**LE RESPONSABLE DE NOTRE  
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE A PARIS**

Il voudra participer à notre gestion globale  
et utiliser les moyens et les méthodes les plus modernes.  
Il devra avoir un diplôme d'études supérieures, une expérience bancaire de plusieurs années  
et savoir s'intégrer à une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, photo et prétentions au  
MONDE PUBLICITE, sous n° 8.161  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS.



**BUREAU DE  
CONTROLES**  
recherche pour  
son Agence de  
BORDEAUX

**Ingénieur**

diplômé Grande Ecole

Compétence technique - expérience  
BAEL et Charpente Métallique.  
Activité en B.E.T. pendant 3 à 5 ans sou-  
haitable.

Adresser C.V. et prétentions  
à C.E.P.  
29, rue Grand-Lebrun  
33200 BORDEAUX.

**Établissement financier  
(40 personnes)  
spécialisé dans la gestion  
de patrimoines**

RECHERCHE

**JURISTE**

ayant de très bonnes compétences générales juridiques  
et fiscales,  
10 ans d'expérience dans un service juridique de banque  
Il aura à conseiller la société pour ses opérations bancaires  
et la clientèle.  
pour des problèmes de gestion de patrimoines.

Adresser C.V. détaillé à : SOGIP  
29, rue de Berri, 75008 PARIS.

**INTERNATIONAL**

**A challenging career in Artificial Intelligence**

An internationally oriented organisation is creating, for its Brussels based headquarters, an "Artificial Intelligence" department in order to develop and market highly sophisticated "Knowledge based" systems, applied to the field of international finance.  
To support this entirely new division, we are looking for

**A.I. Engineers**

(m/f - 160/LM)

The A.I. Engineers for "Knowledge Engineering" program, update and maintain the inference engine and its database according to specification and discussion with experts.  
The A.I. Engineers for "Product Environment" program, update and maintain the DP environment of the inference engine and its database, according to specific functional requirements.

The successful applicants will be self-motivated persons who need a strong EDP/mathematics/engineering education with A.I. specialisation, and a working knowledge of LISP and/or PROLOG and of VAX machine line and/or equivalent. Fluency in English is essential, other languages a definite asset. Good team spirit is required.

Working conditions are excellent and financial terms will be commensurate with experience.

Please submit your detailed resume and photo to our consultants:  
Jerry RUBIN -  
Personnel Consultant -  
chaussée de La Hulpe  
185 - 1170 Brussels.



**A challenging career in Artificial Intelligence**

An internationally oriented company is creating, for its Brussels based headquarters, a department of "Artificial Intelligence" in charge of developing and marketing highly sophisticated "Knowledge based" systems, applied to the field of international finance.  
To support this entirely new division, we are now looking for

**A.I. Field Engineers**

(m/f - ref. 161/LM)

whose position objective will be to provide the Field Manager, to whom they report, with expertise in the integration of A.I. in the international Banking environment.

Their main tasks will be:  
□ to ensure the integration of current or future A.I. products within the operational banking environment, through visits to banks and their own expertise; □ to prepare marketing support material and participate in demonstration, presentation to prospects, etc.; □ to ensure final developed products meet agreed objectives of quality, reliability and maintainability; □ to follow-up Bank contacts and coordinate requests for customisation improvements or modifications; □ to analyse the competitive situation of the department's products.

Besides an engineering degree, the candidates should have a strong EDP background, excellent communication skills as well as a business oriented mind. A proven experience in A.I. will be considered a pluspoint. Fluency in English is essential, other languages a definite asset. Their open personality ensures fast integration and good team spirit.

We offer excellent and stimulating working conditions and financial terms commensurate with experience.

Please submit your detailed resume and photo to our consultants:  
Jerry RUBIN -  
Personnel Consultant -  
chaussée de La Hulpe  
185 - 1170 Brussels.







هكذا من الأهل

# Le Carnet du Monde

## Décès

- M. et M<sup>me</sup> André Marcelle, leurs enfants et petits-enfants, Le comte et la comtesse Germain de Polaux de Saint-Romain, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Burras et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Burras et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre BURRAS, née Germaine Feltin,

décédée le 8 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 15 novembre, à 15 heures, en l'église de Concoches-Francoy (Côte-d'Or). Une messe sera dite à son intention, le jeudi 20 novembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris-16.

22, avenue Fochier, 1206 Genève (Suisse). Le Carillet, 43600 Saint-Romain-Lachellin, Impasse du Château-Normandie, 27930 Evreux. 3, rue Louis-Bouilly, 75016 Paris.

- M<sup>me</sup> J. B. Dujardin, M. et M<sup>me</sup> R. Dujardin, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jules Jean-Baptiste DUJARDIN, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, médaille d'or de l'enseignement technique, survenu le 7 novembre 1986, au Raincy.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Laurent, à Paris-10, angle des boulevards Magenta et de Strasbourg.

- M. et M<sup>me</sup> Bernard Louis Dumont, Ses enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M. Jean DUMONT, survenu le 11 octobre 1986, dans sa quatre-vingt-septième année, après une courte maladie. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. Une messe sera célébrée le samedi 15 novembre, à 9 h 30, à Saint-Germain-des-Près, à Paris-6.

71, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

## VENTE A CHARTRES

### GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 16 NOVEMBRE 1986

VINS FINS

OUVERTURE DE LA GALERIE 9 h 30

Vente de 8 à 13 h.

GRANDS CRUS ET PETITS CRUS dont Haut Brion 1981, Grand Cru 1985, 1989 et Chateau Yquem 1975, Lafite-Rothschild et Mouton-Rothschild 1982, 1987 etc.

### ART NEGRE A 14 HEURES

EXPERT M<sup>me</sup> ROUDILLON

206, bd St-Germain, Paris 7

Tél. : 42-22-66-87, OÙ VOUS TROUVEZ LE CATALOGUE descriptif des 206 n° des Sculptures : de Mail, de Côte d'Ivoire, du Zaïre, de l'Océanie, etc.

Expos. : Vend. 14-15/17 h., Sam. 15-10/12 et 14-17 h. et Dimanche 16 nov. de 10 à 12 h.

M<sup>me</sup> J. ET J.-P. Lelièvre

Com. Pr. Ass. 1, bis Pl. du Gal. de Gaulle 28000 Chartres. Tél. : 37-36-04-32.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie au Palais de Justice de Paris le JEUDI 20 NOVEMBRE 1986 à 14 h

### APPARTEMENT A PARIS 15<sup>e</sup>

5 et 7, rue Copernic - 2<sup>e</sup> étage. Entrée, 1 pcc, kitchen, s.d., b.m., w.c., rangement

M. A. PX : 150.000 F. S'adresser à Paris 15<sup>e</sup> Z. 42-21-01-20.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Paris le JEUDI 20 NOVEMBRE 1986 à 9 h 30

### APPARTEMENT A SAINT-MAURICE (94410)

119, rue du Maréchal-Ledoux et 12, av. des Carrières - 7<sup>e</sup> étage

4 Pccs Ppccs - Balcon-jardin M. A. PX : 450.000 F

2 Bccs - cave S'adresser : M<sup>me</sup> P. VARIOT, avocat 166 bis, Grande-Rue à Nogent-sur-Marne (94130) - Tél. : 48-72-43-88, M<sup>me</sup> W. DRIGUEZ, avocat, 6, rue Saint-Philippe-de-Nolai à Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 42-25-13-20.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 27 NOVEMBRE 1986 à 14 heures

### UN GRAND APPARTEMENT EN DUPLEX

sur la commune et 1<sup>er</sup> étage sur boulevard Général-Ledoux avec 2 caves et 2 EMPLACEMENTS POUR VOTURE

à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

MISE A PRIX : 1 300 000 F

S'ad. à M<sup>me</sup> Jean NOUËL, av. à Paris (7<sup>e</sup>), 26, bd Raspail. T. : 45-44-10-33. M<sup>me</sup> Marcel WISLIN, av. à Neuilly-sur-Seine (92), 7, av. de Madrid. T. : 47-47-25-30.

## Anniversaires

- Il y a sept ans que

Benedykt CRYNPAS

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

## Avis de messes

- L'Association du mémorial de l'X invite tous les polytechniciens et leurs familles à participer, le samedi 15 novembre 1986, à 11 heures, à la messe célébrée, comme chaque année, en l'église Saint-Etienne du Mont, à Paris-5, à l'intention des polytechniciens décédés.

## Communications diverses

- Jeudi 13 novembre, à 20 h 30, Danielle Krieger et Régine Wamstatter présenteront leur livre, *Cet soir encore Golda ne dormira pas*, éditions Jean-Claude Lattès, cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

## CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 59 F

Albums ..... 50 F

Communications diverses ..... 65 F

Renseignements : 42-47-95-03

## Le service de réanimation médicale de l'hôpital Henri-Mondor et les Sièges de

Maurice RAPIN

s'associent à la douleur de Marie-Claude, Katia, Stéphane et Emmanuel Rapin.

- Le président de l'université Paris-XII, Paris-Val-de-Marne, Le doyen et les assesseurs de la faculté de médecine de Créteil, Les membres du conseil de gestion de la faculté, L'ensemble des professeurs et enseignants de la faculté, Tout le personnel administratif, technique, ouvrier et de service de la faculté, L'ensemble de ses collègues de l'hôpital Henri-Mondor et des hôpitaux associés, ont la douleur et la tristesse de faire part du décès de

professeur Maurice RAPIN, doyen honoraire de la faculté de médecine.

- La président du conseil d'administration, Le directeur général et le président de la commission médicale consultative de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, Le président de la commission de surveillance, Le directeur et le président du Comité consultatif médical du groupe hospitalier Henri-Mondor - Albert Chenevier à Créteil, ont le regret de faire part du décès, survenu le 9 novembre 1986, de

M. le professeur Maurice RAPIN, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médecin des hôpitaux de Paris, chef du service de réanimation médicale et ancien président du Comité consultatif médical du groupe hospitalier, membre de la commission médicale consultative et président du Comité d'éthique de l'Assistance publique à Paris.

- La comité éditorial du « Concours médical »

a la grande tristesse de faire part du décès de

professeur Maurice RAPIN, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, professeur à la faculté de médecine, médecin des hôpitaux, membre du comité éditorial, survenu le 9 novembre 1986.

- M. et M<sup>me</sup> Philippe Rémond, ses enfants, M. Olivier Rémond, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robert RÉMOND, née Cécile Delphin, survenu le 8 novembre 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4 bis, allée F. Schmitt, 92210 Saint-Cloud.

## VENTE A VERSAILLES

### 200 TABLEAUX MODERNES

notamment par AIZPURI, BALANCE, de BELAY, CAHOURS, CREXAMS, DEMAN, DESNOYER, DETROY, DURENNE, GALL, GERMAIN, KLINO, LAUVRAY, LAVOINE, LEMAITRE, MACLET, MADELINE, MARTIN-FERRIERES, MARZELLE, MENGUY, L.-PH. MORETTI, NEUQUELMAN, OSTERLIND, PHING, J.-J. RENÉ, TRUPHEMUS, WILL et des écoles impressionnistes, post-impressionnistes, cubistes, contemporaines et de la fin de XIX<sup>e</sup> siècle

LE DIMANCHE 16 NOVEMBRE 1986, à 14 heures

CONTINUATION DE LA VENTE LE DIMANCHE 23 NOV., à 14 h

M<sup>me</sup> BLACHE, commissaire-priseur, 5, rue Rampeau, VERSAILLES

Tél. : (1) 39-50-65-66 +

Expo. vend. 14, sem. 15 nov., 9 h/12 h, 14 h/18 h

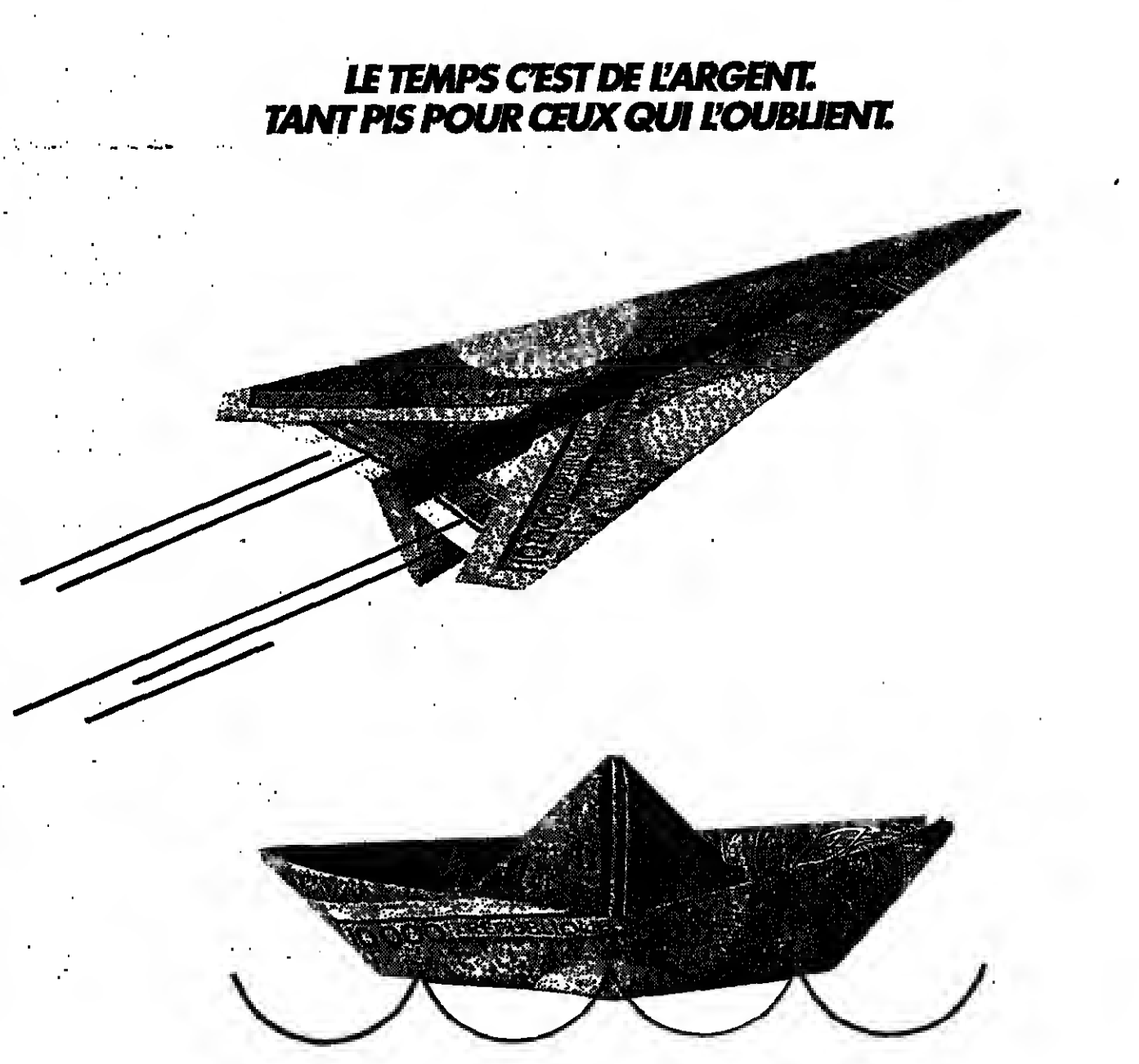
Catalogue sur demande

## Pour l'épée d'académicien de Sir Yehudi Menuhin

A l'occasion de l'élection à l'académie des Beaux-Arts, de Sir Yehudi Menuhin

Un comité s'est formé pour lui offrir son épée d'académicien. Les personnes souhaitant participer à la souscription ainsi organisée, peuvent le faire en adressant au Secrétaire du comité pour l'épée de Sir Yehudi Menuhin (Trésorier : M<sup>me</sup> M. Seguin) B.P. 21 - 93120 Chazay (France) un chèque bancaire libellé à l'ordre du « comité pour l'épée de Sir Yehudi Menuhin ».

## LE TEMPS C'EST DE L'ARGENT. TANT PIS POUR CEUX QUI L'OUBLIENT.



Faites le calcul et vous verrez vite que choisir UTA Cargo, et donc la voie aérienne pour votre fret, est bel et bien une manière d'économiser de l'argent.

Une immobilisation financière quasi inexistante, un stockage rendu inutile par la fréquence des vols, des délais de livraison garantis, un dédouanement facilité par les agents de la compagnie sur place, tout cela fait qu'avec UTA Cargo, le temps gagné est bien de l'argent gagné.

Chaque semaine, 37 vols UTA Cargo, assurés par des 747 combi ou tout cargo, desservent 29 des plus grandes villes africaines. Quand on n'a pas de temps et donc pas d'argent à perdre, c'est toujours bon à savoir. Consultez votre transitaire habituel ou UTA Cargo.

# UTA CARGO

UTA CARGO. NOUS EMPECHONS VOTRE ARGENT DE DORMIR.

Doyle Dane Barbois

# Le Monde

## RÉGIONS

### ALSACE

**STRASBOURG.** — Un nouvel échangeur autoroutier devrait permettre, dans quelques années, un meilleur accès à la péninsule sud de Strasbourg. L'échangeur d'Illkirch-Grattenfaden Nord, qui coûtera quelque 60 millions de francs, devrait être commencé en 1988. La région Alsace, la communauté urbaine de Strasbourg et le département pourraient en payer trois parts égales, après les subventions d'Etat. Mais le conseil général du Bas-Rhin, qui se propose d'en prendre la maîtrise d'ouvrage, a aussi suggéré à la Société alsacienne de supermarchés, qui exploite un hypermarché à proximité du futur échangeur, de soutenir l'opération.

### LORRAINE

#### Automatisation

Favoriser le développement de l'automatisation dans les entreprises est l'objectif du pôle national de productique que le CTBA (Centre technique du bois et de l'ameublement) vient d'installer à Malsbœuf, aux portes de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). Ce premier établissement décentralisé du CTBA a nécessité un investissement de 17 millions de francs et emploie quinze personnes.

« Tous les industriels du bois doivent se persuader que l'automatisation progressive des processus de production est un passage obligé vers une amélioration de la production », affirme M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture. Un exemple illustre son propos : l'assistance d'un ordinateur pour régler le débit des grumes ou des plateaux conduits à une amélioration des rendements de 10 % à 15 % par rapport aux opérations réalisées manuellement.

### MIDI-PYRÉNÉES

#### L'amende ou le cinéma

Payer l'amende ou assister sur-le-champ à une séance de cinéma, c'est le choix qui a été proposé par les gendarmes, un mercredi du mois d'octobre, dans le Lot, aux automobilistes en infraction avec la limitation de vitesse. Cette opération originale a été mise en point par la préfecture du département, en accord avec le procureur de la République, dans le cadre d'une journée de sensibilisation sur la sécurité routière.

Durant la matinée de ce mercredi, les gendarmes ont procédé à un contrôle de vitesse dans la traversée du village de Saint-Pierre-Lafaille, un des « points noirs » sur la nationale 20, où la vitesse est limitée à 45 kilomètres-heure. Sur les trois cent cinquante véhicules contrôlés, vingt et un étaient en infraction.

Placés devant l'alternative procès-verbal ou séance de cinéma, les contrevenants ont tous opté pour la seconde solution. Ils se sont donc retrouvés dans l'école du village, où leur a été présenté un montage audiovisuel pour leur permettre de réfléchir sur les conséquences qu'aurait pu avoir leur infraction.

#### Vieillesse

Le comité économique et social de Midi-Pyrénées vient d'adopter un rapport dressant le bilan de la situation démographique de la région. Plusieurs conclusions s'en dégagent.

D'abord, le vieillissement grandissant, et grave, de la région : 22,6 % de personnes âgées de soixante ans et plus au lieu de 18,5 % en France entière, 28 % en Ariège. Ensuite, la natalité trop basse, qui ne permet plus, depuis longtemps, le renouvellement naturel de la population : le nombre moyen d'enfants par femme en Midi-Pyrénées est de 1,6 au lieu de 1,88 en France entière, alors que le taux nécessaire au renouvellement des générations est de 2,1.

On note aussi des transformations importantes dans la population active. Celle-ci s'est accrue de 130 000 personnes entre 1962 et

### A CERGY-PONTOISE, EN MAI 1987

## Mirapolis, parc à la française

**M**IRAPOLIS. De mir, merveille, et polis, ville. La villa aux merveilles. Trente-six animations sur 55 hectares en pleine ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Le premier parc d'attractions français à avoir dépassé sans grand éclat le stade du projet est en construction à une trentaine de kilomètres de Paris. Son ouverture est prévue pour les premiers jours de mai 1987. Illustrant les légendes et les mythes de « chez nous », depuis Gargantua jusqu'à la forêt de Brocéliande en passant par la ville d'Ys, Mirapolis attend trente mille visiteurs par jour. Son installation aura coûté 500 millions de francs.

L'architecte Anne Fourcade, lorsqu'elle avait eu l'idée d'un parc à la française, avait retenu le thème de Marianne. Thème trop politisé et écarté au profit d'un autre, mis au point par l'équipe de techniciens qui s'était formée à ses côtés et tournant autour des contes et légendes d'Europe. Guy de Boisgrollier, directeur général de Paris-Parc — un transatlantique d'Haecht — a ainsi souligné comme d'un projet complètement fou » que les financiers rejetaient.

La Saoudienne Ghazi Pharon — un des actionnaires du Club Méditerranée — fut le premier à croire au projet, le premier aussi à poser sur la table les 2 millions de francs nécessaires pour lui donner corps. La société Paris-Parc était née. Restait à préciser le projet. « Il existait en France une vingtaine de parcs de parcs, dont trois ou quatre sérieux comme Disneyland, Astérisland et les Schtroumpfs. Tous se réfèrent à des bandes dessinées, explique Guy de Boisgrollier, ce qui les limite d'autant. Nous, nous avons voulu faire jouer la féerie avec la haute technologie. Nous nous réservons la possibilité de créer par la suite d'autres parcs similaires. Mirapolis est un nom générique. »

Sur les 500 millions de francs qui coûtent la construction du parc, 191 millions ont été directement pris en charge par les actionnaires de Paris-Parc, composés pour moitié de sociétés étrangères (indienne, marocaine, saoudienne et hollandaise) et de sociétés françaises (le groupe Pharon, la Caisse des dépôts, la Compagnie des wagons-lits, la Compagnie générale des eaux, l'entreprise Jean Lefebvre, le Club Méditerranée et Sodex-Parc). Des emprunts ont ensuite été contractés auprès de banques désormais plus compréhensives. Deux filiales ont été créées, la première avec la Compagnie des wagons-lits pour assurer la gestion des quelques vingt restaurants prévus dans le parc, et la deuxième avec Hachette pour gérer les commerces.

« Nous jouons à fond les capitaux privés, commente Guy de Boisgrollier, mais le gouvernement ne peut prêter le libéralisme et fausser la concurrence en accordant des subventions à d'autres parcs. Il ne peut maintenir pour nous la TVA à 18,6 % et la réduire à 7 % pour Disneyland, comme il en est question. »

Indépendants des pouvoirs publics pour les capitaux, la société Paris-Parc a voulu l'être également pour les équipements. Avec pour devise : ne rien devoir à personne pour avancer plus vite. Le site d'une ville nouvelle convenait parfaitement. « Cergy-Pontoise nous offrait un site exceptionnel, avec des infrastructures déjà existantes. »

Construit sur le territoire de Courdimanche, une des onze communes de la ville nouvelle, le futur parc d'attractions s'étendra, dans une première étape, sur 55 hectares. Mais son extension sur une quarantaine d'hectares supplémentaires est déjà prévue. A trente minutes de l'aéroport de Roissy, Cergy-Pontoise sera dès 1987 relié à Paris par le RER, tandis qu'une bretelle de l'autoroute A-15 — financée par Paris-Parc — mettra

Mirapolis à trente minutes de la capitale. Vaud pour 26 millions de francs, le site était, à l'origine, destiné à devenir un « centre de grands équipements », formula vague qui laissait la porte ouverte à toutes les suggestions.

Un parking de 8 000 places est prévu, ainsi qu'un autre pour 300 autocars. Neuf cents personnes travailleront à Mirapolis, dont deux cents à temps plein — le parc sera ouvert durant six mois de l'année : 350 auront am-  
ployés à la restauration, 200 à l'animation, 200 à la technique, 100 dans les commerces et 50 à l'administration. L'embauche sur place sera privilégiée.

« Il faudra gérer le parc comme un plateau de cinéma, explique encore Guy de Boisgrollier, chacun pourra y exercer tous ses talents. Les neuf cents employés seront aussi neuf cents acteurs qui pourront être utilisés, à côté de professionnels, à autre chose qu'à leur job principal. »

Au programme de la visite du futur parc, quatre espaces festifs : un premier pour les enfants sur le thème des quatre saisons ; un deuxième sur le thème de la ville d'Ys, avec le visage d'une femme, couché sur l'eau, habité de monnaies, de levers, d'hologrammes réalisés par la SFP ; le monde du futur sera celui de Léonard de Vinci, avec une exposition portant sur toutes ses inventions et une machine à remonter le temps permettant au génial Italien, robotisé, de raconter son siècle ; Gargantua enfin, un géant de 35 mètres de haut surmonté d'une



tête de 11 mètres et un corps immense à l'intérieur duquel 120 « globules » feront fonctionner les organes. L'estomac abritera un restaurant.

Quatre théâtres s'adresseront surtout aux créateurs. Le premier, de verdure, comptant 900 places, se spécialisera dans la danse folklorique ; un deuxième de 800 places, le théâtre des merveilles, dans la magie ; un troisième, pour 250 enfants, dans les marionnettes ; le grand chapiteau de 1 250 places pourra abriter des spectacles de danse et de jazz.

Dans Mirapolis, on trouvera pile-môle des trains, des bateaux pirates, la descente de rapides, un labyrinthe, des dragons, des animaux, des robots, un manège de 54 chevaux de bois, et l'ère des impressionnistes avec la reproduction du site de Giverny où vécut Monet... « Le parc ne vivra que s'il est capable de renouveler chaque année dans une nouvelle attraction », conclut Guy de Boisgrollier.

JACQUELINE MEILLON.

blent à celles de la Picardie ; particulièrement la betterave et la pomme de terre.

La Chine a l'intention d'importer des techniques de sélection de semences (en particulier de pommes de terre). Les Chinois ont décidé, en effet, de faire de la transformation de pommes de terre (chips, purée...), mais leurs tubercules ne se prêtent pas bien à cette industrie. Ils souhaitent donc importer une nouvelle variété. Ensuite, il faudra construire des usines. C'est pourquoi la convention prévoit d'« explorer des voies de coopération » pour la mise en place d'entreprises mixtes.

### RHÔNE-ALPES

#### Eau privée pour Lyon

Le conseil de la Communauté urbaine de Lyon (COURLY) vient de confier à la Compagnie générale des eaux la production et la distribution d'eau potable pour la ville de Lyon et quatre communes de l'agglomération lyonnaise.

Avec ce nouveau contrat, qui prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 1987 pour une durée de trente ans, le groupe privé aura désormais en charge la distribution de 76 millions de mètres cubes d'eau par an à 236 500 abonnés représentant 1 million d'habitants. Ce contrat, outre l'alimentation en eau potable de Lyon, Chassieu, Décines-Charpieu, Meyzieu et Meyzieu, confie également à un groupe privé la gestion de deux usines de production d'eau, dont les débits quotidiens sont de 300 000 mètres cubes pour celle de Crétin et 600 000 mètres cubes pour celle de Croix-Lauiet.

La Générale des eaux, qui a remporté ce contrat face à la Lyonnaise des eaux, a décidé un programme d'investissement de 300 millions de francs pour l'installation de conduites de gros diamètre et la construction de nouveaux réservoirs.

Dans le cadre de la privatisation des services municipaux, la Générale des eaux avait remporté l'an dernier des contrats similaires, notamment pour l'équipement de Paris rive droite, Lille, Arignon et Stes.

#### Du sport pour les handicapés

Une association de parents de handicapés, amis, éducateurs, de la région Rhône-Alpes, et principalement de la Loire, prépare l'ouverture, dans ce département, à Montbrison, en avril 1988, d'un Institut régional d'insertion par le sport (IRIS) des handicapés mentaux. Ce dernier sera la première expérience française en ce domaine. Les fondations du bâtiment qui accueillera l'institut sont terminées. Il coûtera un peu plus de 20 millions de francs, dont plus de la moitié de subventions diverses.

Trois constats sont à l'origine du projet. Les mesures existantes dans la société pour faciliter la vie quotidienne des handicapés physiques n'ont pas d'équivalent pour les handicapés mentaux. Le sport est un excellent outil éducatif. Pour l'instant, l'ensemble majoritaire des handicapés mentaux évoluent en lieu clos, en dehors de la vie sociale. Le nouvel institut permettra aux enfants (de dix ans), aux adolescents et aux adultes affligés d'un handicap léger, moyen ou profond de sortir de leur milieu naturel, de vivre un certain temps avec des amateurs sportifs encadrant d'ordinaire les populations « normales ».

L'institut sera édifié sur un terrain de 30 hectares, en pleine nature. Il comprendra un bâtiment d'accueil, quatre pavillons d'hébergement pour soixante personnes, un bâtiment administratif et de nombreuses installations sportives. Il recueillera, pour des durées variables, des pensionnaires vivant d'ordinaire en institut médico-pédagogique ou médico-professionnel, en centre d'aide par le travail, en hôpital psychiatrique ou dans leur famille.

Autre originalité du projet : le refus de l'assistance. Aucune subvention de fonctionnement n'a été demandée. Le handicapé autofinancera ses activités au centre, soit en mobilisant les aides légales existantes, soit par le produit éventuel de son travail. (Projet IRIS, 2, boulevard Gambetta, 42600 Montbrison. Tél. : 77-58-60-61.)

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Michel Carle, Jacques Fortier, Daniel Martignasse, Pascale Monnier et Jean-Louis Tils. Coordination : Jacques-François Simon.

### PAYS DE LA LOIRE

#### Electronique à Nantes

La première promotion de l'Institut de recherche et d'enseignement supérieur des techniques électroniques vient d'achever sa première année de formation. Ces vingt-quatre étudiants seront les premiers ingénieurs de l'IRESTE, inscrit au contrat de plan Etat-région et pivot du futur technopôle de Nantes.

La construction de son bâtiment définitif sera financée par la ville, le département et la région, et son fonctionnement assuré par le ministère de l'Éducation nationale. La DATAR et les industriels régionaux prendront en charge l'acquisition du matériel.

Toujours à Nantes sera ouvert fin 1987 un laboratoire du CNRS, l'Institut de physique et chimie des matériaux. La DATAR participera

à sa construction aux côtés du CNRS et des collectivités locales.

**NANTES.** — Du 25 au 27 novembre, au cours du « Salon à l'envers », les exposants ne seront pas les vendeurs, mais les acheteurs de grandes entreprises. L'idée d'une exposition d'acheteurs, initiée à Orléans et à Lyon, a été retenue par les acheteurs mais aussi par les industriels de la région nantaise. La région a décidé d'apporter son soutien à cette initiative (renseignements : tél. 72-22-33-44).

### PICARDIE

#### Des chips pour la Chine

La Fédération du Crédit agricole de Picardie a signé une convention de coopération avec le « Crédit agricole » des trois provinces du nord-est de la Chine (Liaoning, Jilin et Heilongjiang), dont les cultures ressem-

### TROP D'INSÉCURITÉ POUR LES TOURISTES

## La Corse perd un « village »

**G**ENTILS membres et gentils organisateurs ne retrouveront pas l'année prochaine le chemin du village de vacances de Santa-Giulia, un des trois villages du Club Méditerranée de Corse. Installé depuis 1958 dans un golfe de la côte orientale, entre Porto-Vecchio et Bonifacio, le village ferme ses portes cette année, trois ans avant 1989, l'échéance d'un bail qui prenait fin après trente ans d'exploitation. Le Club ouvrait ses portes une centaine de jours par an à quinze mille touristes, en employant deux cent vingt personnes et en servant en pleine saison quelque trois mille repas par jour.

Selon Gilbert Trigano, PDG du Club, le village de Santa-Giulia a fermé parce que la tranquillité et la sécurité du village n'étaient plus assurées. « Nous avons eu un été 1986 difficile, déclare Gilbert Trigano, avec des hold-up, des prises d'otages et des cas qui ont brûlé. Nous faisons un métier de paix, nous ne pouvons fonctionner que dans la paix. Nous ne pouvons continuer comme cela. »

Il est vrai que la liste des déboires de Santa-Giulia tient de la litane : 200 000 francs volés

lors d'un hold-up, le 17 septembre 1985 ; treize casques incendiés en 1986 ; 3 000 francs volés lors d'un hold-up avec prise d'otages, le 4 septembre 1986 ; un attentat à l'explosif en avril 1983 et un autre le 12 juin, tous deux perpétrés par l'ex-FLNC. En quatre ans, une dizaine d'agressions.

Aujourd'hui, le terrain où avait été installé le village va donc être repris par ses anciens propriétaires. Parmi eux, Jaborcose Pandolfi, conseiller général de Serra-di-Scopemène, et la famille d'un avocat célèbre du barreau, M<sup>re</sup> Antoine Sallacaro. Jean-Marc Ettori, un autre propriétaire, interrogé sur la position du PDG du Club Méditerranée, parle, lui, de bluff : « Le départ du Club était programmé depuis l'an dernier, dit-il. Après trente ans d'exploitation, il était dans un état lamentable. 3 millions de francs seraient nécessaires pour le remettre en état. D'autant plus que, depuis la fermeture, fin septembre 1986, le camp a été entièrement saque. »

A ce refus d'investir à nouveau, à trois ans de la réalisation du bail, s'ajoute une raison

écologique, estime Jean-Marc Ettori : « Le Club, dit-il, déversait la totalité de ses eaux usées dans un étang situé en bord de mer. Les analyses faites par la DASS prouvaient que près de l'étang la plage était à la limite de l'interdiction de baignade. En 1985, un arrêté municipal avait demandé au Club de ne plus déverser ses eaux dans l'étang. »

Pour créer un nouveau village de vacances sur le terrain de Santa-Giulia, une société a été constituée, notamment par Jean-Paul Pandolfi, le fils de Jaborcose Pandolfi, ainsi que par trois architectes, parmi lesquels Charles Colonna d'Istria. Elle se propose d'ouvrir un « nouvel espace touristique », qui, précise-t-on, « fera appel à des employés locaux et fera ses achats entièrement sur place ».

Quoi qu'il en soit, les deux autres villages du Club Méditerranée de Corse, à Sant'Ambrogio et à Cargèse, continueront d'accueillir GM et GO dès le saison prochaine. « La-bas, estime Gilbert Trigano, nous avons la paix et la tranquillité : il n'y a pas de raison que nous partions. »

NOËL FANTOM.

مكتبة المجلد



## POINT DE VUE

### La nouvelle prospérité

par Alain Madelin  
ministre de l'Industrie  
des P et T  
et du tourisme

« **M**ADE IN France », ou « made in monde » ? Le style avec lequel l'économie est présentée porte une marque française. Et pourtant, il est le produit complexe d'une économie mondiale.

Son dessin est français, mais il fait appel à la chimie allemande et à l'industrie internationale des colorants. Il intègre les cours de matières premières comme l'or, le caoutchouc ou le pétrole. Il utilise des technologies issues de la culture scientifique mondiale. Qui pourra jamais décrire les machines, les connaissances, les moyens de transport qu'il a fallu mobiliser pour fabriquer tous les éléments qui composent le style ?

En outre, il vise un marché mondial. Au dix-neuvième siècle, une entreprise produisait pour son marché local et vendait ses surplus sur le marché régional. Au tournant du vingtième siècle, la concurrence s'est élargie à la dimension nationale. Aujourd'hui, avec le développement des moyens de communication, pour un nombre croissant d'entreprises françaises, c'est le client japonais, allemand ou américain qui commande.

La nature des produits se transforme également. Dans leur composition, ils entrent désormais plus de matières grises que de matières premières : recherche et développement, activités publicitaires et commerciales, maintenance... Ainsi, la valeur d'un médicament ne dépend pas des quelques molécules qui le composent, mais de la recherche qui a mis en évidence leur efficacité thérapeutique.

L'absence de ressources naturelles n'est donc plus, pour un pays, un obstacle majeur. L'exemple de la Suisse ou du Japon en témoigne. La clé de la compétitivité, c'est l'invention, l'imagination, le goût de créer et le talent d'entreprendre.

Une économie qui fait appel à des ressources immatérielles, qui puise son énergie dans l'intelligence, tourne de plus en plus vite. Les réactions du marché sont de plus en plus rapides. Dans le domaine des micro-ordinateurs, il s'écoule moins de huit mois entre le moment où les bureaux d'étude commencent à concevoir une nouvelle ligne et celui où l'acheteur peut en disposer sur les rayons de vente.

#### Davantage de liberté

Comment gérer une économie de plus en plus complexe, mondialisée et changeante ? On a longtemps cru que la réponse à cette complexité croissante passait par la centralisation, la planification et la multiplication des interventions publiques. Or, sur un marché où interagissent les comportements de millions d'individus, où se combinent des milliards d'informations, la vraie réponse — on le redécouvre aujourd'hui — consiste en davantage de liberté et d'autonomie pour les acteurs de la vie économique.

En ce sens, le recul de l'Etat n'est pas une option idéologique définie à l'avance, mais une donnée réaliste qui s'inscrit dans l'évolution du monde.

Il existe en effet un système efficace, sélectionné par l'évolution historique, pour gérer l'économie : le système des prix. Dans une économie de marché, le prix est un message qui synthétise et communique une somme d'informations et d'espérances. Permet la multitude du signaux qu'il transmettent, les prix donnent aux producteurs les informations nécessaires pour connaître les aspirations des consommateurs, pour savoir comment leurs concurrents utilisent au mieux les ressources rares : non seulement les matières premières, mais aussi et de plus en plus les flux financiers et le talent des hommes.

Les interventions de l'Etat, si limitées soient-elles, appauvrissent et paralysent cette information. Elles empêchent le producteur de percevoir le désir des consommateurs et de rechercher la combinaison optimale des ressources.

Or le dynamisme économique repose précisément sur l'utilisation judicieuse de ces deux ressources essentielles : la ressource financière et la ressource humaine.

En France, malheureusement, la « machine » à mobiliser les ressources a plutôt fonctionné comme une « machine à gaspiller ».

Lorsque la mobilisation des ressources se fait sur le marché finan-

cier, l'épargne est continuellement orientée vers les secteurs où la rentabilité du capital est la plus élevée. Grâce à l'ensemble des informations mondiales qui parviennent sur les marchés, l'épargne cherche à s'investir dans les secteurs les plus prometteurs et dans les entreprises les mieux gérées.

Lorsque l'Etat envahit l'économie, lorsque la mobilisation des ressources s'effectue sur le « marché politique », la machine tourne à l'envers. Les entreprises qui ne parviennent pas à trouver assez de clients, qui ne réussissent pas à convaincre leurs actionnaires de leur apporter des fonds propres, ou leurs banquiers, des crédits, font appel à l'Etat, c'est-à-dire aux contribuables.

#### Marché financier ou marché politique

Le marché politique, où joue le loi de la puissance et de l'influence, se substitue au marché économique, qui reconnaît le seul loi de la performance.

Ainsi, l'économie entre dans un cercle vicieux. Par la fiscalité, cet interventionnisme baptisé « politique industrielle » pénalise l'épargne des entreprises et des particuliers, et assèche les marchés financiers. Ces derniers ne peuvent plus jouer leur rôle, ce qui justifie les interventions publiques sous prétexte de « polluer l'insuffisance des marchés financiers ». La pression fiscale retire les moyens d'agir des mains des créateurs de richesse. Les entreprises efficaces peinent pour celles qui le sont moins ; les PME rentables peinent les déficits des grandes entreprises publiques (le seul secteur public industriel a perdu plus de 90 milliards de francs de 1981 à 1985).

Au cours des cinq dernières années, la machine s'est encore enlaidie, sous forme de filières, de plans sectoriels, sous couvert de « reconquête du marché intérieur ».

Entre 1980 et 1986, les aides à l'industrie ont augmenté de 240 % pour atteindre 86,2 milliards de francs. Le seul budget du ministère de l'Industrie s'est élevé à 13,9 milliards en 1981 ; à 38,1 milliards en 1986.

Résultat : notre compétitivité s'est fortement dégradée. Entre 1980 et 1985, la France a perdu près du cinquième de ses parts de marché. La pénétration du marché intérieur par les importations de produits manufacturés s'est accrue de 6 %, la production industrielle a stagné, les investissements français ont tout juste retrouvé, en 1985, leur niveau de 1979.

Il est donc urgent d'inverser ce mécanisme pervers qui a gaspillé les ressources humaines en pénalisant l'effort et en décourageant la création ; urgent de renverser le courant qui a entraîné dans les sables stériles des flux financiers croissants.

Optimiser les ressources humaines, mais aussi les ressources financières : voilà les clés de notre politique.

Le projet de budget pour 1987 porte la marque de cette volonté. La réduction des aides publiques permet d'alléger la fiscalité sur les ménages et les entreprises ; pour ces derniers, baisse de l'impôt sur les sociétés, allègement de la taxe professionnelle, suppression progressive de la taxe sur les frais généraux, diminution des taxes sur l'énergie, possibilité de déduire la TVA sur les communications téléphoniques.

Il s'agit de libérer l'épargne pour lui permettre de féconder l'économie ; il s'agit aussi de permettre aux entreprises de reconstituer leurs marges, pour leur donner les moyens d'investir et de créer des emplois.

Il faut miser, enfin, sur notre seule vraie ressource : la ressource humaine et, pour cela, favoriser la création et la transmission d'entreprises, récompenser la réussite mais aussi l'effort.

Tel est le sens des mesures que prend le gouvernement pour faciliter les reprises d'entreprises par ceux qui ont une volonté d'entreprendre pour étendre et amplifier le régime des stocks options, pour permettre que, grâce à un investissement, chacun puisse percevoir concrètement les conséquences de son action et que ses talents soient récompensés.

Toutes ces mesures vont dans le même sens : reconnaître le rôle fondamental que joue l'industrie des hommes dans le processus de création de richesses.

Il existe en France un appétit de réussite. C'est par la relance des incitations individuelles à produire, à entreprendre, à épargner, à prendre des responsabilités que nous trouverons la voie d'une nouvelle prospérité.

### La modicité des crédits consacrés à la consommation sanctionne le déclin du consumérisme

Associations de consommateurs et Institut national de la consommation (INCC) sont réunis à la portion congrue dans le projet de budget de 1987 : - 22 % pour les premiers, - 9,3 % pour le second. L'INCC perdrait seize postes de salariés, sur cent quarante, dont quatre journalistes, ce qui entraînerait des licenciements effectifs. Les sommes consacrées par le contribuable à la défense de ses intérêts de consommateur passent ainsi du 105 à 91,3 millions de francs.

M. Michel Pain, président du conseil d'administration de l'INCC, devait monter au créneau dans une conférence de presse, ce mercredi 12 novembre, et tenter d'augmenter l'opinion à la fois sur les tâches de défense des consommateurs qui sont les siennes (études, essais comparatifs, recherches) et sur la mission d'information de l'INCC grâce à ses émissions de télévision (« D'accord, pas d'accord »), ses revues 50 millions de consommateurs et « Consommateurs-actualité » et ses forums télématiques.

Il y a fort à parier que cette démarche sera vaine. Il faut que les défenses du consommateur et de l'usager se rendent à l'évidence : le consumérisme s'est plus à la mode. La baisse des crédits budgétaires destinés à soutenir cette activité est le juste reflet de cette réalité, et les impérieuses nécessités de la rigueur budgétaire s'ont pas grand-chose à y voir tant sont faibles les sommes en cause.

La baisse momentanée du pouvoir d'achat, la crainte du chômage, ont peut-être en partie démotivé les Français qui, au demeurant, n'ont jamais en beaucoup la fibre associative. On peut penser aussi que, pendant vingt ans, le consumérisme a en grande partie atteint ses objectifs : la tâche législative et réglementaire a été largement accomplie et, simultanément, le comportement des consommateurs individuels s'est transformé. Chacun est devenu plus vigilant, plus exigeant dans ses achats d'achat.

On peut voir aussi dans cette baisse des subventions une juste sanction de l'incompétence et de la politique de Gribouille de la plupart des organisations. Celles-ci se sont multipliées à l'envi depuis 1978 : elles sont aujourd'hui une vingtaine ! Plus occupées à de stériles batailles de procédure, elles ont commis de fatales erreurs stratégiques. Leurs exigences et leurs revendications s'ont été que trop écoutées par le gouvernement socialiste : l'INCC devient un simple « outil au service des associations », ne compte plus de professionnels en son sein et ceux-ci ne sont que trop ravis de ne plus avoir de responsabilités dans les tests comparatifs, toujours dérangeants. L'accueil, dans toutes les instances — et elles sont nombreuses — de représentants des consommateurs, flâneur pour les organisations, a épuisé et dispersé leurs forces, les noyant sous des tonnes de papier. Le départ du ministère de l'Agriculture

de la direction de la répression des fraudes et son intégration à un trop éphémère ministère de la consommation facilitaient la fusion de cette direction avec celle de la concurrence et de la consommation dans le sein toujours accueillant et étouffant du ministère de l'Economie et des finances. Autre marché de dupes.

La politique de la consommation se fonde, tout naturellement, dans la politique libérale menée par le gouvernement. Le rétablissement de la concurrence et le libre fonctionnement des lois du marché doivent, désormais, suffire à protéger le consommateur et l'usager.

#### En attendant la bavure

Et pourtant... la baisse de qualité des produits a été, de tout temps, une des plus sûres méthodes d'augmentation invisible des prix. Nul ne semble s'inquiéter actuellement de la signification réelle, sous cet angle, de la baisse de l'inflation. La législation française possède, jusqu'à aujourd'hui, une réglementation des prix qui va disparaître et une réglementation de la qualité dont l'application est déjà plus ou moins en sommeil selon les régions. On ne contrôle pas avec sévérité les entreprises quand on leur demande de réajuster l'économie. An reste, la législation est muette sur les rapports qualité-prix.

Et pourtant... Rien n'a été fait pour résoudre ce que les juristes appellent les « litiges individuels ».

Le consommateur isolé victime d'un producteur, d'un distributeur ou d'un prestataire de services est totalement désarmé. Il n'a que la possibilité du recours traditionnel à la médiation et l'esté justice. Les conseils de nombreux jeunes avocats ne suffisent pas à gonfler cette difficulté.

Et pourtant... les banques qui, naguère, avec les pouvoirs publics imposaient aux Français l'usage de chèque, entreprennent aujourd'hui de faire payer à leurs clients leurs erreurs de gestion. Mieux encore, elles sont en train de leur imposer, toujours avec l'aide des pouvoirs publics, l'emploi de cartes de crédit tout à fait performantes sans toutefois avoir mis en place un système fiable garantissant à leurs clients qu'ils n'auront pas à pâtir des inévitables défaillances de la technique la plus perfectionnée. La justice s'occupera des litiges...

Mais tout ce discours est totalement dépassé. Dans l'angélisme absolu qui entoure actuellement l'entreprise, il est du dernier mauvais goût de dire que des bavures se produisent. Lorsque un consommateur a acheté un appareil qui se refuse à tout service, c'est qu'il l'aura cassé en s'en servant maladroitement et si ce n'est pas le cas, on le lui change, bien sûr ! Voilà...

Il faudra sans doute attendre un deuxième fait divers (le tale Morhange s'en est-il pas fait plus de quarante bébés ?) pour que le consumérisme renaisse de ses cendres.

JOSÉE DOYÈRE.

## De Triton à Hermès, les pionniers sont devenus les premiers.



Le 10 novembre 1986, l'aviation française a accompli une première historique : pour la première fois, un avion français volait sans hélices. Triton, premier avion à réaction français, effectuait son premier vol. Ceux qui l'ont conçu ont construit par la suite Caravelle, Concorde et Airbus : ils appartiennent à l'Aéropatiale. En 40 ans, Aéropatiale est fière d'avoir su prolonger cette œuvre de pionnier pour être toujours la première dans la recherche, l'innovation, les techniques avancées et l'industrie de pointe : avec les avions Airbus, les hélicoptères Écureuil, Dauphin et Super Puma, avec les

missiles Exocet, avec le lanceur Ariane et les satellites Météosat, Arabsat, TDF-1, avec les missiles nucléaires stratégiques du plateau d'Albion et des sous-marins lanceurs d'engins, Aéropatiale, l'une des premières entreprises aéronautiques et spatiales du monde, donne à la France les moyens de sa défense et à l'Europe ses plus grands programmes aéronautiques et spatiaux. De Triton, premier avion à réaction français à Hermès, premier avion spatial européen, Aéropatiale est toujours la première à concevoir l'aventure humaine.

**aéropatiale**

Déjà première en 1946, toujours en tête en 1986



## Transports

Timide progrès à Bruxelles

### Les Douze d'accord pour introduire plus de concurrence entre leurs compagnies aériennes

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant.

Les ministres des transports des Douze, qui étaient réunis, le lundi 10 et le mardi 11 novembre, à Bruxelles, se sont séparés sans être parvenus à s'entendre sur la manière de libéraliser les transports aériens à l'intérieur de la Communauté au cours des trois prochaines années. Cependant, M. Jacques Doulligues, le ministre français, a estimé que « des progrès suffisamment significatifs » avaient été accomplis et que « probablement la totalité des décisions pourraient être prises lors de la prochaine réunion du conseil, le 15 décembre ». M. John Moore, le ministre britannique, qui présidait la réunion, déçu que son projet de compromis n'ait pu être accepté, s'est montré plus sceptique, de même que les représentants de la Communauté européenne. Ce sont les pays méditerranéens de la Communauté — notamment l'Espagne et la Grèce — ainsi que le Danemark qui ont manifesté l'opposition la plus résolue.

Sur les problèmes de capacité, c'est-à-dire de répartition entre com-

panies nationales de l'offre de sièges sur l'ensemble des liaisons entre deux pays, les Français ont présenté une proposition à laquelle une large majorité de délégations s'est ralliée. Ce partage s'opère pour l'instant sur la base de 50/50. M. Doulligues a suggéré qu'on puisse passer à 45/55 pour les deux premières années, puis à 40/60 en 1989.

Les positions demeurent plus éloignées sur le problème des prix. Dans quelles limites ceux-ci pourront-ils être libérés ? Pour répondre, les ministres doivent s'entendre sur la manière de calculer les tarifs de base, sur la définition des périodes creuses et sur les conditions dans lesquelles des tarifs réduits et très réduits pourront être proposés durant ces périodes creuses. S'agissant du dernier point, les Français ont sensiblement assoupli leur position. Ils renonceraient à exiger que le passager reste la nuit du samedi au dimanche sur place avant de revenir. Cette règle dite « du dimanche » est destinée à écarter les hommes d'affaires du bénéfice des bas tarifs.

Ph. L.

### Arrêts de travail à la SNCF

#### Très faibles perturbations en banlieue parisienne

L'appel à la grève des conducteurs autonomes de la FGAAC ainsi que de la CFDT était très peu suivi à la SNCF à 9 h 30 ce mercredi 12 novembre. Selon la direction, le trafic était normal sur les grandes lignes, les TGV et le transport de marchandises. Sur les lignes de la banlieue parisienne, le trafic était également normal, sauf à la gare du Nord où deux trains sur trois circulent. La ligne B du RER est normale, de même que les dessertes régionales, à l'exception de Lille où on signale quelques perturbations.

### Grève des mécaniciens d'Air Inter

Le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) a déposé un préavis de grève à la compagnie Air Inter pour le jeudi 13 et le vendredi 14 novembre. Les officiers mécaniciens veulent ainsi protester contre la décision — vieille d'un an — de la direction de supprimer leur présence dans les Airbus A-320 qui entrent en service en 1988. Les équipages des appareils d'Air Inter sont actuellement composés de deux pilotes et d'un officier mécanicien. Le A-320 volera seulement avec deux pilotes. Selon la direction, la quasi-totalité des vols prévus devraient être assurés malgré la grève.

★ Renseignements à Paris : (1) 45-39-25-25.

## Etranger

### Les réformes du Comecon au centre du sommet de Moscou

Le sommet des dix Etats membres du Comecon (1) a pris fin le mardi 11 novembre à Moscou, après deux jours de travaux. Au cœur des débats, le problème du désarmement, mais surtout le lourd dossier de l'intégration économique des pays de l'Est, une semaine après la réunion, à Bucarest, des présidents du conseil de l'Organisation économique.

Si tous les pays membres du Comecon sont désormais d'accord pour désamorcer la mauvaise coordination du Comecon ainsi que les retards de livraison comme la mauvaise qualité des produits échangés, les intérêts restent profondément divergents. Contrairement à ses partenaires, qui espèrent toucher les dividendes de cinq années

d'austérité économique, l'URSS se retrouve à la case départ des années 70, en raison de la chute des prix de l'énergie.

La tentation est grande pour Moscou d'orchestrer une meilleure « intégration » économique des pays du Comecon, de promouvoir des « joint ventures » et une amélioration technologique pour ses propres besoins. Prêts à faire un effort de libéralisation de son commerce extérieur avec l'Ouest, l'URSS dispose auprès des « pays frères » de moyens de pression politiques mais aussi financiers, grâce à 15 milliards de roubles de créances accumulées, notamment auprès de la Pologne.

Une dette que les pays de l'Est ne réduiront pas de sitôt : les mécanismes de prix

pratiqués au sein du Comecon, notamment sur l'énergie, freinent le renversement de tendance des termes de l'échange qui finira par être favorable aux importateurs de gaz et de pétrole soviétiques ; liés par de nouveaux programmes d'investissements en URSS, les pays de l'Est ont, en outre, intérêt à s'approvisionner en énergie auprès d'un pays n'exigeant pas de paiement en devises fortes, même si Moscou exige en échange des produits finis d'une qualité croissante.

(1) Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS, Vietnam.

### L'URSS tâte prudemment le terrain pour les sociétés à participation occidentale

Démarches diplomatiques, prises de contacts avec des entreprises occidentales, les Soviétiques avancent à pas prudents sur la voie de l'établissement d'entreprises à participation étrangère, les « joint-ventures ».

Classés parmi les priorités de l'intégration entre pays de l'Est, lors de la session du COMECON qui s'est tenue du 3 au 6 novembre à Bucarest, ce choix prend des allures presque révolutionnaires quand il s'agit de la coopération avec l'Ouest. Il suscite un intérêt prudent des partenaires potentiels contactés par les responsables soviétiques en Europe, aux Etats-Unis comme au Japon.

Le but même de cette ouverture, préconisée par le numéro un, M. Mikhaïl Gorbatchev, et entérinée le 15 août dernier par le bureau politique, pousse les interlocuteurs de l'URSS à une certaine réserve. Les difficultés nées de la chute des cours du pétrole ont mis en lumière la nécessité d'une diversification des exportations de l'URSS et amené ses dirigeants à reconnaître que la seule importation de licences ou de biens d'équipement, déjà insuffisante pour répondre aux besoins de modernisation de l'industrie, devient en outre fort coûteuse. Pourquoi, à l'instar de nombre de pays — l'exemple chinois a été étudié de près — ne pas ouvrir les portes aux capitaux étrangers ? Surpris, mais assez séduits à l'idée de ce nouveau type de changement, les Occidentaux se

demandent encore aujourd'hui si cette porte ne sera pas simplement entrouverte et s'ils ont une chance d'y trouver leur compte.

Une directive soviétique datée du 15 septembre dernier offre un cadre alléchant aux candidats. Certes, les contreparties resteront sous contrôle soviétique. La participation extérieure étant limitée à 49 % du capital.

Mais l'apport étranger pourra se faire sous forme « de moyens de production modernes, de technologie, de licences, de know-how et de devises ». Incitations fiscales, possibilité de rapatriement des bénéfices, autonomie de gestion, les grands chapitres d'un véritable code d'investissement sont brossés à grands traits. Ils demeurent toutefois suffisamment vagues pour laisser la place à la discussion avant qu'une législation en bonne et due forme n'intervienne.

Avec pragmatisme, l'URSS a en effet demandé à des entreprises britanniques, françaises, canadiennes ou américaines de les aider à définir les impératifs et les besoins des entreprises occidentales. Mais aujourd'hui encore, les questions sans réponses demeurent nombreuses. L'objectif soviétique est de promouvoir la production de biens finis à exporter vers des pays à devise forte ou vers des pays du COMECON prêts à payer dans de telles devises. Les industriels occidentaux s'interrogent : « Ou les

Soviétiques envisagent une véritable gestion commune par voie contractuelle pour décider où vendre et à quel prix ou si leur faudra envisager des garanties pour éviter une concurrence déloyale sur les marchés tiers » souligne un financier qui suit de près ce processus.

Moscou n'a pas encore tranché. L'autonomie d'utilisation des devises convertibles engrangées par les contreparties pour l'achat de pièces détachées à l'étranger reste, également, à définir. L'idée de devoir obtenir à chaque fois une licence d'importation d'une administration comme pour sa pesantier en matière plus d'un. Eternel problème, celui du rapatriement des bénéfices est également loin d'être réglé. La tradition pour les paiements d'intérêt sur la dette soviétique envers l'Ouest, peut difficilement s'appliquer à des sociétés. « Les responsables financiers établissent un plan de paiement en devises sur la base d'hypothèses sur l'évolution des taux d'intérêt et ajustent le tir en fonction, en cas de mauvaises surprises, sur les avoirs soviétiques à l'Ouest », précise un banquier européen. « Un tel système pour l'évaluation a priori du montant des dividendes à rapatrier paraît beaucoup plus aléatoire ».

La discussion est donc loin d'être close. Un consultant américain estime que le pari vaut la peine d'être pris pour les très grandes entreprises et dans certains secteurs

où l'intérêt soviétique est évident, mais en évitant les secteurs de haute technologie stratégiquement sensibles — microélectronique, robotisation, biotechnologie, télécommunication. Ces secteurs « neutres » vont de l'agro-alimentaire au tourisme en passant, tout naturellement, par l'énergie.

« S'ils veulent éviter les déboires qu'ils ont connus dans un pays comme la Chine, plus souple mais plus imprévisible que l'URSS, les candidats au partenariat industriel ne doivent pas perdre de vue l'objectif fondamental de Moscou : exporter et non ouvrir son marché intérieur aux Occidentaux ». Pour le moment, « ils ne nous proposent pas ce qui nous intéresse le plus, un débouché de 272 millions de consommateurs », reconnaît un industriel qui estime que, en l'absence d'une plus grande souplesse sur ce point précis, les Soviétiques auront le plus grand mal à trouver des partenaires. Mais en cas de réactions par trop décevantes des Occidentaux, l'URSS risque de faire des concessions pression sur les entreprises déjà bien implantées : en l'absence de réponse positive, certaines pourraient se voir menacées d'une fermeture de marché. On le voit, la marge de manœuvre entre les intérêts de chacun reste, et restera encore longtemps, très étroite.

FRANÇOISE CROUNNEAU.

### LA PIÈCE QUI EMBELLIT L'ARGENT

A votre disposition dans les banques dans tous les bureaux de poste, et comptables du trésor.  
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION.

### Circonspection américaine

WASHINGTON  
correspondance

C'est un Soviétique, M. Iouri Tchervine, président de la société de commerce Amtorg et ancien président de l'Organisation du commerce de l'information soviétique, qui a annoncé à Washington que quinze firmes américaines comprennent des géants comme Monsanto et Occidental Petroleum négociant à Moscou des accords en vue de développer de nouvelles entreprises en URSS.

Consultés, les responsables américains de ces sociétés se sont montrés discrets. L'administration Reagan n'apprécie pas toujours la dynamique avec laquelle certaines entreprises recherchent les « marchés rouges » sans suffisamment prendre en considération les problèmes politiques et les risques de transferts de technologies qu'elles soulèvent.

Les secteurs prioritaires dans lesquels l'URSS veut attirer des sociétés occidentales sont l'ingénierie, l'industrie chimique, l'énergie, l'extraction de certains minéraux, l'alimentation et les biens de consommation, et ne concernent donc pas directement des domaines considérés comme « stratégiques » par les gardiens de l'avance technologique américaine (télécommunications, microélectronique, automatisation, informatique, etc.). Il n'en reste pas moins que, si les entreprises américaines se mettent en devoir de développer en URSS des joint ventures lucratives et bien gérées, elles ouvriront pour l'augmentation de la puissance soviétique et pour celle de sa capacité à distraire d'autres ressources à des fins militaires.

Dans sa déclaration, M. Tchervine fait état du décret du ministère du commerce extérieur de son pays visant à donner plus de pouvoirs à vingt et un ministères et à sélectionner sept entreprises d'Etat, à partir de janvier prochain, cela pour importer et exporter (le Monde du 12 novembre). La création d'écoles de gestion sur le modèle

des business schools américaines est à l'étude.

Devant la volonté ouverte des dirigeants soviétiques de rompre le cercle d'inefficacité créé par la planification centralisée, les réactions américaines sont diverses. Certaines, comme celle du négociateur commercial international des Etats-Unis, M. Clayton Yeutter, devant la demande d'adhésion de l'URSS au GATT (1) continuent à faire preuve de scepticisme : on rapatriera de la participation de l'URSS à l'institution régissant le commerce mondial lorsque la libéralisation économique interne aura débarrassé le lieu.

Des groupes de pression relativement nombreux cherchent, par contre, à obtenir du gouvernement un assouplissement des restrictions régissant les échanges avec l'Union soviétique. Pour augmenter leur impact, ils cherchent aussi à s'allier avec les lobbies juifs, car les Etats-Unis lient la libéralisation du commerce avec l'URSS à celle de l'émigration des juifs de l'Union soviétique.

Dans la pratique, les droits de douane sur les marchandises soviétiques sont dix fois plus élevés aux Etats-Unis que pour celles qui viennent d'autres pays. En dépit des ventes de céréales américaines, le commerce entre les deux super puissances a, en réalité, notablement diminué depuis les sanctions prises à l'encontre de l'URSS à la suite de l'invasion de l'Afghanistan des Etats-Unis vers l'Union soviétique de 40 % cette année par rapport à l'année précédente. Mais les achats des Etats-Unis sont qu'à l'ordre de 600 millions de dollars. C'est sans doute pour limiter une nouvelle dégradation des échanges que l'URSS envisage la création de nouvelles entreprises à participation américaine sur son propre sol.

JAQUELINE GRAPIN.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

### Confortable excédent du commerce extérieur japonais en octobre

La balance commerciale japonaise a enregistré un excédent de 7,8 milliards de dollars en octobre, le double de celui d'octobre 1985, mais en retrait par rapport au record historique de septembre (8,92 milliards de dollars). Les économistes japonais estiment que ces résultats devraient marquer un tournant vers une diminution des excédents. Les Européens peuvent être encouragés par l'évolution des échanges avec le Japon, le bond de 121,6 % des exportations de l'Europe a largement compensé la progression de 43,7 % de ses importations, permettant de réduire de moitié à 985,4 millions de dollars le solde positif nippon. Washington a, en revanche, des raisons de s'inquiéter : les exportations japonaises ont progressé de 24 % grâce aux excellents résultats de l'automobile et des biens d'équipement alors que les importations de produits américains n'augmentaient que de 6 %. Conséquence, l'excédent avec les Etats-Unis a atteint le niveau sans précédent de 4,99 milliards de dollars contre 4,83 milliards en septembre.

### Des patrons américains inefficaces et sans imagination

Les entreprises américaines perdent du terrain face à la concurrence japonaise et d'autres pays en raison de la « pusillanimité, de l'inefficacité et du manque d'imagination » de leurs dirigeants, a déclaré, samedi 8 novembre, à New York, le secrétaire adjoint américain au Trésor, M. Richard Darman, qui parlait devant des hommes d'affaires japonais. M. Darman a ajouté que les échecs enregistrés par les entreprises des Etats-Unis étaient fréquemment de la responsabilité de « dirigeants millionnaires », souvent plus intéressés « par leur progrès au golf que par la recherche et le développement ».

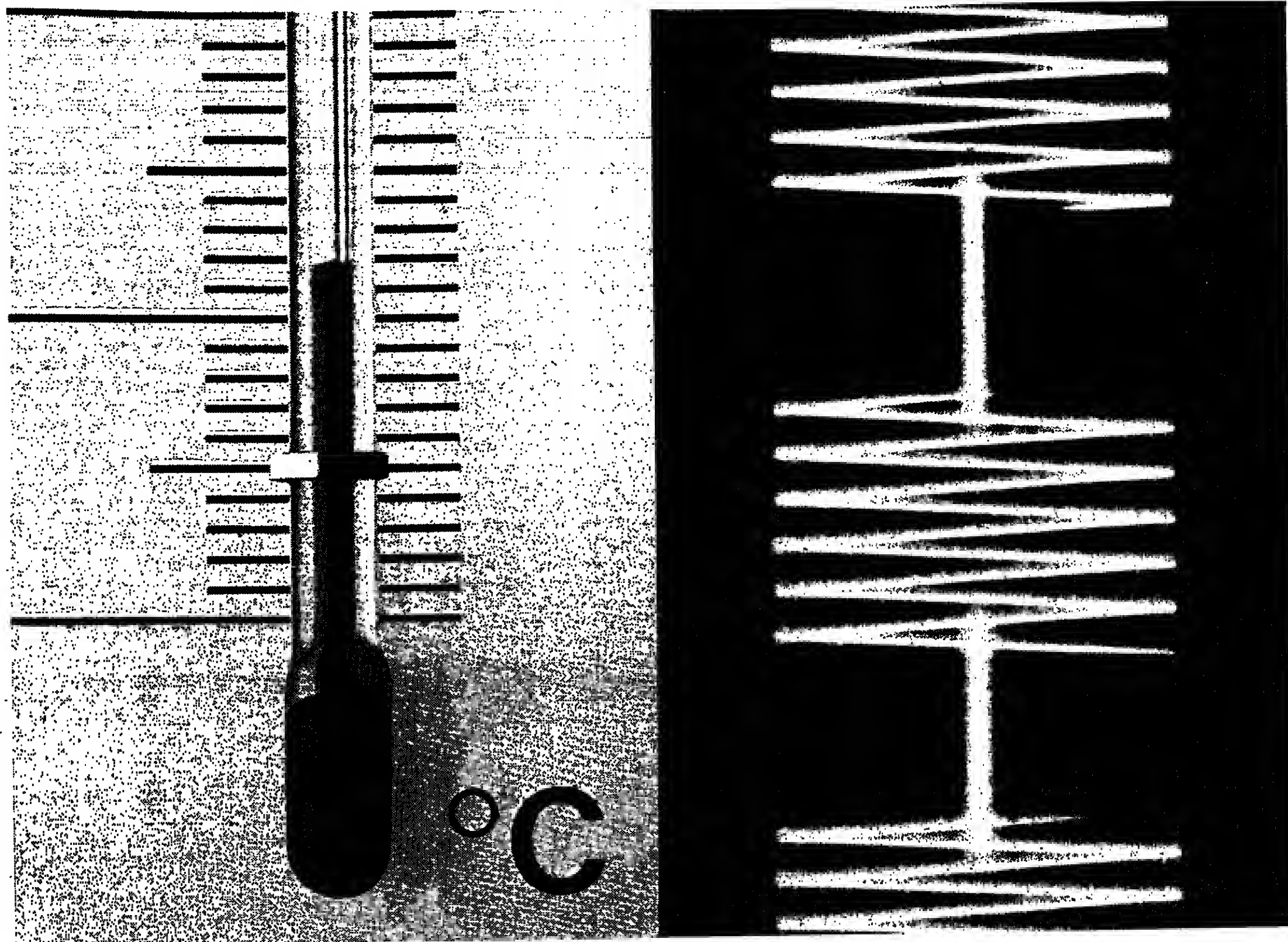
Il a également reproché à ces dirigeants leur manque d'ouverture sur l'étranger, soulignant qu'ils en savaient beaucoup moins sur les cultures étrangères que leurs collègues étrangers sur la culture américaine.

« Il n'est pas étonnant ainsi que les Japonais, les Coréens, soient capables de créer des produits de consommation concurrentiels pour notre marché alors que nous sommes souvent incapables de faire la même chose », a conclu M. Darman. — (AFP.)

كتاب الازهر



مكتبة العمل



## Du maxi-froid au micro-ondes.

C'est au début des années 30 avec son premier réfrigérateur que Bosch a domestiqué le froid.

Ce réfrigérateur Bosch a été le premier au monde proposé à un prix très abordable, car le premier fabriqué en grande série. Il donnait le départ de la cuisine moderne avec ses appareils électro-ménagers. Le four programmable, le robot, le congélateur devaient suivre.

Le congélateur a transformé les habitudes : grâce à lui, les ménagères se sont libérées de la contrainte des saisons. Le congélateur a remplacé les bœufs et permet de conserver davantage de produits d'une façon plus saine, en gagnant du temps.

Du temps, aujourd'hui, la maîtresse de maison en gagne aussi sur ses cuissons. Depuis le début des années 70, les micro-ondes sont utilisées dans la cuisine. Elles possèdent la propriété de ne réchauffer que les

molécules d'eau des aliments, et ceci en quelques secondes. C'est pourquoi un appareil à micro-ondes est idéal pour décongeler ou réchauffer rapidement les aliments. Mais les micro-ondes ne peuvent ni dorer ni rendre croustillant.

Avec le "Gourmet", Bosch contribue de nouveau au progrès en combinant micro-ondes, chaleur par le haut et par le bas, convection naturelle et grill infra-rouge.

Le "Gourmet" réunit toutes les possibilités culinaires souhaitables. C'est à la fois un four, un grill et un micro-ondes qui permet de dorer, griller, cuire, saisir, mijoter aussi bien que décongeler ou réchauffer.

Le "Gourmet" existe en plusieurs versions : appareils à poser ou à encastrer, avec ou sans table vitro-céramique incorporée. Il fait économiser temps et énergie, il cuit jusqu'à 5 fois plus vite

aussi bien les aliments frais que congelés.

Le "Gourmet" Bosch : un bon exemple de progrès qui apporte plus mais demande moins.

### Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1<sup>er</sup> atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

4.600 personnes  
5 usines (Rodez, Vanneux, Caen, Bonneville, Rumilly)  
4,8 milliards de chiffre d'affaires  
Plus de 1 milliard réalisé en exportation directe  
0,7 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH et ses autres filiales.

Pour toutes informations :  
Robert Bosch (France) S.A. 32, Av. Michelet,  
93404 Saint-Ouen, Tél. : 42.51.92.33.

**Bosch : 100 ans de progrès.**



**BOSCH**

## Affaires

## La Commission européenne examine les propositions de réduction des capacités de production d'acier

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Commission européenne devrait examiner, ce mercredi 12 novembre, la proposition faite par EUROFER, l'organisation qui rassemble les principaux groupes sidérurgiques de la CEE, de procéder, au cours des trois années à venir, à une réduction des capacités de production de 11,9 millions de tonnes, à la condition que l'organisation actuelle du marché, c'est-à-dire l'application de quotas obligatoires à 65 % de la production, soit maintenue (le Monde du 12 novembre).

Le projet d'EUROFER indique comment la profession envisage cet effort supplémentaire de restructuration. Il porterait davantage sur les produits plats que sur les produits longs, ce qui est dans l'ordre des choses puisque les entreprises adhérentes d'EUROFER contrôlent environ 90 % des premiers, alors que, s'agissant des produits longs, ce sont au contraire les indépendants qui assurent la majorité de la production. Les réductions de capacité seraient de 4 millions de tonnes, soit l'équivalent de deux ou trois sites pour les grandes bandes et les feuillards, de 4,5 millions de tonnes pour les tôles fortes, de 2,3 millions de tonnes pour les profilés lourds et moyens, de 1 million pour le fil

machine, de 100 000 tonnes pour les profilés légers.

Les propositions d'EUROFER embarrassent la Commission. « Il est difficile de ne pas prendre en considération un programme de retraite organisée présenté par les principaux intéressés. Un tel programme, s'il est effectivement exécuté, est préférable à une concurrence plus ou moins sauvage qui laisserait à coup sûr un certain nombre de firmes sur le carreau. Il va donc falloir composer avec EUROFER », explique un expert bruxellois. Que signifie composer ? Obtenir davantage de précisions, amener les professionnels à réduire leurs exigences, notamment en ce qui concerne la prise en charge par les pouvoirs publics du coût social des nouvelles fermetures, mais aussi accepter une certaine libéralisation du marché. La Commission a proposé que quatre produits actuellement contingents soient libérés : il s'agit des tôles galvanisées, des laminés marchands, du fil machine et des profilés légers. En signe de bonne volonté à l'égard de la profession, et pour faciliter un accord lors de la prochaine réunion des ministres de l'industrie, le 18 novembre, elle pourrait limiter ses ambitions dérogatoires aux deux premières catégories.

PHILIPPE LEMAITRE.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

Informatique :  
Burroughs + Sperry = Unisys

Le fabricant américain d'ordinateurs, Burroughs Corp., qui vient de se hisser au deuxième rang mondial du secteur après le rachat au printemps de Sperry, change de nom : il s'appellera Unisys. La nouvelle entité, si l'on prend en compte les chiffres de 1985, réalisera un chiffre d'affaires de 11 milliards de dollars pour 137 000 salariés. Unisys reste encore loin du numéro un, IBM (50 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour 405 535 employés).

Delattre-Levivier racheté  
par la Financière Bertin

Delattre-Levivier, en quête d'un actionnaire depuis la liquidation de Creusot-Loire en 1984, va être racheté par la Financière Bertin. Le syndicat de Delattre-Levivier, M. Pernot, a en effet choisi l'offre de cette société — une holding qui chapeaute des entreprises spécialisées dans la maintenance industrielle, un des secteurs-clés de Delattre-Levivier — parmi quatre candidatures. La Financière Bertin (environ 300 millions de francs de chiffre d'affaires) avait déposé la proposition la plus élevée : 70 millions de francs contre 42 pour Sidi-Général d'Ince, 40 pour les Chantiers Modernes et 38 pour Frematome associée à Dumaz et SAE (Société Auxiliaire d'Entreprise).

Delattre-Levivier (3 500 salariés) prévoit pour cette année un bénéfice de 35 à 40 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliard.

La Bank of America  
abandonne l'Europe

Présentant le lundi 10 novembre à Londres le plan de redressement de la banque californienne, M. Tom Cooper, le nouveau président de la Bank of America, a annoncé son intention d'abandonner l'activité bancaire à destination des particuliers en Europe. La Bank of America d'Italie devrait ainsi être vendue dans les six mois. L'ensemble des cessions d'actifs prévues en Europe et aux Etats-Unis devrait rapporter près d'un milliard de dollars. Le plan de redressement devrait également se traduire par d'importantes économies de gestion avec une réduction des effectifs de 5 000 personnes dès cette année, autant l'an prochain (la banque emploie 80 000 personnes) et une restructuration du portefeuille de prêts de la banque. Les coûts devraient s'en trouver réduits de 450 millions de dollars par an, a précisé M. Cooper.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## financimmo

Financimmo est une Sicom nouvelle qui a été constituée le 5 juin 1986, un capital de 200 millions de francs, à l'initiative du Crédit commercial de France, avec le concours du groupe Zurich en France, des Assurances-Mutuelles Le conservateur, de la France mutuelle, de la Mutuelle d'entraide et de prévoyance militaires, de la Compagnie Henner de participations et d'investissements et de diverses autres institutions d'assurance, de retraite et de prévoyance.

Le conseil, lors de sa première réunion le 2 juillet, a élu président M. Jean-Baptiste Pascal, alors directeur central du CCF et directeur des affaires immobilières.

A la suite de la nomination de M. Pascal à la tête de la Banque Interet en qualité de président, le conseil de Financimmo s'est réuni le 17 octobre 1986 et a pris acte de la démission de M. Pascal de son man-

dat d'administrateur et de ses fonctions de président.

Le conseil lui a exprimé ses remerciements tant de ses efforts faits pour la création de la société que de la qualité des opérations de crédit-bail qui ont été sélectionnées depuis le 5 juin et dont le montant de 208 millions de francs est déjà supérieur au capital.

Le conseil a ensuite coopté comme administrateur et nommé président M. Francis Picard, directeur central du Crédit commercial de France. M. Picard est en outre directeur du crédit et directeur des affaires immobilières du CCF.

Enfin le conseil, après avoir examiné les diverses opérations de crédit-bail qui ont été retenues, a décidé de poursuivre de manière active la recherche d'opérations nouvelles, tout en constituant progressivement un patrimoine de location simple.

## SOVABAIL

Au 30 septembre 1986, le volume des engagements nouveaux de Sovabail, Sicom du groupe Sovac, s'élevait à 136,5 millions de francs, contre 130,8 millions de francs à fin septembre 1985, qui se répartissent entre le crédit-bail pour 82,5 millions de francs et la location simple pour 53,8 millions de francs.

Le résultat net d'exploitation provisoire s'élevait, après impôt, amortissements et provisions assimilées, à 63,5 millions de francs, contre 54,4 millions de francs, en hausse de près de 17 %.

Abstraction faite des plus-values sur cessions, d'un montant de 4,6 millions de francs, contre 0,8 million de francs, cette progression se ramène à 10 % et, en rythme annuel, le résultat correspond à 60 % environ par action.

## LOUIS VUITTON

Par un communiqué du 5 novembre 1986, la Chambre syndicale des agents de change a informé le public qu'elle avait été saisie d'un projet d'offre publique d'échange des actions de la société Veuve Clicquot, projet déposé par la banque Paribas agissant pour le compte de la société Louis Vuitton.

Par ce projet, en cours d'examen par les instances habilitées, la société Louis Vuitton propose aux actionnaires de la société Veuve Clicquot, à condition d'acquiescer une participation d'au moins 51 % du capital de cette dernière société, l'échange sans limitation de quantité de leurs actions contre, à leur choix :

— Soit des actions Louis Vuitton à émettre à raison de 6 actions Louis Vuitton contre 1 action Veuve Clicquot ;

— Soit une obligation convertible Louis Vuitton, émise au nominal de 5 800 F, assortie d'un supplément en espèces de 500 F par action Veuve Clicquot apportée à l'échange, soit au total un montant de 6 300 F par action Veuve Clicquot. Ces obligations, qui seraient convertibles à tout moment en 5 actions Louis Vuitton, rapporteraient un intérêt annuel de 5 1/4 % et seraient amorties de 4 à la 6<sup>e</sup> année en cinq tranches égales.

Les avantages économiques de ce rapprochement sont clairs. Il existe une complémentarité et des synergies évidentes entre les deux sociétés. Par exemple, la société Louis Vuitton, qui a commencé à travailler sur la création et le lancement d'une activité de franchises sous sa marque, trouverait à cet égard un appui solide dans la filiale Parfums Givenchy de la holding Veuve Clicquot. Dans le domaine financier, la remarquable activité « champagne » de Veuve Clicquot implique des immobilisations considérables en terrains viticoles et stocks, alors que Louis Vuitton n'a besoin que d'immobilisations relativement limitées et génère d'importantes disponibilités.

Sur un plan plus général, l'ensemble ainsi créé s'appuierait sur la conjonction d'une variété d'activités, toutes pertinentes et toutes différentes, mais qui se rejoignent par leur appartenance commune au domaine typiquement français de la haute qualité et du prestige. Ce domaine est en effet celui auquel Louis Vuitton entend rester complètement fidèle, cela dans le respect de la personnalité et de l'identité de chacune des marques et des équipes de chacune des entreprises qui composent le nouvel ensemble, et auxquelles viendraient peut-être s'ajouter plus tard d'autres marques de la même qualité.

LV

## CODETEL

Le conseil d'administration de Codetel, réuni le 6 novembre 1986 sous la présidence de M. Eric Dufort, a pris connaissance de l'activité de la société et examiné les comptes du premier semestre ainsi que les prévisions de l'exercice en cours.

L'activité de financement des télécommunications est restée soutenue ; les nouveaux contrats de l'exercice représentent 360 millions de francs ; ils conservent 17 marchés d'équipements et de centres téléphoniques qui viennent s'ajouter aux 716 contrats en exploitation et en cours de construction représentant un investissement brut total de 6 775 millions de francs.

L'activité immobilière s'est poursuivie par de nouveaux engagements portant sur dix immeubles, dont trois opérations de crédit-bail, d'une valeur de 163 millions de francs. Huit immeubles en cours de construction ou à construire seront achevés en 1987 et en 1988. A ce jour, le montant total des engagements s'élève à 656 millions de francs dont 512 millions de francs de location simple et 144 millions de francs de crédit-bail.

Le résultat du premier semestre est supérieur à 66 millions de francs dont 3 millions de francs proviennent de produits exceptionnels. Le résultat de l'exercice devrait donc progresser par rapport à celui de 1985 et permettre une majoration de dividende.

## Carnet des entreprises

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE  
DE CRÉDIT

Le conseil d'administration de la Société Marseillaise de Crédit, dans sa séance du jeudi 16 octobre 1986, a conféré le titre de président d'honneur à M. Edouard de Cazalet, qui fut président de décembre 1957 à février 1982.

BANCA  
COMMERCIALE  
ITALIANA

Société Anonyme au Capital de Lit. 600 000 000 000 - Réserve Lit. 104 000 000 000  
Siège Social : 6, Piazza delle Storie - Milan - Représentants des Sociétés : 2774  
Tribunal de Milan - Banque d'Intérêt national

Les actionnaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée Extraordinaire le jeudi 27 novembre 1986, à 11 heures à Milan, 1 Piazza Belgioioso et éventuellement à une seconde réunion le vendredi 28 novembre 1986, aux mêmes heures et adresse, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Proposition d'augmentation du capital social, et délimitations y relatives. Modification conséquente des articles 5, 6, 8, 9, 13 et 35 du Statut.
- 2) Proposition de modification des articles 14 et 15 du Statut.

Tout titulaire d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée à condition que, même si inscrit au registre des actionnaires de la Société, il ait déposé ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée auprès des caisses de la Banque ou de la caisse Monte Titoli, chargée à cet effet, sur la base des dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1962, no. 1745.

Le Président  
du Conseil d'Administration

## Marchés financiers

## PARIS, 10 novembre

Une séance  
presque pour rien

Il était lundi aussi facile de circuler dans les travées de la Bourse et autour de la corbeille que dans les rues de Paris. Comme prévu, le petit monde du palais Brongniart n'avait pu résister à la tentation de faire le pont. Et les « permanenciers » eurent tôt fait d'expédier les affaires courantes dans un marché très peu actif mais, singulièrement, pas vraiment étouffé. Malgré le manque des échanges, fréquemment génératrice d'effrètement, les valeurs françaises ont assez bien résisté. Dans la matinée, l'Indicateur instantané s'était même offert la lueur de progrès, sur de façon sensible (+0,32 %). Difficile de faire tenir l'allure au plus grand nombre. A la clôture, le marché égalisait la marque ou peu s'en faut : +0,05 % d'abord puis +0,19 % grâce au surcroît final de SCOA.

« Au moins n'est-il pas baissé », disait un professionnel. Mais où sont donc les neiges d'antan ? L'an dernier à pareille époque la Bourse était en pleine reprise et venait de battre un quasi-record de longévité avec onze séances de hausse consécutives. Le contexte, il est vrai, est aujourd'hui différent avec les incertitudes de toute sorte sur la croissance économique, l'évolution des taux d'intérêt et des monnaies. Concurrencé par Londres, le marché parisien est à la recherche d'un second souffle.

Au premier étage aussi, l'activité a sérieusement diminué. La baisse s'est ralentie mais la tendance est demeurée lourde. Le taux de rendement est monté à 8,71 %. « A 8,90 %, je ne prends pas », disait un spécialiste en assurant qu'un gérant de SICAV pronostiquait une montée à 9 %. Le MATIF a encore souffert d'effrètement. Rappelons que la Bourse clôturera pour la fête du 11 novembre.

## NEW-YORK, 11 novembre

## Irregulier, mais bien orienté

Deuxième et modeste avance mardi pour Wall Street. Malgré des échanges assez maigres et une assez forte irrégularité des cours, le marché a réussi, en effet, à bien tirer son épingle du jeu. Après avoir assez amplement fléchi, notamment à 1 852,45, puis remontant à 1 904,95, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 895,95, en progrès de 3,66 points.

Le bilan de la journée a été cependant plus contrasté. Sur 1 963 valeurs traitées, 774 ont baissé, 746 ont monté et 443 n'ont pas varié. Comme d'habitude, les investisseurs sont restés très attentifs aux opérations de fusion et aux tentatives de prise de contrôle. Pour tout dire, le facteur OPA reste déterminant. Mais autour du Big Board, une certaine indécision était perceptible, alimentée par l'opération incertaine des taux d'intérêt. D'une façon générale, toutefois, le sentiment était assez bon. Pour leur part, les professionnels se disaient que, assurés que, après avoir touché la barre des 1 900 points, le marché était en mesure de reprendre son ascension et de battre de nouveaux records. Quelques-uns n'excluaient cependant pas la possibilité au préalable d'un nouveau dérapage.

L'activité s'est encore ralentie, et 115,50 millions de titres ont changé de mains, contre 120,20 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 10 nov.	Chang. de 11 nov.
Alcan	35 5/8	36 1/2
A.T.T.	25 1/2	26 3/4
Banque	52 5/8	53 1/8
Chem. de France	51 1/8	51 1/8
De Paris de Marseilles	88 3/8	87 5/8
Edison	89 1/4	90 1/4
Elf	57 1/4	57
Ford	75 1/4	75 3/4
General Electric	75 1/4	75 3/4
General Motors	47 3/4	47 3/8
IBM	123 1/4	123 5/8
I.T.T.	54 1/8	54 1/8
McGraw Hill	38 1/8	38 1/8
Philips	52	52 1/4
Schneider	36 1/2	37
Siemens	39 5/8	39 5/8
Standard Oil	22 1/8	22 1/8
U.S. Steel	23 5/8	23 5/8
Westinghouse	57 5/8	58 1/8
Yarn Corp.	58 3/4	58 1/4

## CHANGES

## PARIS

## Dollar : 6,62 F ↓

Le repli du dollar sur les marchés des changes, amorcé lundi après sa vive hausse du la semaine précédente, s'est poursuivi mercredi 12 novembre, son cours revenant, à Paris, de 6,67 F à 6,62 F, contre 6,74 F à la veille du week-end. A l'origine de ce repli, on trouve des ventes bénéficiaires, et la hausse des taux en Allemagne.

FRANCFORT	10 nov.	12 nov.
Dollar (en DM)	2,8250	2,8250
TOKYO	10 nov.	12 nov.
Dollar (en yen)	162,60	161

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux en %)	10 nov.	12 nov.
Paris (12 nov.)	7 1/2	7 1/2
New-York (11 nov.)	6	6

## INDICES BOURSIS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	7 nov.	10 nov.
Valeurs françaises	1447	1441
Valeurs étrangères	1147	1144
C <sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	3793	3863

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)	10 nov.	11 nov.
Industrielles	1892,29	1895,95

## LONDRES

(indice Financial Times)	10 nov.	11 nov.
Industrielles	1313,3	1317
Mixed tot.	284,2	289,1
Fonds d'Etat	82,5	82,5

## TOKYO

	11 nov.	12 nov.
Nikkei	17384	1747,80
Indice général	1430,37	1438,32

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 novembre  
Nombre de contrats : 9 543

COURS	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	105,75	106,70	106,70	106,45
Précédent	106,35	107	106,85	106,50

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DU BÉNÉFICE TRIMESTRIEL D'UNIVER. Le groupe anglo-séculéidais Univer (matières grasses, savon, alimentation) a annoncé, le 11 novembre, une hausse de 22 % de son bénéfice imposable au troisième trimestre. Celui-ci s'élève à 259 millions de livres sterling, contre 244 millions de livres pendant la même période de 1985. Le chiffre d'affaires a, pour sa part, diminué de 4,4 % à 3 906 millions de livres (contre 4 076 millions). Pour l'ensemble des neuf mois écoulés, le bénéfice imposable ressort à 812 millions de livres, contre 677 millions pour la période

correspondante de l'an passé, soit un progrès de 20 %. Le bénéfice net attribuable, établi en fonction des taux de change en vigueur fin septembre dernier, accuse pour le neuf mois une augmentation de 36 %, à 477 millions de livres.

ANHEUSER BUSH INTRO-DUIT A PARIS. — La société américaine Anheuser Bush, premier brasseur mondial et producteur de la Budweiser — la bière la plus vendue du monde, — sera introduite, le 17 novembre, au marché au comptant de la Bourse de Paris.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS		SIX MOIS
		Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
£L	6.6345	6.6375	+ 79	+ 82	+ 145
S. can.	4.7882	4.7921	- 59	- 34	- 89
Yen (100)	162.62	161.06	+ 104	+ 128	+ 189
DM	3.2674	3.2705	+ 68	+ 82	+ 141
Real	2.8126	2.8149	+ 42	+ 51	+ 52
F.R. (100)	15.7439	15.7535	- 21	+ 64	+ 92
F.S.	3.9408	3.9389	+ 134	+ 153	+ 226
L. (1 000)	4.7246	4.7282	- 123	- 98	- 256
S. can.	5.5295	5.5414	- 311	- 274	- 583

## TAUX DES EUROMONNAIES

	5 7/8	6 1/8	6 3/4	4 11/16	4 11/16	6 1/8	6 1/8
S.E.U.	4 1/2	4 3/4	4 3/4	4 11/16	4 11/16	4 11/16	6 1/8
Real	5 1/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2
F.S. (100)	4 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
F.S.	2	2 1/2	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
L. (1 000)	8	10	9 7/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
S. can.	10 3/4	11	10 15/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16
R. can.	7 1/8	7 3/8	7 11/16	7 15/16	7 15/16	8 1/8	8 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

حکومت اسلامی



هكذا من الأهل

# 10 NOVEMBRE

Cours relevé  
à 17 h 32

Comptant (selection)

Second marché (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
<b>Obligations</b>											
Emp. 7 1/2 % 1975	8070		Chemins	879		Mont	170	174	A.B.P. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/2 % 1975	123 50	1 1/2	Orléans	1000	518	Orléans	1000	518	Alca. 1975	1362	
Emp. 4 1/											



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Après la libération de deux otages Français. 3 M. Pieter Botha dans la Somme. 4 MM. Mitterrand et Chirac au sommet de Lomé. 5 Brésil : le projet de Constitution. 7 Autriche : un nouveau dossier accablant pour M. Waldheim.	8 La réforme du code de la nationalité. 10 Première réunion du conseil national de la gauche.	12 La chimie baloise en accusation. - Des médecins viennent en aide aux délaissés de la protection sociale. 13 Les planétologues réunis à Paris. 15 Sports : le championnat du monde de squash.	17 Le retour de Casanova, d'Alexandre Volkoff. 18 Picasso, un livre, un film. - Les symphonies de Charles Ives à Paris et à Lille. 19 Irving Penn expose au palais de Tokyo. 25 Communication.	31 Point de vue : « La nouvelle prospérité », par Alain Madelin. - Les crédits à la consommation. 32 La fin du sommet du COMECON. 34 La production d'acier en Europe. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 24 Annonces classées ..... 26 à 28 Carnet ..... 29 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Programmes des spectacles ..... 22-23

## Après la réunion de Londres

## La Ligue arabe critique les sanctions de la CEE contre la Syrie

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi, a exprimé l'espoir, mardi 11 novembre, que la CEE « saisisse la première occasion » pour rapporter les mesures arrêtées contre la Syrie, lors de la réunion des ministres européens des affaires étrangères, lundi 10 novembre, à Londres, nous indique notre correspondant à Tunis.

« La déclaration adoptée à Londres a davantage sacrifié aux impératifs de la solidarité qu'aux strictes exigences de l'objectivité, et nous ne croyons pas qu'elle est justifiée, surtout après la mise en cause du Mossad dans l'attentat manqué à l'aéroport de Londres et dans une opération récente effectuée sur le sol britannique », a déclaré M. Klibi, qui faisait allusion à la récente interview de M. Jacques Chirac au Washington Times et à l'enlèvement à Londres de M. Mordhai Vanunu.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a ajouté que c'est parce qu'il partage le souci de la CEE « de maintenir le dialogue et la coopération » arabo-européens qu'il continue « à mettre en garde » les Européens contre les mesures susceptibles d'envenimer le climat des rapports entre les deux communautés.

Pour sa part, le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El Charah, a indiqué, en remettant aux émissaires français à Damas les deux otages, MM. Marcel Coudart et Camille Sontag, que le texte adopté à Londres prouve que les Européens « ne sont pas convaincus

de la véracité des allégations britanniques ». « Nous pensons qu'il (le texte) a été adopté sous la pression des États-Unis (...) pour sauver la face du gouvernement britannique », a-t-il dit.

Pour les responsables et les médias syriens, ces mesures « ne gênent pas la Syrie, car elles étaient déjà appliquées avant la rupture des relations diplomatiques entre Damas et Londres, le 24 octobre ».

La Libye, quant à elle, a décidé l'arrêt de toute importation d'armes des pays membres de la CEE ayant adopté des sanctions contre la Syrie. Selon l'agence libyenne d'information IANA, qui cite une « source responsable » du bureau populaire des liaisons extérieures (ministère libyen des affaires étrangères), la Jamahiriya libyenne a demandé aux « autres pays arabes d'adopter une mesure similaire, en solidarité avec la Syrie ».

Le New York Times a publié mardi une mise au point de l'ambassade de France à Washington, à la suite d'articles publiés par le quotidien faisant notamment état d'un « contrat d'armement lucratif » passé entre la France et la Syrie. La lettre, signée de M. Philippe Faure, conseiller de presse à l'ambassade de France, répond à des articles parus les 24 et 30 octobre dernier, qui mentionnaient également un prêt de 1 milliard de dollars de Paris à Damas « pour alléger la crise économique » syrienne et « la tentative de la France d'obtenir un traitement de faveur en ignorant les appels de la Grande-Bretagne ».

L'ambassade précise que ces informations ont été clairement démenties par le gouvernement français, de même que celles concernant le terroriste Georges Ibrahim Abdallah emprisonné à Paris, qui, selon le quotidien new-yorkais, pouvait s'attendre à une attitude de mollesse de la part des autorités françaises.

Dans cette mise au point, l'ambassade trouve « incompréhensible qu'étant donné le nombre et la clarté des déclarations faites par les responsables français celles-ci aient été aussi mal interprétées par la presse ». — (AFP)

## Ancien ministre des relations extérieures M. Claude Cheysson approuve M. Chirac

Dans une interview à Antenne 2, lundi 10 novembre, M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, a déclaré que les socialistes avaient approuvé lorsque'ils représentaient la majorité au Parlement. Les adversaires du vote favorable (notamment MM. Lionel Jospin et André Laignel) ont établi une distinction entre le projet de budget, dont la responsabilité appartient au seul gouvern-

nement de M. Jacques Chirac, et la prochaine loi de programme militaire 1987-1991 qui a le feu vert de l'Élysée.

Certains anciens députés ont fait remarquer qu'ils ne pouvaient approuver un budget militaire supérieur aux crédits de l'éducation nationale et qu'un vote favorable était assimilable à une compromission à l'égard d'une politique étrangère critique. L'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, est resté muet.

A l'issue de la réunion, l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, a déclaré à des journalistes au Palais-Bourbon que « les vieux démons risquent de reprendre les socialistes ».

## En Nouvelle-Calédonie

## La diplomatie de M. Tjibaou et l'amertume de M. Lafleur

NOUMÉA de notre correspondant

Deux prises de position — un appel à calmer le jeu de la part des indépendantistes, et une déclaration amère du chef de file du RPCR, M. Jacques Lafleur, laissent penser que la ligne du gouvernement en Nouvelle-Calédonie s'apparente de plus en plus à une politique de compromis.

L'appel à calmer le jeu a été lancé lundi 10 novembre par le dix-septième congrès de l'Union calédonienne, réuni pendant trois jours à la tribu de Nékia (Poya, région Centre).

Le parti de M. Jean-Marie Tjibaou, composante majoritaire du FLNKS, a réaffirmé sa volonté de « poursuivre le dialogue avec le gouvernement français » en cette période où s'amorcent discrètement les négociations sur les modalités du référendum d'autodétermination prévu au mois de juillet 1987. Les indépendantistes privilégient en effet la voie diplomatique, mettant les actions militantes « en sommeil ».

M. Jean-Marie Tjibaou, après un séjour à Paris, assistera début décembre à New-York aux débats

de l'Assemblée générale de l'ONU sur le thème de la décolonisation.

M. Tjibaou recherche une caution internationale pour pouvoir exiger du gouvernement une limitation du corps électoral appelé à participer au référendum, faute de quoi il aurait beau jeu de mettre la France au ban des secourus à l'ONU. Parti de Nouméa le mardi 11 novembre, le leader de FLNKS est arrivé à Paris ce mercredi 12 novembre pour se rendre aussitôt au Parlement européen de Strasbourg, à l'invitation du groupe socialiste, avant de retourner dans la capitale, où des entretiens sont prévus avec M. Jacques Chirac.

Face à cette offensive du FLNKS, les anti-indépendantistes du RPCR ne cachent plus leur irritation, en particulier vis-à-vis de l'attitude du gouvernement. M. Jacques Lafleur a ainsi vivement reproché au gouvernement son attitude. « Bernard Pons se trompe et il nous fait de la peine, a-t-il dit. Je crois qu'il est mal informé et je n'en suis pas tout à fait étonné ». L'allusion au haut commissaire, M. Jean Montpezat, est à peine voilée.

FRÉDÉRIC BOBAL

## Les socialistes s'abstiendront sur le vote du budget militaire

A l'issue d'un débat « difficile » et « dur », selon les propres termes de certains participants, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a décidé, le mercredi 12 novembre, de s'abstenir à l'occasion du vote, par les députés, du projet de budget de la défense pour 1987. Ce sera le seul projet de budget de l'actuel gouvernement auquel le PS n'opposera pas un vote négatif.

Deux camps se sont opposés au sein du groupe parlementaire, qui n'a pas, selon le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, aucune recommandation de vote de la part de l'Élysée. Les partisans d'un vote favorable (notamment MM. Pierre Joxe, Charles Hernu, Paul Quilès et Jean-Pierre Chevènement) ont fait valoir que le projet de budget était en conformité avec les grandes orientations de la loi de programmation militaire 1984-1988 que les socialistes avaient approuvée lorsqu'ils représentaient la majorité au Parlement. Les adversaires du vote favorable (notamment MM. Lionel Jospin et André Laignel) ont établi une distinction entre le projet de budget, dont la responsabilité appartient au seul gouvern-

nement de M. Jacques Chirac, et la prochaine loi de programme militaire 1987-1991 qui a le feu vert de l'Élysée.

Certains anciens députés ont fait remarquer qu'ils ne pouvaient approuver un budget militaire supérieur aux crédits de l'éducation nationale et qu'un vote favorable était assimilable à une compromission à l'égard d'une politique étrangère critique. L'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, est resté muet.

A l'issue de la réunion, l'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, a déclaré à des journalistes au Palais-Bourbon que « les vieux démons risquent de reprendre les socialistes ».

## Sur le vif

## Je démène

C'est quand même insensé, tout ce foin autour des déclarations de Chirac au « Washington Times ». Moi, je commence à en avoir marre. Parce que, enfin, c'est pas pour lui — je peux vous le révéler — aujourd'hui — qu'Arnaut de Borchgrave a fait le voyage, c'est pour Bibi. Pour ma pomme, oui. Je lui ai donné un coup de téléphone : tu te souviens de moi, un s'est rencontré à Séoul à un banquet offert par le père Moon. Bon, alors, je dans à ce que ce soit toi qui réplies au monde pensant d'importance et de curiosité le fond de ma pensée.

Excité comme un pou, il prend le premier avion et il se pointe dans mon bureau avec son magnéphone de poche. J'ai plein de témoins, les garçons d'étage, le gardien de la rue des Italiens. Je le mets en garde : attention, tu me cites pas. Fais gaffe aux guillemets, j'en veux pas. Au bout d'une heure et demie, il me dit : Bon, c'est pas tout ça, mais faut que je fasse un saut à Montignon, je profite de mon séjour à Paris pour faire le bisé à ton Jacques. Je m'attarde pas, bonjour-bonsoir, et je rentre

dere-dere rédiger mon papier sur toi.

Résultat, vous avez vu, il n'a fait cocu. Je l'appelle, folle de rage. Il me rassure : T'énerve pas, ça passe demain. Alors, pour vous éviter de tomber les bras en croix quand vous lirez cet article à sensation, je prends les devants et je démène. J'ai jamais dit que M<sup>me</sup> Thatcher n'avait dit que dans l'affaire du Boeing d'Irak un mes fé au KGB avait aidé Hindawi, pris la main dans le sac de sa petite amie. Vous n'avez qu'à lui demander, à Maggie. J'ai jamais dit que, sous peu incontestablement Chirac accuserait le Mossad pour faire une fleur à Auzat et obtenir un petit acompte sur les otages, qu'on piquet d'autres. J'ai jamais dit que notre ministre des affaires étrangères se fâchait de nous — vous l'avez entendu hier au micro d'Elkabbach ? — en affirmant qu'il fallait négocier avec la Syrie, bien qu'elle n'ait aucun contact, croit de fer, croit de bois, avec les ravisseurs. Et surtout, surtout, j'ai jamais dit que la France, question collaboration, n'avait de leçon à recevoir de personne.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. Monory consulte les fournisseurs sur la réforme des lycées

M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, vient d'adresser aux fournisseurs des lycées d'enseignement général et technique une note rappelant les principaux points de son projet d'aménagement de la scolarité en second cycle et de sa réforme du baccalauréat (Le Monde du 24 octobre). Il leur demande de lui faire part, avant le 25 novembre, de leur « sentiment de responsable et de technicien », et d'examiner comment ses projets « seraient applicables » dans leur établissement.

Les « remarques et suggestions » des fournisseurs seront prises en compte pour l'élaboration du texte qui sera envoyé le 2 décembre aux membres du Conseil de l'enseignement général et technique et soumis le 18 décembre à la consultation de cet organisme.

La note du ministre indique que la classe de seconde devrait rester

« indifférente ». Les élèves pourraient choisir, en plus des sept disciplines de base, une ou deux disciplines supplémentaires en option, dont une langue vivante.

Le numéro du « Monde » daté 12 novembre 1986 a été tiré à 405 509 exemplaires

## Où trouver le Glenlivet?

Pure single Highland Malt 12 years old Scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Gambirinus, 13, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4<sup>e</sup>.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 12 novembre

## Calme et soutenu

Toujours assez peu d'affaires mercredi matin à la Bourse de Paris. Cependant, la tendance est demeurée assez soutenue. L'indicateur instantané a lentement progressé.

Hanse de Club (+ 3 %), Esilor (+ 2 %), Syntilabo (+ 1,8 %), Alstom et Bongrain (+ 1,6 %), Compagnie bancaire (+ 1,5 %), Docks de France (+ 1,4 %), CSF (+ 1,4 %), Recul d'Ecco (+ 1,9 %), Prouvost (- 1,3 %), Perrier, Redoute, UCB et Hachette (- 1 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	440	442	442
Agropar	2050	2055	2053
Alcatel	674	674	674
Banque Paribas	1064	1064	1060
Bongrain	2280	2280	2285
Bouygues	1255	1255	1255
C.A.S.A.	4280	4280	4280
Cantat	3561	3560	3560
Chargers S.A.	1382	1382	1382
Club Méditerranée	805	822	823
Cofinor	1501	1501	1505
Elf-Aquitaine	1173	1175	1175
Elf-Paris	314	313	312
Elf-Total	3280	3280	3280
Elf-Total-Fin	1301	1300	1315
Elf-Total-Fin	2310	2305	2305
Elf-Total-Fin	1550	1545	1545
Elf-Total-Fin	2340	2340	2340
Elf-Total-Fin	1025	1025	1035
Elf-Total-Fin	3730	3748	3748
Elf-Total-Fin	1205	1200	1200
Elf-Total-Fin	1008	1001	1001
Elf-Total-Fin	1075	1077	1080
Elf-Total-Fin	882	885	885
Elf-Total-Fin	789	790	790
Elf-Total-Fin	2680	2685	2680
Elf-Total-Fin	1480	1500	1501
Elf-Total-Fin	436	438	438
Elf-Total-Fin	2040	2045	2045
Elf-Total-Fin	521	515	518

## Assassiné à Mexico

## L'éditeur du « Monde diplomatique » en espagnol a sans doute été victime de malfaiteurs

Mexico (AFP). — Le journaliste mexicain Ivan Menéndez, directeur de la version en espagnol du mensuel français le Monde diplomatique, a été vraisemblablement tué par des malfaiteurs qui lui ont dérobé 22 millions de pesos (environ 175 000 francs), a déclaré, lundi 10 novembre, le procureur de Mexico, M. Renato Sales Gasque.

Le corps du journaliste, âgé de quarante-deux ans, atteint de sept balles de revolver, avait été retrouvé, jeudi 8 novembre, ligoté dans le coffre d'une Chevrolet stationnée en face des bureaux du mensuel, dans le quartier de Mixcoac, dans le sud de Mexico. Selon les enquêteurs, Ivan Menéndez, peu avant sa disparition, le 7 novembre, venait de vendre une maison et 22 millions de pesos lui avaient été versés en espèces. Le procureur a déclaré que le vol était « l'hypothèse la plus plausible » du meurtre.

Ivan Menéndez avait dirigé la revue Divulgación, organe du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir. Il avait quitté ce mensuel il y a quelques semaines, et la direction parisiennne du Monde diplomatique lui avait confié la concession de l'édition en espagnol, détenue par M. Federico Fasano, d'origine uruguayenne. Ne se conformant pas à cette décision, M. Fasano, qui se trouve actuellement en Uruguay, avait poursuivi la publication d'une seconde version en espagnol.

## LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX

## D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un disque dur 20 M.o. externe SCSI pour Macintosh Plus 7.158 F HT - 8.489 F TTC. Offre valable jusqu'au 30/11



INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42.72.26.26

## LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN: LES PRIX! TISSUS RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

## AIR HAVAS

## LES PRIX BAS QUI VOUS DONNENT DES AILES.

NEW YORK	à partir de	2200 F
MARRAKECH	à partir de	1290 F
LE CAIRE	à partir de	2660 F
MEXICO	à partir de	4825 F

\* Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1<sup>er</sup> Octobre 86. Conditions Générales dans le catalogue Air Havas. En vente chez Havas Voyages - 58, rue de la Paix - 75000 PARIS - Tél. : 49 50 64 19 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES: FAITES LA DIFFERENCE.

هكنا من الأول